

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION JUIVE

devant le Droit International Public

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 22 Mai 1922, à 15 heures

PAR

Elie COHEN

Président : M. A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur.

Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur.
M. GIDEL, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, Quai de Conti

1922

LA QUESTION JUIVE
devant le Droit International Public

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION JUIVE

devant le Droit International Public

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 22 Mai 1922, à 15 heures



PAR

Elie COHEN

Président : M. A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur.

Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur.
M. GIDEL, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, Quai de Conti

1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

ET A LA PIEUSE MÉMOIRE DE MA MÈRE.

AVANT-PROPOS

La question juive a deux faces : le sionisme et le problème des Juifs qui, pour des raisons diverses, n'iront pas en Palestine et resteront dans les autres pays.

Le sionisme tendant vers la création d'un Etat nouveau, il peut sembler de prime abord que le droit international ne devrait avoir à s'occuper que de lui, en laissant le droit public interne des divers Etats, où existe une question juive, la régler à son gré. Mais en fait il n'en est pas ainsi. La situation précaire des Juifs dans certains pays, leurs souffrances et leur détresse dépassent les limites de ces Etats, touchent non seulement au cœur des Juifs des autres Etats, mais aussi des non-Juifs et forcent les Puissances à chercher ensemble les moyens de remédier à cette situation. Ainsi la face « interne » de la question devient elle aussi un problème de droit international.

L'étude des raisons de ce phénomène et de sa justification juridique, la recherche des causes de la question juive, l'appréciation des remèdes déjà essayés en vue de sa solution et la prévision de leurs développements futurs, tels sont les buts du présent travail.

Pour arriver à la justification juridique complète des mesures déjà adoptées ou proposées, pour laisser le moins possible de points faibles auxquels pourraient s'accrocher les objections suggérées par des préjugés d'autant plus tenaces que leurs origines se perdent dans la nuit obscure de l'Histoire ancienne, nous nous sommes cru obligé de commencer notre étude par l'établissement des bases primordiales du droit, par une revue sommaire des principes du droit qui servent de fondement et de justification aux revendications des Juifs, par la définition préalable de certains termes qui se trouvent dans toutes les bouches depuis si longtemps, qu'ils ont échangé leur premier sens contre une multitude de sens divers. Cela peut sembler prétentieux. Mais nous préférons assumer l'air de prétendre faire, malgré nos faibles moyens, quelque chose qui ressemble à un cours d'introduction au Droit, que de laisser subsister des ombres que nous pourrions effacer. Il faut tout préciser, tout expliquer d'A B C, dit Sarcey, surtout, ajouterons-nous, lorsqu'il s'agit d'une question aussi obscurcie par un inextricable fatras d'idées préconçues que la question juive. D'ailleurs l'étude et la classification des principes du droit n'est peut être pas absolument inutile. « Quand la pratique est divergente, dit T. J. Lawrence. (1), la seule ressource est d'en appeler aux premiers principes. » Pour qu'une discussion ne

(1) T. J. Lawrence : Les principes du droit international, trad. sur la 5^e édit. anglaise par A. de Lapradelle et Jacques Dumas (Edit. de la dotation Carnegie). Oxford, 1920, p. 127.

soit une vaine gymnastique de mots il est de bonne méthode de la commencer par la définition des « premiers principes » et, en général, des termes qu'on se propose d'employer.

Les idées exprimées dans cet ouvrage paraîtront paradoxales. Elles ne plairont pas. Mais notre but était non seulement de chercher les moyens de faire cesser les souffrances de nos co-nationaux, mais de trouver une *solution* à une question si complexe ; notre souci était non seulement l'amélioration de la situation des Juifs, mais la satisfaction du Droit, la conciliation de tous les principes juridiques dans la solution de cette question. Nous comprendra-t-on ? Peut-être que non. Les pierres gisent sur la route et il est si facile de les ramasser et de les lancer. Nous dirons tout de même ce que nous croyons vrai. D'ailleurs, nous avons l'habitude pour nous. Les pierres sont un peu nos vieilles connaissances. Que l'avenir nous donne ce qu'il voudra. Il ne servira à rien de se détourner d'une idée vraie pour la seule raison que le terme qui l'exprime a acquis un sens péjoratif.

Je prie de trouver ici l'expression de ma profonde reconnaissance :

mon éminent maître M. Geouffre de Lapradelle, qui m'a fait l'honneur de prendre cet ouvrage sous son égide ;

ma chère femme pour son appui moral et sa réelle collaboration dans la révision des textes et des épreuves ;

mon frère Benzion pour tout le travail fait pour moi dans les bibliothèques de Londres ;

M. le Docteur Motzkin, secrétaire général du Comité des Délégations Juives et ses collaborateurs, notamment M. Tsatskis, auprès de qui mes demandes de renseignements et de documentation ont toujours trouvé l'accueil le plus aimable et le plus empressé.

INTRODUCTION

Plateforme Juridique de la Question Juive

PREMIÈRE PARTIE

Qu'est-ce qu'un problème Juridique ?

§ 1. — Classification sommaire des principes Juridiques

Le Droit est la règle des rapports des individus entre eux. Le but et le fondement du Droit se trouvent dans l'existence de l'homme, son développement et le maximum possible de son bien-être. Mais comme sans le fait de la Société le Droit n'aurait aucune raison d'être ; comme, d'autre part, la Société est un fait inhérent à la nature de l'homme et sans lequel son bien-être, son développement et son existence même paraissent impossibles, on peut, sans en modifier le sens, donner à la définition du Droit une autre forme, en fonction de la Société, et dire, que le Droit a pour but

et pour fondement, l'existence, le développement et le bien-être de la Société.

Dans les premiers stades du développement du Droit l'homme faisait lui-même la loi de ses rapports avec les autres. Sous l'influence des frottements continuels de ces lois individuelles et divergentes, celles-ci se sont modifiées; leurs côtés purement individuels se sont effrités et ont disparus. Du noyau qui leur était commun il s'est formé dans chaque collectivité des coutumes et des lois moyennes, communes à tous ses membres.

Lorsque l'homme, dans les collectivités avancées, a pris conscience de son existence et de l'existence nécessaire de la Société, le travail de la formation du Droit, jusque-là inconscient, est devenu volontaire. Dès lors c'est sciemment que se fait la conciliation des aspirations individuelles et l'élimination de tout ce qu'il y a dans celles-ci d'incompatible avec les intérêts matériels ou moraux, immédiats ou permanents de la collectivité. La formation automatique du Droit a cédé la place à la construction rationnelle. Mais cette dernière n'est qu'une méthode perfectionnée pour atteindre le même but : la conciliation des lois individuelles et divergentes, que l'homme a toujours tendance à se créer sous l'impulsion de ses besoins, de ses intérêts ou de ses passions, par le même moyen : la dissolution de tout ce qu'il y a dans ces lois d'exclusivement individuel pour ne laisser subsister que le noyau commun.

Ce noyau a pour base trois penchants du caractère de l'homme et un besoin inhérent au caractère de

société. Les premiers sont : 1) le désir de l'homme de développer son activité sans gêne ni contrainte ; 2) le souhait de voir disparaître les causes des souffrances physiques et morales, dont il pourrait être victime ; 3) le désir intéressé ou non de voir régner l'égalité dans la distribution des faveurs et des peines de la vie ; 4) le dernier est l'ordre.

De ces quatre penchants naturels de l'homme et de la Société découlent les quatre groupes de principes, qui forment le noyau du Droit. Ce sont : les principes de *liberté*, d'*humanité*, de *justice* et d'*ordre*.

Ces quatre groupes, comme aussi les principes qui composent chacun d'eux, ne sont pas indépendants. Souvent ils s'opposent. Ce qui satisfait l'un d'entre eux va parfois à l'encontre d'un autre ; ce qui constitue un bien du point de vue de l'un des principes peut constituer un mal du point de vue d'un autre. Le but du Droit est d'extraire le bien contenu dans le mal, d'éliminer le mal contenu dans le bien et d'organiser la vie de la Société en conciliant les divers principes en conflit autant que la conscience et les sciences sociales de chaque moment le demandent et le rendent possible.

La domination de l'un de ces groupes sur les autres crée un état contraire au Droit. La suprématie de la liberté, c'est l'anarchie, la négation même de la Société. Il n'y a pas de précédent de domination de l'humanité, mais tout laisse à penser qu'une telle expérience aboutirait à l'injustice et au désordre, comme l'essai de suprématie de la justice, qui a été fait en Europe orientale, a abouti à la souffrance individuelle et à la ruine

collective. Quant à la subordination de tous les autres principes à ceux de l'ordre, elle aboutit à l'arbitraire, au despotisme et à l'oppression. On peut l'admettre provisoirement, aux moments de crise, mais à la condition, qu'elle ne se prolonge pas.

En résumé, une collectivité humaine dans laquelle les quatre groupes des principes juridiques ne sont pas en parfait équilibre et où n'existe pas le souci de les concilier lorsqu'ils sont en conflit, n'est pas régie par le Droit. Car le Droit est la synthèse de tous les principes des quatre groupes. Arntz a suggéré pour les trois premiers groupes le nom de « droits humains » (1). Le quatrième groupe peut être considéré comme constituant le droit de la Société.

§ 2. — La Liberté

La liberté c'est le pouvoir d'agir sans guide ni contrainte extérieurs.

Les principes de liberté sont nombreux. Entrent dans ce groupe la liberté de se déplacer, la liberté de conscience, du travail et autres (2).

Les libertés n'ont pas toujours constitué un groupe primordial du droit positif. Puis, conquis de haute lutte par les peuples, ce groupe a été élevé sur le pavois et déclaré seul but et fondement du droit (3). C'était aller trop loin.

(1) V. Arntz : Lettre à M. Rolin-Jaequemyns, R. D. I. et L. C. 1876 p. 673 et réponse de Rolin-Jaequemyns, id.

(2) Voir une énumération complète et une classification des libertés dans le cours de M. Larnaude de 1919 - 1920.

(3) Bartauld : L'ordre moral et l'Ordre social. Paris, 1874.

En regardant au fond des choses, il semble bien que l'homme attache moins d'importance à la liberté qu'à l'humanité et à la justice. Il en accepte les restrictions plus facilement, avec moins de récriminations. Tandis que l'esprit ne peut concevoir un état de droit dont les principes d'humanité et de justice seraient exclus, il a pu parfaitement concevoir, un état social et juridique où la liberté n'existe pas (1), où des hommes possédant la connaissance absolue des besoins et des possibilités individuelles et sociales, doués d'une intégrité parfaite et d'un désintéressement total, conduiraient la société, qui, ayant reconnu la supériorité des chefs, se soumettrait volontairement à leurs ordres.

Mais les sciences sociales n'ont pas encore atteint et ne sont pas encore près d'atteindre un degré de précision et de vérité très élevé. En fait, on a encore fort peu de notions exactes sur les mouvements si divers de la vie sociale. Les effets que produiraient certaines causes, les causes qu'il faudrait provoquer pour produire les effets voulus, sont encore enveloppés d'une telle obscurité, qu'il ne peut pas exister pour chaque problème social qu'une seule solution, sur laquelle tout le monde serait d'accord. D'autre part, il y a impossibilité de satisfaire à la condition d'intégrité et de désintéressement absolus des chefs et de l'aven unanime de leur supériorité par les autres membres de la collecti-

(1) Le socialisme dans toutes ses formes. Renan aussi a eu cette conception idéaliste.

tivité. Les souvenirs du passé enseignent aux peuples que la subordination illimitée de leurs volontés à celle d'un chef aboutit à l'oppression.

Voilà pourquoi il faut, sans aller aussi loin que Bartauld, reconnaître aux principes de liberté leur place parmi les principes fondamentaux du droit.

Cette place se trouve au bas de l'échelle hiérarchique des principes juridiques. En effet les principes de liberté, par suite de leur tendance naturelle à s'étendre, se trouvent obligatoirement soumis à plus de restrictions que les principes des autres groupes.

Tous les principes de liberté exercés par chaque membre de la collectivité trouvent d'abord une limitation naturelle dans leur exercice par les autres membres. La liberté de chacun est limitée par celle des autres.

En deuxième lieu l'exercice des libertés est subordonné à la condition de ne pas heurter les principes des trois autres groupes. Dans un conflit entre un principe de liberté et un principe d'humanité, de justice ou d'ordre c'est au premier de s'effacer.

En troisième lieu l'exercice de nombreuses libertés par un membre de la collectivité est subordonné à la condition que ce membre ne se trouve pas avoir heurté dans le passé les principes des autres groupes (1). Ainsi un voleur est mis en prison.

§ 3 — L'humanité

Quel qu'ait été l'origine du sentiment de sympathie

(1) Déclaration des Droits des Hommes, 1793, art. 3.

et de compassion éveillé à la vue des souffrances d'autrui et provoquant le désir de les voir ou de les faire cesser, à l'heure actuelle il est devenu un principe de compréhension du droit essentiel de l'homme de souffrir le moins que la nature le permet.

Les applications des principes d'humanité par le droit sont pour ainsi dire de chaque instant et leur champ va toujours en s'élargissant. La protection légale des faibles naturels et sociaux, toute la floraison des lois, dites sociales, y trouve sa source et sa justification. Mais à la base de ce groupe de principes se trouve le droit primordial à l'existence (1).

Ce groupe prend la deuxième place dans la hiérarchie des principes juridiques. Tandis que pour la liberté la fonction du droit consiste à définir des limites, à endiguer, pour l'humanité, au contraire, elle consiste à rechercher les moyens d'en élargir le champ d'action. Un principe d'humanité une fois découvert, reconnu et établi par le droit ne peut être restreint et son bénéfice ne peut être refusé que dans les cas graves, par exemple, lorsqu'aux moments de crise, la suspension collective du droit absolu à l'existence est nécessaire pour le salut de la collectivité, ou encore lorsqu'une violation de l'humanité, commise par un individu, est d'une telle gravité que la collectivité peut considérer, que l'ordre est assez sérieusement menacé pour justifier la suspension individuelle du droit à l'existence au détriment de cet individu.

(1) Déclaration de Virginie, 1^{er} juin 1776, art. 1^{er} ; Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, al. 2. Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen, art. 2.

Dans le premier ordre d'idées on peut citer le cas de perturbations sociales, qui ne peuvent être apaisées que par la force des armes, ou celui d'une guerre contre un envahisseur, qui menace la collectivité dans son existence. Dans le second ordre d'idées le seul cas qui puisse se présenter dans le droit actuel est celui d'un assassin. Dans ce dernier cas la suspension du droit à l'existence ne peut être qu'individuelle. Sa mise en jeu doit être déterminée et réglée d'avance par le droit. Toute suppression de vie humaine, en dehors des cas prévus par le droit et suffisamment établis, est un assassinat.

§ 4. — La Justice

De tous les principes du droit ceux de la justice admettent le moins de limitations ou de restrictions. La morale définit ainsi la justice : « disposition de la volonté qui nous presse d'accorder à chacun son dû », *voluntas jus suum unicuique tribuendi*.

Qu'elle dérive de la crainte de voir l'injustice qui frappe un voisin nous atteindre à notre tour, ou d'une impulsion plus élevée, le besoin de justice est un fait. L'injustice crée plus d'émotion parmi les hommes, qu'une infraction à tout autre principe du droit. Un problème juridique résolu contrairement à un principe de justice révolte non seulement ceux qui en sont victimes, mais aussi ceux qui en sont témoins, tout le monde. La solution ainsi viciée ne peut être que provisoire. Si l'opinion publique se révolte à la vue de la condamnation ou de l'exécu-

tion d'un innocent, ce n'est pas autant parce qu'un principe d'humanité a été violé, que parce qu'il l'a été injustement.

Le droit dans le processus de sa formation continue ne peut perdre de vue ce fait sans cesser d'être le droit et sans nuire aux principes de l'ordre.

Les limitations et les restrictions que les principes de justice admettent, ne peuvent pas être volontaires. S'il en existe c'est par suite de la difficulté à laquelle on se heurte lors de l'application d'un principe de justice à un individu, d'éviter qu'elle n'apporte avec elle des injustices forcées envers d'autres individus. Ainsi la juste condamnation d'un coupable crée souvent un état d'injustice envers les personnes qui en dépendent.

Dans tous les cas où la limitation ou la restriction d'un ou plusieurs principes de justice paraissent inévitables elles ne doivent être déterminées que par les besoins des principes d'ordre.

Les principes positifs ou négatifs de justice sont nombreux. Le principe essentiel de justice positive est formulé dans la définition que nous lui avons donnée : c'est d'attribuer à chacun ce qui lui est dû. Le principe essentiel de justice négative est que chacun ne souffre directement que de ses propres faits ou de ses propres fautes.

§ 5. — L'ordre

L'ordre est l'état normal de la vie des collectivités humaines où tous les organismes fonctionnent réguliè-

rement, et où la vie se développe sans secousses. C'est dans cet état seulement que la coordination de toutes les forces sociales en vue d'un travail commun est possible, que la liberté de chaque membre de la collectivité consent à se limiter pour permettre l'existence de la liberté des autres, que les principes d'humanité peuvent recevoir le maximum de développement et le minimum de limitation, que la recherche de la justice a le plus de chance d'aboutir. L'ordre est le seul état où tous les efforts naturellement divergents sont capables d'établir une résultante menant au progrès. Aussi constitue-t-il le principal souci des sociétés, et le groupe des principes qui découlent de ce souci occupe-t-il le sommet de la hiérarchie des principes juridiques. Les libertés lui sont partiellement sacrifiées ; l'humanité est restreinte en sa faveur, et la recherche de la justice se fait pas à pas pour ne pas ébranler l'ordre par des mouvements trop brusques.

Mais ces sacrifices, ces restrictions et cette prudence ne doivent pas dépasser la mesure de ce qui est strictement nécessaire, sinon ils aboutiraient à des résultats contraires à ceux que l'on veut obtenir — au désordre. Car le meilleur moyen d'avoir de l'ordre est d'exaspérer le moins possible les penchants naturels des individus et de satisfaire au plus grand nombre possible de leurs aspirations.

Les principes d'ordre sont aussi très nombreux. Comme exemples des principes d'ordre limitant les libertés on peut citer tous les principes, qui sous des

dénominations diverses et générales sont mentionnés avec ce but dans les Déclarations françaises des Droits de l'Homme : principes de l'ordre public (1), nécessité publique (2), sûreté publique (3), utilité commune (4), mœurs publiques et santé des citoyens, sécurité publique, etc.

Nous avons vu les exemples des principes d'ordre limitant ceux de l'humanité ; ce sont : les guerres, les peines.

Comme exemple de principes d'ordre restreignant la justice nous mentionnerons : les prescriptions civiles et pénales.

Nous avons vu dans les paragraphes précédents qu'en allant des principes de liberté à ceux de l'ordre à travers l'humanité et la justice, la capacité des principes de se restreindre va en diminuant. Les principes de l'ordre n'admettent pas de restrictions du tout, du moins théoriquement, car en pratique on se heurte toujours à la question de savoir ce qui est utile à l'ordre, et ce qui ne l'est pas. Quoi qu'il en soit, la limitation des effets d'un principe d'ordre ne peut avoir pour cause qu'un autre principe d'ordre. Aucun principe de ce groupe ne s'efface devant aucun des principes des trois autres groupes.

En regard de cette supériorité les principes d'ordre ont aussi un point d'infériorité par rapport de ceux des

(1) Déclaration de 1789, art. 10 ; Code civ., art. 6.

(2) Ibid.

(3) Déclaration girondine 1793, art. 10.

(4) Déclaration 1789, art 1.

autres groupes. Cette infériorité consiste en ceci que ces derniers, relevant des penchants immédiats du caractère de l'homme, ont une existence propre, en dehors de toute sanction juridique (1) et celle-ci n'intervient que pour leur indiquer les régions qui leur sont prohibées, tandis qu'un principe d'ordre, au contraire, n'existe pas tant qu'il n'a pas été énoncé, créé dans un instrument juridique valable. Tandis que pour les principes de liberté, d'humanité et de justice le droit ne fait que délimiter, que ralentir l'élan de leurs rayons d'action, en les enfermant dans une ligne brisée, il fait pour les principes de l'ordre une œuvre créatrice. Il établit le principe et énonce les cas où il serait appliqué. En dehors de ces cas explicitement énumérés, le principe est inapplicable, inexistant (2). Ainsi la prescription, après avoir été établie dans le code civil en ce qui concerne la propriété, n'aurait pas pu être appliquée en droit criminel, si le code pénal avait omis de la mentionner.

*
* *

Maintenant si nous nous posons la question : qu'est-ce qu'un problème juridique ? la réponse est prête : il y a un problème juridique lorsqu'une situation de fait, est en contradiction avec un ou plusieurs des principes de liberté, d'humanité et de justice et met en danger l'ordre public.

(1) Cf. Code civ., art. 4, Cf. Déclaration 1789, art. 5.

(2) La Déclaration des Droits de l'Homme, dit dans son art. 10 :
L'ordre public établi par la loi.

DEUXIÈME PARTIE

Qu'est-ce qu'un problème de Droit International Public ?

§ 1. — Application des Principes Juridiques des quatre groupes par le Droit International Public.

Le but et le fondement du droit international public sont les mêmes que celui du droit en général, c'est-à-dire l'homme (1), son existence et le maximum possible de son bien-être. Le droit international public participe à la réalisation de ce but par la réglementation des relations entre les collectivités humaines. Cette fonction est son but apparent et immédiat.

Ce droit est beaucoup plus jeune que le droit interne, et il n'est encore sorti que très partiellement de la phase primitive de la formation du droit, dans laquelle les individus font eux-mêmes la loi de leurs rapports avec leurs semblables. C'est ce que Kluber a exprimé en disant que « à cause de l'insuffisance du droit des gens naturel il est de *l'intérêt* des nations de s'en pouvoir

(1) V. Westlake : De la naturalisation, R. D. I. et L. C. 1869, p. 103.

tenir à un droit des gens positif (1) ». Depuis Kluber jusqu'à la création de l'ébauche d'une Société des Nations la situation n'avait changé que très peu. La source quasi unique du droit des gens se trouvait dans les contrats particuliers, dans les traités.

Dans ces conditions, l'établissement des principes généraux, l'application permanente au droit des gens de tous les principes du droit, se heurtaient aux intérêts particuliers des Etats, et si ces Etats étaient de force suffisante pour résister, cette application se trouvait compromise.

Dans cette phase les principes de liberté dominent naturellement. La défense par le droit des gens des droits humains est rendue impossible par l'existence d'un certain nombre de principes de liberté, qui ne veulent pas se laisser restreindre. Ce sont les principes de souveraineté, d'indépendance, d'égalité des Etats et de leur corrolaire, le principe de non-intervention. La doctrine tend depuis quelque temps à reconnaître ces principes de liberté comme surannés, du moins lorsqu'on les considère comme ne souffrant aucune restriction, mais les Etats s'obstinent à les invoquer, par amour-propre, par intérêt ou par la crainte des abus.

Le droit des gens contemporain tend à sortir définitivement de cette phase primitive. Les actes contraires au droit commis par un Etat quelconque si fort soit-il, provoquent des mouvements de réprobation dans l'opi-

(1) Kluber. Droit des gens moderne de l'Europe, 1819, p. 33, et Kant, Métaphys. Anfangsgr. der Rechtslehre, Königsberg, 1797, § 53 et s.

nion publique des autres Etats, mouvements avec lesquels l'Etat incriminé se voit obligé de compter ; le sentiment de la solidarité humaine s'approfondit et s'élargit, et la création de la Société des Nations, comme organisme international, chargé de veiller à l'application du droit par les membres de la collectivité internationale, constitue un pas en avant vers la subordination de la conduite des Etats aux principes généraux du droit.

La création de la Société des Nations conduit aussi vers la disparition d'une autre cause d'infériorité du droit des gens : son manque de sanction.

Lorsque les principes juridiques manquent de sanction, on peut difficilement les considérer comme des principes vivants. Aussi la création de la Société des Nations en faisant naître l'espoir d'un établissement prochain d'une sanction des principes juridiques primordiaux dans leurs applications aux relations entre les collectivités humaines, permet-elle dès à présent de rechercher dans quel cas la défense des principes de liberté, d'humanité, de justice et d'ordre doit être entreprise par le droit international, ou en d'autres termes, dans quels cas une situation contraire à ces principes crée-t-elle un problème de droit international public.

§ 2. — Le Droit International Public et les Droits humains. (1)

La question se pose de la façon suivante : un Etat

(1) Nous étudierons dans ce paragraphe la défense par le droit des gens des trois groupes des droits humains ensemble, en abandonnant ainsi la division que nous avons adoptée dans le premier chapi-

opprime violemment une partie plus ou moins grande de sa population. En général, dans des cas pareils la partie opprimée constitue un groupement particulier d'individus, de race, de langue ou de religion différentes de celles de la majorité gouvernante. Ces cas peuvent se présenter dans tous les Etats, même les mieux organisés. Là aussi des crises d'animosité contre la minorité peuvent éclater ; mais ce ne sont que des crises passagères, à la fin desquelles le principe de l'égalité reprendra ses droits. Mais il y a des Etats où l'exercice de l'oppression constitue un état chronique, où la partie de la population qui constitue la majorité numérique et détient le pouvoir, emploie la violence, l'oppression et la persécution comme une arme, parfois même comme une arme légale, pour faire disparaître les dissidents ou, du moins, les soumettre à l'abandon rapide de leurs particularités distinctives. Dans ces cas la question se pose, si ces actes d'oppression peuvent être considérés comme des atteintes au droit international public, et si ce droit peut intervenir pour les faire cesser.

tre. Ceci pour deux raisons : 1° Les auteurs ne font habituellement pas de distinction entre les trois groupes et les étudient ensemble sous un seul terme, humanité, justice ou liberté. Il en est de même des instruments juridiques ; 2° Cette distinction serait inutile, car au point de vue de leur défense par le droit international on ne pourrait donner pour chacun de ces groupes que les mêmes arguments. D'ailleurs, de ce même point de vue, il sont pour ainsi dire, inséparables. L'oppression que subit un peuple tout entier contient toujours la violation simultanée des trois groupes. Les actes d'inhumanité exercés en bloc contiennent toujours des violations de la justice et de la liberté et vice versa.

Il n'y a aucun doute que, s'il existait une autorité supérieure, chargée de défendre le droit des atteintes qui peuvent lui être portées, les théoriciens du droit des gens de tous les temps seraient unanimes pour répondre affirmativement à cette question. Mais une telle autorité n'existe pas. Lorsqu'on dit : « intervention du droit des gens » on sous-entend forcément l'intervention d'un ou plusieurs Etats. Or une telle intervention se heurte aux principes de souveraineté, d'indépendance, d'égalité, qui sont des principes de liberté et à la base desquels se trouve la crainte d'envenimer les relations internationales par l'immixtion d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat, d'humilier l'Etat qui subirait l'intervention, de provoquer sa rancune contre l'Etat intervenant et surtout de créer un état de méfiance envers ce dernier, qui pourrait être soupçonné de couvrir par l'intervention d'humanité ses ambitions d'expansion morale et plus tard territoriale.

C'est pour ces raisons que la doctrine du droit des gens a longtemps hésité à donner à cette question une réponse positive, et que plusieurs auteurs lui ont donné une réponse catégoriquement négative. Dudley-Field, par exemple, (1) veut que l'idée de la souveraineté des Etats n'admette aucune immixtion étrangère. Geffcken (2) et Despagnet (3) sont de la même opinion. Mais ce sont surtout quelques auteurs italiens qui, après la

(1) Code, art. 12 trad. 1881.

(2) Sur Heffter, § 45.

(3) Cours de droit intern. privé, 5^e éd. de Boeck p. 11.

libération de leur pays du joug étranger se sont fait les défenseurs de l'indépendance absolue des Etats en ce qui concerne leur conduite intérieure. « Les actions et les crimes d'un peuple dans les limites de son territoire, dit Mamiani (1), ne lèsent pas les droits d'autrui et ne donnent pas matière à une *intervention* légitime. En vérité, à quel droit positif d'un autre peuple porte-t-on atteinte ? Avez-vous jamais entendu affirmer que le droit exige qu'on n'ait sous les yeux que des bons exemples, que des exemples de vertu et qu'on ne vive que parmi des citoyens, dont la demeure ne soit jamais le théâtre d'aucun excès et qui professent toutes les opinions fondées sur la vérité et la vertu ? »

La défense des droits humains par le droit des gens est ici repoussée par un sophisme. Les crimes d'un peuple dans les limites de son territoire lèsent bien les droits d'autrui, mais cet autrui n'est pas une personne du droit des gens, et puisque il ne peut ni invoquer en sa faveur un droit positif, ni se défendre il faut bien que d'autres le défendent. Il n'y a pas, il est vrai, d'atteinte à un droit positif d'un autre *peuple*, c'est à dire un droit figurant dans un traité avec un peuple-Etat, mais il y a une atteinte au droit d'existence d'un groupe d'hommes, qui pourrait revendiquer le titre de peuple, il y a, en tout cas, atteinte au droit d'existence d'un nombre d'hommes et puisque le droit interne est insuffisant pour les défendre, il faut que le droit des

(1) Cité par Carnazza-Amari : Traité de droit international public, trad. française de Montanari-Revest, Paris 1880-82. t. I. p. 557.

gens le fasse. « A quel droit positif d'un autre peuple porte-t-on atteinte ? » à aucun, si l'on considère le droit comme quelque chose qui existe en soi et pour soi — à tous, si on le considère simplement comme un des moyens de permettre aux hommes de vivre. « Il ne faut pas, dit notre maître, M. Larnaude (1), s'attacher trop aux théories et aux arguments juridiques, car il y a toujours des situations nouvelles, pour lesquelles ils ne sont pas faits ».

Refuser du secours aux opprimés sous prétexte que cette oppression n'est contraire à aucun traité, c'est précisément s'attacher aux théories et aux arguments juridiques d'un autre âge.

Quant à la question de savoir si le droit exige qu'on n'ait sous les yeux que de bons exemples, on peut répondre à Mamiani que si, en fait, le droit n'exige pas qu'on ne voit que de bons exemples, il exige expressément qu'on n'en voit pas de mauvais. Lorsque les excès, dont certaines demeures privées donnent l'exemple, dépassent certaines limites, le droit intervient pour les faire cesser. Kant, dont Mamiani a emprunté son idée (2), se plaçait surtout sur le terrain de la crainte des interventions abusives et scandaleuses qui mettraient en péril l'autonomie de tous les Etats. D'ailleurs, après avoir affirmé dans le 5^e art.

(1) Préface à la traduction française du Dr. Public Allemand de Laband, p. 11.

(2) Kant : Essai philosophique sur la paix perpétuelle, art. V.

préliminaire d'une paix perpétuelle « qu'aucun Etat ne doit s'immiscer de force dans la constitution et le gouvernement d'un autre Etat », Kant estime dans son premier article définitif que la constitution intérieure des Etats ne doit pas être libre, et qu'elle doit, au contraire, s'inspirer et même suivre strictement certains principes préalables.

Un autre auteur italien, Carnazza-Amari (1) s'oppose lui aussi à l'intervention pour quelque cause que ce soit.

Plusieurs auteurs hésitent. Tel, qui dans la partie de son ouvrage consacrée à la souveraineté ou à l'indépendance, les considère comme absolues, admet ailleurs une exception pour la sauvegarde des droits humains. Nous citerons dans ce sens Philimore (2). De même de Martens (3), admet le droit d'intervention pour cause d'humanité seulement vis-à-vis des nations barbares. Comme il n'explique pas le sens qu'il donne à cette dénomination, il faut comprendre, qu'il parle des nations qui n'entrent pas encore dans la sphère d'action du droit des gens, c'est-à-dire des nations non-chrétiennes faibles. Qu'une nation chrétienne commette des actes d'inhumanité tels qu'ils révolteraient même la conscience d'une nation dite barbare, de Martens refuserait aux autres Etats le droit d'intervenir.

La même opinion est formulée, plus près de nous

(1) Op. cit. et Nouvel Exposé du Principe de Non-intervention, R. D. I. et L. C. 1873 pp. 352 et s ; 531 et s.

(2) Commentaries upon international law t. I p. 441.

(3) Traité de droit international § 76.

comme une règle définitive, par Bonfils. La liberté intérieure des Etats est, d'après cet auteur (1) absolue, « sous réserves des dérogations que ce principe reçoit pour les Etats Orientaux ». Et encore : « les chrétiens ont nettement porté atteinte... à l'autonomie intérieure des Etats d'Orient à raison de l'intolérance et du fanatisme des populations de ces Etats ».

Heffter (2) est tantôt adversaire de l'intervention et n'admet que l'intercession purement officieuse, amiable, tantôt il convient que dans certains cas même l'intercession armée doit-être permise « entre les nations qui admettent entre elles l'existence d'un droit commun et qui se proposent l'entretien d'un commerce réciproque, fondé sur le principe d'humanité » (3). « Si, dit-il encore (4), malgré l'intercession amiable, le souverain persévère dans sa conduite et continue à fouler aux pieds les lois de la justice (ce mot est, sans doute, pris dans un sens général englobant l'humanité et la liberté) il faudra rompre les relations avec lui ». « Car toute négation (5) réelle et absolue des droits des hommes et des nations, tout attentat d'un caractère général ou spécial dirigé contre eux... constituent une violation du droit interna-

(1) Bonfils et Fauchille : Manuel de Droit International Public, Paris, 1908 p. 143. Cf. Nys. Le droit international, Bruxelles, t. II. p. 230.

(2) Droit International de l'Europe, trd. J. Bergson, Berlin-Paris 1873 p. 94 et s.

(3) id. p. 96.

(4) id. p. 98.

(5) id. p. 203.

tional, une offense envers tous les Etats, de nature à être reprimée par leurs efforts communs. »

Kluber (1) est partisan de l'indépendance absolue. Cependant, il met comme condition à cette indépendance que les « volontés et actions de l'Etat ne soient pas injustes. »

Cette hésitation s'observe encore plus forte dans l'ouvrage de Pradier-Fodéré, où elle devient presque de la contradiction. Partisan de la souveraineté absolue, repoussant la théorie de l'intervention comme contraire au droit (2) même pour cause d'humanité (3), même dans le « cas où une nation courbée sous le despotisme invoque le secours de l'étranger (4) », il dit néanmoins (5) que « si les nationalités non encore organisées en Etat ne sont pas des personnes internationales *elles ont droit à la protection du droit international lorsqu'elles sont opprimées au mépris des lois de l'humanité* » et plus loin (6) « alors même que les nations ne sont pas encore devenues ou qu'elles ont cessé d'être des peuples politiquement organisés, elles sont placées sous la protection du droit international, lorsque, comme les Juifs, par exemple, en Roumanie et en Russie, elles sont opprimées par le fanatisme politi-

(1) Droit des gens modernes de l'Europe, Paris, 1861 p. 65 et s.

(2) P. Fodéré. Traité de droit international public européen et américain. t. I, p. 551.

(3) T. I p. 282.

(4) p. 592 .

(5) p. 119.

(6) p. 142.

que, économique ou religieux ». Pradier-Fodéré ne dit pas comment en admettant le principe de souveraineté absolue, cette protection pourrait s'exercer en pratique. Mais il faut lui savoir gré d'avoir reconnu le droit des collectivités opprimées à la protection du droit international, et d'avoir ainsi mis à profit l'enseignement du premier maître du droit des gens, de Grotius, qui était, lui aussi, partisan de l'indépendance des Etats, mais sous réserve des droits humains. « S'il y a, dit-il (1), des règles d'équité, dont on ne saurait se dispenser, et des actes d'humanité qu'on exerce louablement envers les particuliers, on est d'autant plus obligé d'observer les premiers, et il est d'autant plus louable de pratiquer les derniers envers un corps de peuple ou quelque'une de ses parties ». Ici, comme, d'ailleurs, aussi dans la dernière citation de Pradier-Fodéré, le principe se trouve dégagé de toute considération subsidiaire des relations entre les Etats et de l'application à la pratique. Mais Grotius ne se contente pas du principe seul ; il ajoute (2) que « s'il y a un motif de faire la guerre à un Etat, c'est entre autres, celui de *châtier un Etat, qui viole les lois de l'humanité* ».

✓ Vattel s'oppose au droit de punir (3), mais il admet

(1) Du Droit de la Guerre et de la Paix, trad. Barbeyrac, Leyde, 1749, liv. III, § I, al. I.

(2) id. trad. P. Fodéré, t. II p. 449, cité par Rougier : l'Intervention d'Humanité R. P. D. I. 1910.

(3) Droit des Gens, éd. P. Fodéré, 1863, t. I, p. 599, cité par Rougier, *ibid.*

le droit d'intervention pour cause d'humanité (1). De même Bacon, Puffendorf (2).

Des auteurs modernes, Bluntschli consacre aux droits humains plusieurs passages de l'introduction et maints articles de son « Droit international codifié » (3).

Le domaine du droit international, dit-il, (4) s'étend aussi loin que les droits de l'humanité. « Les hommes pris isolément ne sont pas des personnes internationales dans le vrai sens du mot. *Mais ils ont droit à être protégés par le droit international*, lorsque les droits garantis à chaque homme par le droit des gens sont violés en leurs personnes (5). Bluntschli ne s'en tient pas à la proclamation d'un principe. Il admet le seul moyen qui peut garantir son application. « On pourrait, continue-t-il (6), intervenir au nom du droit international, si l'on viole les droits de l'humanité au détriment d'une nationalité ».

Wheaton (7) fonde l'intervention des puissances de l'Europe en faveur des Grecs « sur le principe qu'une pareille intervention est justifiée dans le cas où...

(1) id. t. II p. 23 et s.

(2) V. P. Fiore, Nouveau Droit International Public trad. Pradier Fodéré, Paris, 1869, p. 225.

(3) Trad. française, Paris 1891.

(4) Art. 8.

(5) Art. 23.

(6) Art 25 ou 28.

(7) Eléments du droit international, 4^e éd., Leipzig, 1864, t. I, p. 88.

les droits de l'humanité sont violés par un gouvernement cruel et barbare. »

Wolsey admet le même principe lorsqu'une situation extraordinaire est amenée par le crime d'un gouvernement contre ses sujets (1).

Arntz (2) combat vigoureusement le principe de non-intervention et affirme (3) que « lorsqu'un gouvernement tout en agissant dans les limites de ses droits de souveraineté, viole les droits de l'humanité par des excès d'injustice et de cruauté, qui blessent profondément nos mœurs et notre civilisation, le droit d'intervention est légitime ».

Cette opinion est acceptée par M. Rolin Jaequemyns (4) et précisée par M. Pillet (5) : « S'il arrive qu'une nation viole en la personne de certaines classes de sujets les droits de l'humanité, il est du droit et du devoir des autres nations d'intervenir, *fût-ce par la force*, et de la rappeler au respect du droit de l'humanité. »

Notre maître, M. A. Geouffre de Lapradelle, enseigne (6) que « les principes généraux du droit *commandent* l'intervention dans le cas où la raison de l'humanité l'exige. »

(1) Introduction to the study of International Law, 1875, § 42.

(2) Op. cit.

(3) Id., p. 675 ;

(4) Eod. loc.

(5) Recherches sur les Droits Fondamentaux des Etats, Paris, 1899, p. 24.

(6) Dans son cours à la faculté de Paris.

La doctrine ancienne et surtout celle de nos temps s'expriment donc, à la grande majorité, en faveur de la défense par le droit international public des droits humains violés en la personne d'un groupement d'hommes, ne constituant pas de personne internationale et trop faible pour se défendre lui-même. Il n'en pouvait pas être autrement, car, en fait, par suite de la profondeur du sentiment d'humanité implanté dans la conscience du monde actuel, celui-ci « ne reste plus muet en cas de lésion grave, il manifeste ses opinions, donne des conseils, avertit, blâme ; enfin, si le manque de solidarité devient un oubli trop grossier du devoir qu'impose le nom d'homme, on verra les Etats, qui y sont particulièrement appelés, recourir aux armes *pour faire respecter l'humanité en général* (1) ». Les Etats y seront parfois amenés *volens nolens* par l'explosion de l'opinion publique.

Repousser ce principe, ne pas intervenir serait un crime, « ce qui est vrai des individus est vrai des aggregations humaines : le voisin qui assisterait impassible bien qu'il put l'empêcher, au meurtre et au vol dont son voisin serait victime (ou auteur) devrait être réputé complice du meurtrier ou du voleur (2).

Quant aux principes de souveraineté, d'indépendance et d'égalité, ils doivent, sinon être mis à l'écart, du moins être assouplis pour pouvoir se modifier et se

(1) Bluntschli, op. cit.

(2) Bartauld : op. cit. p. 154.

développer en même temps et dans le même sens que la conscience juridique.

« La souveraineté, dit Bluntschli (1), ne signifie ni l'indépendance absolue, ni la liberté absolue, car les Etats ne sont pas des êtres absolus ». Admettre la liberté des Etats sans aucune limite ce serait placer l'Etat au-dessus du droit ; or, il n'en est pas et il ne peut en être ainsi. L'Etat n'est pas un but, il n'est qu'un moyen, il est le moyen de permettre l'existence du droit. La liberté des Etats est un grand facteur de leur existence et de leur développement, mais à la condition de ne pas dépasser certaines limites. « Le droit international moderne protège la liberté des nations, il ne veut pas les opprimer, mais en même temps il leur crée des devoirs, car il les réunit comme membres de l'humanité et exige d'eux par suite le respect des droits humanitaires. Si l'on voulait considérer la souveraineté des Etats comme illimitée, chacun d'eux croirait pouvoir faire... ce qui lui plait et le principe même du droit international serait nié par là (2). »

En effet, la souveraineté des Etats, leur indépendance, et leur égalité sont des principes de liberté. Or, nous avons vu que les principes de ce groupe ne peuvent exister que sous réserve de toutes les limitations nécessaires à la sauvegarde des principes d'humanité et de justice et au maintien de l'ordre.

(1) Op. cit., art. 65 ;

(2) Bluntschli, op. cit., introduction, p. 19.

Il faut bien laisser aux collectivités le maximum possible de liberté pour leur existence et leur développement individuels, mais à la condition que cette liberté ne les amène pas à chercher leurs moyens d'existence dans la destruction des autres. La liberté d'une collectivité humaine aussi bien que celle des individus doit d'abord être limitée pour celle des autres collectivités. Elle doit ensuite être limitée par la condition de la soumission au droit. Un Etat qui commet un crime, ne doit pas pouvoir invoquer le droit en sa faveur. La jouissance de la souveraineté, de l'indépendance et de l'égalité doit être réservée aux Etats qui ne commettent pas des actes les mettant en conflit violent avec le droit ; les autres doivent en être exclus, comme est exclu de la jouissance de la liberté tout individu qui commet un crime.

Doit-on voir dans cette règle une restriction à la liberté ? Il nous semble que non, comme on ne peut pas voir une restriction à la liberté appelée inviolabilité du domicile dans la prohibition de tuer quelqu'un chez soi.

§ 3. — La Liberté internationale proprement dite

Le groupe des principes que nous faisons entrer sous la dénomination de « Liberté internationale proprement dite », comprend tous les principes dont dépendent l'existence et le libre développement des collectivités humaines.

Nous employons à dessein ce terme large. Le droit international public avait à ses débuts la tendance de ne s'occuper que des collectivités politiques indépendantes, des Etats. Le mot nation se confondait avec celui d'Etat. « Les Nations ou Etats » dit Vattel (1).

En apparence le droit international ne peut réellement s'occuper que de corps organisés. Il était donc parfaitement raisonnable qu'aux époques où le sentiment national était encore peu développé et surtout peu différencié, le droit des gens ne s'occupât que des Etats, et n'accordât qu'à ceux-ci le droit à l'existence et tous les droits secondaires, qui servent d'accessoires à celui-ci : souveraineté, égalité, etc. . .

Mais depuis le XVIII^me siècle les idées ont changé. Après la libération de l'homme, l'idée est née et s'est rapidement développée, de la libération du groupe humain. Le sentiment national s'est détaché des limites territoriales, créées par les hasards de l'histoire, et s'est concentré autour des affinités naturelles de race, de langue et de tradition. Les deux notions : Etat et Nation se sont séparées. Le terme Etat a conservé le sens de corps politique constitué dans les limites d'un territoire déterminé et possédant tous les organismes nécessaires à son existence et à sa défense ; celui de nation a acquis le sens de groupement d'hommes, subissant la force attractive d'origines, de langue et de tradition communes et ayant la volonté de se soumettre à cette attraction.

(1) Droit des Gens, 1775, p. 16.

L'homme ayant acquis le maximum possible de liberté dans les limites de l'intérêt général, il revendiqua aussitôt la liberté d'adhérer au groupement national, vers lequel il se sentait attiré, et ce groupement lui-même revendiqua le droit de continuer à développer en commun tout ce qui constituait son patrimoine collectif, matériel et moral. Ainsi est né le *Principe des Nationalités*. La nation revendique le droit à l'existence, qui auparavant n'était reconnu qu'à l'Etat.

Pour exister, la nation demande son indépendance, c'est-à-dire sa constitution en Etat.

Ce que nous avons dit pour la liberté tout court s'applique à la liberté internationale proprement dite. Sa nécessité ne découle pas d'une morale transcendante, mais simplement de la réalité de la vie des nations.

D'un côté on peut concevoir des nations qui ne constituent pas des Etats indépendants, et qui ne sont pas malheureuses. Mais dans la plupart des cas de telles nations sont diminuées, dégradées. Le groupe comme l'individu a son amour-propre. Le fait même de ne pas être absolument indépendant suffit pour lui donner le sentiment de l'oppression, qui peut ne pas exister. Mais en règle générale l'oppression existe plus ou moins accentuée, plus ou moins ouverte. La majorité gouvernante, croyant que l'intérêt national exige l'homogénéité de tous les habitants, regarde avec défaveur cette minorité dissidente qui empêche l'unification par son refus de s'assimiler. La majorité tend toujours à vouloir amener cette assimilation non pas lentement.

progressivement et pacifiquement, mais immédiatement. Pour atteindre ce but, elle ne s'arrête pas toujours devant les moyens violents, qui aboutissent rarement à autre chose qu'à l'exaspération du sentiment national des opprimés, à l'augmentation de sa résistance et partant à l'éternisation des rancunes et des rapports envenimés, dans lesquels les droits humains sont fatalement sacrifiés.

D'autre part on peut affirmer, et les exemples de plusieurs nations balkaniques, affranchies au courant du siècle passé, sont là pour le prouver, que les individus composant la nation et parfois la nation elle-même en tant que corps, ne trouvent pas toujours dans l'indépendance le bonheur espéré. Si la nation affranchie est peu avancée, il est possible, et il arrive, que les individus qui la composent restent après la proclamation de l'indépendance dans le même état de misère physique et morale, et dans la même subordination qu'auparavant. Les méthodes de la classe gouvernante de sa propre nation sont parfois plus lourdes, que le joug étranger. Il n'y a parfois qu'un changement très superficiel. Mais on supporte mieux l'oppression qui vient de ses nationaux, que le bonheur distribué par l'étranger. C'est un curieux effet du sentiment national.

La meilleure condition pour l'existence de la nation c'est donc son indépendance, sa constitution en Etat.

On peut se demander, et on se le demande effectivement, si le droit des nations à l'existence, est un droit absolu, ou en d'autres termes, si l'existence des nations,

la division en nations est une nécessité absolue. Les esprits avancés le nient.

L'idéal serait certainement, que les divisions nationales une fois disparues, l'humanité constitue un seul groupe, un seul Etat. Une des raisons des luttes sanglantes aurait disparue de ce fait. L'humanité y arriverait peut-être un jour. Mais en l'état actuel de la conscience humaine, la division en nations est simplement un fait. Pour arriver à son unité l'humanité aura encore plusieurs stades à traverser, et il faut reconnaître que malgré les vices du nationalisme, malgré les guerres dont il est la cause, sinon unique, du moins la plus importante, il est, par l'idée de solidarité élargie, qu'il contient, un grand pas en avant, après l'égoïsme particulariste de la famille, de la tribu et des Etats minuscules du Moyen-Age. Pour arriver à l'unité humaine la suppression de la liberté d'existence pour un certain nombre de nations serait une mauvaise voie. Cette unité ne peut sortir que d'un état très prolongé de paix entre les diverses nations, paix qui, en relâchant les résistances nationales, peut seule mener vers l'agglomération des diverses races. Il faut que les résistances nationales ne soient pas sur divers points de la terre exaspérées, aiguillonnées par l'oppression. Le droit des nations à l'existence indépendante découle donc aussi de l'idéal supérieur de l'unification de l'humanité.

Le droit de la nation à l'existence ainsi établi, la question se pose, comment définir la nation, comment déterminer le groupe d'hommes, auquel appartient le

droit d'être reconnu comme nation et pouvant invoquer en sa faveur le droit à l'existence.

Les sciences ethniques se servent dans ce but de divers indices. Ce sont : la communauté de langue, de race, de tradition, parfois de religion.

Le droit des gens ne peut pas se servir de ces indices. D'abord parce que les sciences ethniques sont encore trop jeunes pour inspirer une confiance illimitée. Ensuite parce que le droit des gens a pour tâche de classer les individus en nations, non pas dans des ouvrages théoriques, mais dans la vie pratique. Diviser les hommes en nations d'après les indices mentionnés ci-dessus aboutirait vite à l'arbitraire avec toutes ses conséquences. Le seul critérium que le droit international puisse adopter c'est la volonté des hommes eux-mêmes. On appelle cette volonté : conscience nationale. Cette conscience nationale se concrétise dans la volonté, nettement exprimée par les individus composant la collectivité de constituer une nation. Lorsque la question de la détermination du groupe national, auquel une collectivité d'individus doit appartenir, se pose devant le droit international, celui-ci doit s'adresser à ces individus pour qu'ils manifestent leur volonté, après quoi il n'a plus qu'à sanctionner et garantir l'exécution de cette volonté. C'est la théorie de *l'auto-détermination* avec sa conséquence : le plébiscite.

Les nations ont toutes, sans exception, un droit égal à l'existence. Ce droit implique celui de se constituer en Etat indépendant, même, le cas échéant, en se sépa-

rant des Etats dont elles faisaient partie, de se rattacher à d'autres Etats et enfin de régler leurs affaires intérieures comme bon leur semble, sous les réserves suivantes :

1° Respecter les droits des autres nations, constituées ou non en Etats.

2° Se soumettre aux principes généraux du droit. Une nation dont la conduite porte atteinte aux droits humains ou met directement en danger l'ordre public international, doit voir sa liberté limitée jusqu'à la cessation des abus.

3° Il y a des cas où l'exercice du droit à l'indépendance par une nation est pratiquement impossible. Tantôt c'est l'enchevêtrement des populations qui crée une impossibilité matérielle de les séparer : tantôt c'est la sécurité bien ou mal comprise d'un Etat et partant le maintien de la paix internationale, qui demandent qu'on éloigne les frontières de ses organes les plus vitaux en mettant entre eux et l'Etat voisin un territoire, qui peut être habité par une population dissidente, dont le droit à l'auto-détermination est ainsi sacrifié.

Dans les deux cas le droit à l'indépendance, à la souveraineté, à l'égalité n'existe pas. La nation atteinte par cette exception devient une minorité nationale. Mais son droit à l'existence ne peut pas être supprimé. Il subsiste. Les minorités nationales, ont le droit de continuer à cultiver leurs patrimoines moraux, intellectuels et matériels, c'est-à-dire, leurs langues, leurs littératures, leurs mœurs, leurs cultes, leurs œuvres sociales de bienfaisance, d'assurance et de secours mutuels,

et toutes les formes de l'activité collective, qui leur permettent de conserver leur vie nationale particulière. Les Etats qui contiennent ces minorités nationales doivent se constituer de façon à ne pas entraver l'exercice de ce droit limité à l'existence.

Pour l'Etat, ou plutôt pour la nation gouvernante ces droits des minorités constituent une diminution de sa propre liberté. Il faut qu'il organise sa constitution, qu'il règle toute sa vie de façon à ne pas entraver celle des minorités ; il faut que sa langue, ses mœurs ne règnent pas en maîtres absolues sur son territoire. On peut craindre qu'il n'accepte pas de bonne grâce toutes ces restrictions ; c'est pourquoi, la question des minorités nationales, qui à première vue est une question purement interne, et que son créateur même, M. Karl Renner (1) ne considérait que comme un problème de droit public interne, applicable à l'ancienne Autriche-Hongrie, est devenu un problème de droit international. Puisqu'il ne faut pas espérer que les Etats à population mixte consentent, de leur propre gré, à garantir l'existence nationale des minorités, il faut que le droit international le fasse au nom de la liberté, Avec les traités de paix des dernières années le droit international est résolument entré dans cette voie, en faisant signer aux Etats de l'Europe centrale et orientale des traités garantissant certains droits des minorités.

(1) V. Rudolf Springer (Karl Renner), *Der Kampf der oesterreichischen Nationen um den Staat*, Wien cf. id. *Grundlagen und Entwicklungsziele der Oesterreichisch-Ungarischen Monarchie*, Wien, 1906, et Otto Bauer : *Die Nationale Frage und die Sozialdemokratie*.

Quant aux Etats soumis à la servitude des minorités, ils n'ont qu'à l'accepter comme un résultat inévitable de l'Histoire.

L'existence d'une servitude de ce genre diminue la souveraineté de l'Etat d'aussi peu, que l'existence d'une servitude quelconque de droit civil diminue le droit de propriété. L'Etat n'est pas une entité suprême et intangible. Le droit ne peut avoir qu'un seul poids et une seule mesure.

4° La dernière cause de limitation du droit d'une nation à l'indépendance peut se trouver dans sa minorité, pour ainsi dire, physique. Soit une nation, qui depuis longtemps n'a pas été libre et qui pour cette raison peut faire craindre un manque de sagesse de sa part, ou bien une nation à laquelle pour diverses autres raisons touchant à l'ordre on ne peut conférer immédiatement l'indépendance.

A ces nations, le droit international ne refuse pas l'indépendance, mais il leur impose provisoirement un tuteur pour les guider de son expérience jusqu'au moment où elles pourront jouir de l'indépendance sans danger pour l'ordre public international.

C'est le régime des mandats et notamment des mandats A.

§ 4. — La Justice Internationale proprement dite

La justice internationale demande que toutes les nations, sans exception, aient leur dû. Elle veut que les

groupements d'hommes qui prouvent leur volonté de vivre ensemble et dont la force de cohésion est indéniable, soient formés en nations indépendantes. Elle veut qu'une partie d'une nation ne soit séparée du reste que lorsque des raisons dérivant directement de la nécessité de concilier les diverses libertés et les justices opposées l'exigent impérieusement. Elle veut que le groupement national auquel on ne peut pas accorder l'indépendance ne soit pas amené par la violence à abdiquer sa nationalité.

La justice internationale demande que le bénéfice des postulats du droit des gens s'étende sur toutes les nations, et non seulement sur les nations chrétiennes, qui trouvent dans leur chrétienté une sorte de présomption de civilisation, et auxquelles on ajoute de temps en temps un Etat non chrétien possédant la force de se faire respecter.

Elle exige que les nations, mêmes chrétiennes ou très fortes, soient soumises à la règle générale du droit, d'après laquelle ne peut bénéficier de la liberté que celui qui se soumet au droit, et ne doit se le voir supprimer, que celui qui ne s'y soumet pas.

§ 5. — L'ordre public international

Jusqu'ici nous avons étudié des principes purs. Nous allons aborder leur étude en fonction de l'ordre international, c'est-à-dire de la paix entre les peuples.

La recherche de la paix entre les peuples est fort

ancienne, aussi ancienne que la guerre. On la cherchait dans l'équilibre des forces (1). Rome cherchait la paix dans son hégémonie. Depuis le traité de Westphalie on crut la trouver dans un équilibre factice des puissances européennes, puis dans la supériorité collective de quelques Etats seulement. Ce furent la Sainte-Alliance, la Pentarchie, le Concert Européen. Mais l'établissement et la sauvegarde de l'équilibre créaient des causes de querelles. La recherche de la paix aboutissait à la guerre.

Puis ce furent les Conférences de la Haye. Mais l'idée de la paix n'est entrée, du moins théoriquement, dans la bonne voie de réalisation que durant la guerre de 1914-18, lorsque s'est popularisée la certitude que pour avoir la paix il faut que les relations entre les nations soient réglées par le droit, c'est-à-dire, par la conciliation continuelle et progressive des principes de liberté, d'humanité, de justice et d'ordre.

Le côté de cette question qui nous intéresse est celui-ci : l'application ou la non-application du droit à l'intérieur d'un Etat met-elle ou non en jeu la paix internationale ? La réponse affirmative nous semble s'imposer. « C'est un lieu commun de la science politique, dit M. Joseph Barthélémy (2), que les institutions

(1) Histoire du progrès du Droit des Gens, t. I, p. 110 ; v. aussi Fénelon : Examen de la conscience sur les devoirs de la royauté, édit. 1835, vol. III, p. 361.

(2) Préface à l'ouvrage de R. Brunet : La Constitution allemande, p. 8.

internes d'un pays ne sont pas dénuées d'influence sur les relations internationales. »

« Ne sont pas dénuées d'influence », nous semble même une expression trop faible.

I. *La Révolution.* — Lorsque le despote d'un Etat a atteint le point suprême où le peuple ne peut plus supporter l'oppression et se révolte, le désordre ainsi créé est d'autant plus difficile à contenir dans les limites de la sagesse et dans les frontières de l'Etat atteint, que la force de l'oppression était plus grande.

La révolution est l'explosion de forces abusivement comprimées. Une fois éclatée elle s'étend en profondeur, c'est-à-dire, elle a la tendance d'aller jusqu'au bout des idées les plus extrêmes de son époque. Elle s'étend aussi en surface : tel le courant électrique, qui se déverse du câble surchargé sur les isolateurs humides de rosée, la révolution se répand au-delà des frontières de l'Etat où se trouve son foyer, sur les territoires voisins où elle cherche et trouve parfois un terrain propice dans les milieux des mécontents. La révolution est un phénomène indésirable au point de vue international, même si l'on peut espérer pouvoir toujours l'endiguer. La ruine économique, qu'elle amène dans un Etat, se répercute sur les autres Etats et peut déterminer un malaise général, une crise mondiale.

Dans les deux cas ce n'est pas seulement la solidarité humaines invoquée par Arntz qui est en jeu, mais la solidarité matérielle des nations. Vattel a déjà vu

cette solidarité. « L'élection d'un roi de Pologne, dit-il, met toujours l'Europe à sang et à feu, fait verser des flots de sang, et expose les autres Etats aux crises les plus dangereuses et aux révolutions les plus funestes (1). » Tous les Etats sont les rouages de la même machine ; lorsque l'un d'eux traverse une crise, les autres s'en ressentent.

II. *Le Désarmement*. — La contagion du désordre n'est pas le seul point où se manifeste l'influence de la situation intérieure des Etats sur l'ordre public international. Une des causes des guerres se trouve dans l'existence des armées. Le désarmement est donc un des moyens nécessaires à la réalisation de l'idéal de paix. Non pas, bien entendu, le désarmement d'un seul peuple, considéré comme particulièrement dangereux (2) mais « la réduction des armements nationaux, (de tous les armements, s'entend) au minimum compatible avec la sécurité nationale ». (3)

Cette réserve de la sécurité nationale est déjà une brèche ouverte dans le principe du désarmement lorsqu'il s'agit de la sécurité extérieure. Elle l'est encore davantage lorsque la paix intérieure est en jeu.

(1) Droit des Gens, 1791, p. 18, note. Cf. Voltaire : Essai sur l'histoire générale, c. 98, 157, 166.

(2) Celle-ci est une idée fort ancienne. Voir une de ses premières applications dans la Bible, Samuel I, chap. 13, versets 19 et s. L'enlèvement du pays d'Israël de tous les forgerons, pour « empêcher les Hébreux de fabriquer des épées et des lances » n'a pas amené la paix perpétuelle.

(3) Pacte de la Soc. des Nations, art. 8.

Un Etat ne peut réellement consentir à désarmer que lorsqu'il jouit du maximum de stabilité intérieure. Un Etat ayant dans son sein une population totalement ou partiellement mécontente, brimée, opprimée ne peut pas désarmer. Il pourrait consentir à réduire son armée proprement dite, mais sera obligé d'augmenter ses forces de police, ce qui ne peut manquer de mettre ses voisins sur le qui vive. Feu l'empire d'Autriche-Hongrie n'aurait pu réduire ses forces armées d'un seul homme ; la Russie non plus.

Or tant qu'il se trouvera un seul pays qui ne pourra pas désarmer les autres auront beau vouloir le faire — ils ne le pourront pas non plus.

La première condition d'une paix internationale est donc que les Etats formant la collectivité des nations soient organisés de façon à éviter autant que cela est humainement possible de graves perturbations intérieures, c'est-à-dire qu'ils soient régis par le droit.

Il faut que le droit règle non seulement les rapports individuels, mais qu'il ait aussi pour souci constant de donner le maximum possible de satisfaction aux aspirations collectives des groupements dissidents, existant dans l'Etat. « La vraie paix de l'Europe ne sera assurée que lorsqu'il aura été permis aux mouvements nationaux de se grouper d'après leurs tendances naturelles ». (1) Une véritable Société des Nations ne peut jaillir d'une guerre ; elle ne peut que se développer len-

(1) Tchitcherine : *Politica* (en russe), St-Pétersbourg 1898, t. III, p. 69.

tement, dans un état de paix prolongé, qui sera impossible tant qu'il y aura des groupements subissant l'oppression physique ou morale.

III. — *La Confiance.* — La confiance dans le droit international est aussi un facteur appréciable de la pacification des relations entre les peuples. Il est inutile de dire que pour gagner la confiance, le droit international doit être un droit, c'est-à-dire, constituer la synthèse complète des quatre groupes des principes juridiques. Sans quoi ces règles ne peuvent avoir aucune autorité et cesseront d'être appliquées aussitôt que la possibilité s'en présentera. Que se passerait-il si l'opinion publique des Etats, qui subissent actuellement des interventions répétées, commençait à s'apercevoir des distinctions que l'on fait entre chrétiens et non chrétiens ? Ceci n'est pas une supposition. Le cas s'est présenté, notamment en Turquie, en 1876-78, lors du mouvement des Softas contre la Constitution (1). Si, disaient les chefs du mouvement, l'Europe permet à un Etat chrétien de sa propre création (2) de refuser les droits humains aux non-chrétiens, pourquoi veut-elle obliger un Etat musulman de les respecter à l'égard des non-musulmans ?

Cette question peut être posée sur d'autres points de la terre ? Alors que restera-t-il du droit des gens (3).

(1) Schultess : Gesichtskalender, 1876, p. 517.

(2) C'est une allusion aux principautés Moldo-Valaques.

(3) Cf. Montesquieu : De l'Esprit des Lois, liv XXV, chap. XIII.

§ 6 — Etude pratique de la sanction des principes juridiques
par le Droit International Public

Comment peut-on amener tous les Etats à conformer leur conduite aux principes du droit ?

Qu'il s'agisse des droits humains ou des droits nationaux ; qu'il s'agisse d'actes qui éveillent la compassion et font entrer en jeu le sentiment de solidarité humaine, ou d'actes de violence dépassant tellement la mesure qu'ils mettent en danger la paix internationale, et font entrer en jeu la réelle solidarité internationale il faut que les Etats ne restent pas en spectateurs inactifs, il faut qu'ils puissent agir pour mettre un terme à ces actes.

Mais dans les deux ordres des cas il ne suffit pas d'intervenir après coup. Une intervention après le commencement de massacres, peut parfois aboutir à les faire cesser, mais le mal aura été fait en partie. Quant à l'intervention pour arrêter une révolution déjà commencée, elle a peu de chances de réussir. En fait, en dehors des deux révolutions hongroises de 1848 et 1918, qui ont été étouffées par l'intervention étrangère, nulle autre intervention dans ce but n'a abouti qu'à exaspérer les passions déchaînées.

Ce qu'il faut, c'est une intervention de tous les jours de tous les instants, dont ne seraient exempts que les Etats, dont aucun acte ne pourrait justifier une accusation de ne pas respecter le droit. Il faut que tous les pays dont le passé est entâché, qui ont, pour ainsi dire

un casier judiciaire, ou qui n'ont pas de passé du tout, qui sont encore trop jeunes, ne puissent agir ou se constituer que sous la surveillance sérieuse et continuelle des agents du droit international.

Nous avons vu précédemment ce que la théorie de la souveraineté absolue avait d'exorbitant, et les hésitations de la doctrine quant à son application. Nous avons vu aussi que le droit d'intervention n'abolit pas la souveraineté.

Ajoutons qu'on ne peut pas non plus dresser en objection au droit d'intervention le prestige de l'autorité de l'Etat, auquel les immixtions étrangères porteraient atteinte. — « C'est un argument bizarre, dit M. Larnaude (1), que celui du prestige qui doit entourer l'autorité. L'autorité a toujours du prestige, lorsqu'elle fait son devoir, et elle n'en a pas lorsqu'elle ne le fait pas ».

Le droit d'intervention une fois adoptée en principe — et il ne l'est encore que très timidement dans le Pacte de la Société des Nations (2) — comment fonctionnera-t-il ?

Il y a une objection grave : les interventions peuvent devenir une source d'abus. Pour écarter cette objection, Arntz (3) a suggéré l'idée de l'intervention collective. « Un Etat isolé ne peut pas s'arroger le droit d'interven-

(1) Dans son cours.

(2) Art. 10 et s. Théoriquement le fait même de la signature d'un pacte pareil constitue une acceptation du droit d'intervention.

(3) Op. cit.

nir. Ce droit ne peut être exercé qu'au nom de l'humanité *représentée* par tous les autres Etats ou, tout au moins par le plus grand nombre d'entre les Etats civilisés, qui doivent se réunir en Congrès ou en tribunal pour prendre *une décision collective* ». De cette manière on peut concilier le droit d'intervention avec la garantie de l'indépendance des Etats.

Cette défense collective du droit aurait pour effet non seulement d'éviter qu'un Etat, sous le prétexte d'une intervention humanitaire ou pacifiste, ne cherche à englober un autre Etat dans la sphère de son influence, mais aussi elle empêcherait la naissance de soupçons dangereux de la part de tous les autres Etats envers l'intervenant et les rancunes de l'Etat subissant l'intervention.

Lorsque la Société des Nations aura été munie d'une force de coercition, l'application de la méthode préconisée par Arntz serait très aisée. D'ailleurs, le principe de l'intervention définitivement établi et son mécanisme créé, il n'aura à jouer que très rarement. « La plus grande efficacité de l'intervention de la Société des Nations résidera plus dans la crainte de son application, que dans son application même (1) ».

Le blâme contenu dans une décision d'intervention collective suffirait pour arrêter maintes mauvaises actions des Etats.

(1) Sweetser : *The League of Nations at work* p. 110.

APPENDICE :

Les interventions dans le droit des gens positifs

Le droit des gens positif n'est pas sans précédents d'intervention. Nous ne parlons pas, bien entendu, des interventions arbitraires et sans juste cause. Celles-ci ne se comptent pas dans l'histoire des rapports entre les nations.

Mais le droit des gens connaît aussi des précédents d'interventions justes ou ayant le droit pour motif apparent.

A. — Précédents anciens

I. Interventions pour cause d'humanité. — Les accords abolissant la traite des noirs et combattant la traite des blanches sont des exemples d'actes internationaux pour la défense des droits humains. Il en est de même des Conférences de la Haye.

Mais l'histoire des applications de l'intervention d'humanité, proprement dite, est liée dans une certaine mesure à la question d'Orient (1).

Dans le préambule du traité de Londres du 6. 7. 1827 énumérant les causes qui déterminèrent les trois Puissances à intervenir figure, à la fin, le désir « d'arrêter

(1) Rougier : L'intervention d'humanité ; R. G. D. I. P. 1910 p. 283 et s.

l'effusion de sang et de prévenir les maux de tous genres que peut entraîner la prolongation d'un tel état de choses ».

Les événements de Syrie (1860) amenèrent l'expédition de l'escadre Française ; ceux de Bosnie-Herzégovine aboutirent à la guerre russe-turque, consentie par le Concert Européen et ayant pour but immédiat de « mettre un terme à la déplorable situation des chrétiens sous la domination des Turcs » (1).

Nous citerons encore les remontrances adressées au roi des Deux Siciles « à raison des nombreuses arrestations politiques, opérées dans son royaume, de la cruauté du traitement infligé aux détenus et de l'insuffisance des formes juridictionnelles accompagnant la condamnation ».

Cette intervention qui s'accompagna d'une rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement des Deux Siciles et d'une mobilisation des flottes française et anglaise, fut présentée par la diplomatie comme une exception au principe de non-intervention, alors en très grande faveur, au nom d'un idéal supérieur de justice (2).

En 1909 l'intervention d'humanité a reçu une autre consécration diplomatique, par la démarche du corps diplomatique de Tanger auprès du sultan du Maroc, à l'effet de faire abolir dans son empire les tortures et de l'engager à observer les lois de l'humanité (3).

— (1) Note du Prince Gortchakoff à l'ambassadeur de Russie à Londres 18-30 mai 1877, Rougier id. 475.

(2) Rougier id. ibid. et note V. aussi P. Fodéré op. cit. t. 1, p. 296.

(3) Rougier : R. G. D. I. P. 1910 p. 98.

II. *Protection de la liberté des peuples.* — La protection de la liberté des peuples par le droit international se manifesta au cours du dix-neuvième siècle par l'affranchissement avec l'aide internationale de plusieurs nationalités soumises à l'Empire ottoman. Les principautés Moldo-Valaques, puis la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, l'Albanie n'ont été constituées en Etats indépendants que grâce à l'intervention des Puissances.

III. *Manifestations de la Justice Internationale.* — Comme précédent de la libération d'un peuple, pouvant être considéré comme acte de justice internationale, nous citerons la constitution de la Grèce en Etat indépendant. Il y avait dans la sollicitude des Puissances envers ce peuple non seulement le désir de voir respecter la liberté, l'humanité et l'ordre, mais aussi une forte tendance à rendre son dû au peuple, dont les ancêtres ont si puissamment contribué à la civilisation de l'Europe. Le mouvement de l'opinion en faveur de la Grèce à l'époque de son affranchissement le prouve suffisamment. Le fait que les trois puissances, intervenantes de 1827 ont pris ce jeune Etat sous leur tutelle et l'y ont gardé près d'un siècle, en constitue une preuve irréfutable.

IV. *Interventions pour cause d'ordre.* — Quant à l'intervention pour garantir l'ordre international, elle existe en fait depuis le traité de Westphalie pour l'équi-

libre (1). Elle existait même dans l'antiquité classique, chez les Grecs (2), et chez les Hébreux dont nous citerons deux cas d'intervention, complexes quant à leurs causes et d'un désintéressement exemplaire (3).

B. — La Conférence de Paris 1919-20

Depuis la guerre de 1914-1918 les interventions pour toutes les causes ne se comptent plus. Le droit international a été sérieusement entamé durant la guerre ; en revanche il a fait depuis la fin de celle-ci de grands progrès dans le sens de la solidarité internationale. Des protestations violentes ont accueilli toutes les violations des droits humains par une partie des belligérants, toutes les atrocités commises contre les populations chrétiennes dans les pays orientaux.

A la conclusion de la paix un grand nombre de nations ont été libérées par la volonté des Puissances. Le plébiscite fut instauré, les droits de minorités reconnus. Pour sauvegarder à l'avenir certaines règles de la guerre, qui constituent des principes essentiels du groupe des droits humains, le droit des gens est allé jusqu'à renverser un fort ancien principes d'ordre — l'amnistie pour fait de guerre. Enfin, pour sauvegarder l'or-

(1) Wheaton : Histoire du progrès du droit des gens, 4^e édit., t. I., p. 110, cf. de Martens, op. cit. II, p. 328 et s.

(2) Wheaton, id., p. 13 ; Hume : Essays VII, On the balance of power.

(3) Genèse 14 ; Judges 19 et 20.

dre les interventions en Russie et en Hongrie on fait table rase de l'ancien principe de non-intervention.

L'action du droit international se trouve libérée des entraves de règles surannées, son champ s'élargit et embrasse la défense de tous les principes du droit.

A l'heure actuelle toute situation d'un groupement ethnique national ou politique, où, par suite d'une pression extérieure, un ou plusieurs principes de liberté, d'humanité, de justice ne reçoivent pas de satisfaction aussi complète que l'ordre public international le demande et le permet, une telle situation peut et doit être considérée comme créant un problème de droit international public.

CHAPITRE PREMIER

Position de la Question Juive

Observation préliminaire sur le terme : Juif

Dans le langage courant, en français comme en d'autres langues, on emploie indifféremment les vocables : juifs, Juifs, israélites ou Israélites pour désigner toutes les personnes de race ou de religion judaïque, sans faire de distinction entre celles qui se réclament d'une nationalité juive à part, et celles qui au point de vue de la nationalité se considèrent appartenir corps et âme aux pays où elles habitent.

Cependant, il faut faire cette distinction, surtout lorsqu'on étudie le problème au point de vue du droit international public.

Nous laisserons au mot *juif*, avec un J minuscule sa qualité d'adjectif, et distinguerons entre les *Juifs* — J majuscule — et les *israélites*.

Cette terminologie, déjà malheureuse au point de vue

étymologique présente encore de très grands inconvénients au point de vue de la clarté de l'exposé. Nous aurions préféré ressusciter le nom d'Hébreu pour désigner les Juifs nationalistes, comme l'ont fait les Juifs de Palestine pour eux-mêmes, mais il ne nous appartient pas de manipuler les mots français à notre gré. Nous nous appliquerons de notre mieux à éviter les équivoques.

A. — Les Israélites

Les israélites sont les personnes d'origine judaïque qui, habitant des pays de civilisation plus ou moins développée et de liberté plus ou moins grande, où ils sont en très petit nombre proportionnellement au reste de la population, n'ont pas conservé une force de cohésion suffisante pour cultiver une conscience nationale à part. Ayant reçu dans les écoles la même éducation que les autres habitants, ils se sont attachés à leurs pays, en ont plus ou moins adopté les mœurs et la mentalité et en ont complètement adopté le sentiment de solidarité nationale ; ils jouissent des mêmes droits, remplissent au même degré les mêmes obligations publiques que le reste de la population, et ne peuvent même pas admettre l'idée de se considérer autrement que comme les nationaux de leur pays d'habitation. Ils ne diffèrent de leurs concitoyens que par leur religion, qui, d'ailleurs, n'a gardé de son origine judaïque que les dogmes essentiels, les fêtes et une vague nostalgie pour certaines traditions culinaires. Ils appartiennent en grande partie à des familles habitant leurs pays respectifs depuis des temps immémoriaux, parfois même depuis

aussi longtemps que les autres habitants, et ils peuvent à juste titre faire valoir sur ces pays autant de droits que ces derniers.

La plus grande partie des israélites habitent les pays occidentaux, où ils subissent encore des mouvements sporadiques d'hostilité. Ceci s'explique par le fait que d'ordinaire les israélites se distinguent extérieurement de leur concitoyens par la consonnance étrangère de leurs noms de famille. L'animosité habituelle contre les Juifs se reflète ainsi sur eux. Mais les Etats occidentaux sont suffisamment organisés et leurs gouvernements assez éclairés pour ne pas permettre que l'agitation contre les israélites dépasse les limites du droit pénal et occasionne d'autres blessures que celles de l'amour propre.

Les israélites occidentaux ne présentent donc au point de vue international aucun intérêt et partant seront exclus de la présente étude.

Quant aux israélites qui se trouvent dans les pays orientaux (1), où existe une nombreuse population juive persécutée, ils sont dans la plupart des cas englobés dans les persécutions. Pour cette raison et étant donné leur trop petit nombre pour être considérés à part, nous les « assimilons », dans les paragraphes qui vont suivre, aux Juifs.

(1) Il y a des israélites en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, en Autriche et dans les autres Etats de l'Europe Orientale. Dans ces pays les effets du mouvement centrifuge se manifestent sur les deux extrémités de l'échelle sociale. D'un côté, il détache du judaïsme une partie de la classe riche ; de l'autre côté, il en éloigne une partie de la classe ouvrière professant le socialisme internationaliste.

Le nombre des israélites peut être évalué à 2 millions (1).

B. — Les Juifs.

Les Juifs sont les personnes d'origines judaïque, qui tout en étant dispersés à travers le monde, et tout en subissant les influences naturelles des divers milieux aussi bien que les pressions assimilatrices volontaires et souvent violentes des divers Etats; ont conservé un profond attachement pour tout ce qui constitue leur patrimoine moral collectif et s'appliquent à développer une conscience nationale à part.

Soutenus par l'espoir d'un avenir meilleur et par la foi en la mission humanitaire de leur peuple et sa prédisposition à l'éternité, que sa quasi-miraculeuse persistance jusqu'ici peut rendre indubitable, ils refusent obstinément de disparaître en se laissant absorber par leurs voisins.

Le nombre des Juifs peut être évalué à 13 millions (2).

SECTION I

Situation des Juifs au point de vue des droits humains

SOUS-SECTION I

Les violations en la personne des Juifs, de la Liberté et de l'Humanité.

L'histoire des Juifs depuis la destruction de leur

(1) V. annexe I.

(2) id.

Etat est connue, du moins par eux-mêmes et leurs historiens. Considérés comme des êtres maudits, exclus de la société chrétienne, puis relégués dans les ghettos, ils subirent durant dix-sept siècles toutes les injures, toutes les persécutions, toutes les souffrances physiques et morales, au fur et à mesure que l'esprit inventif de l'homme les imaginait et créait des instruments pour les réaliser.

Depuis l'an 70 jusqu'au début du XVIII^e siècle ces souffrances n'ont pas cessé, pour ainsi dire, un seul instant. S'il arrivait que, par suite des circonstances, la situation des Juifs dans un pays s'améliorât, elle empirait dans un autre, comme si une volonté supérieure ne désirait laisser à l'éternel exilé un moment de répit.

Depuis le début du XVIII^e siècle jusqu'au dernier quart du XIX^e il y a eu une sorte d'accalmie. Plus de massacres, plus d'accusations retentissantes de crime rituel ou de saignée d'hostie. En 1791 les Juifs de France sont émancipés. Le souffle de la liberté remue l'Europe et peu à peu les Juifs d'autres pays sont égalisés en droits avec leurs concitoyens. Au milieu du XIX^e siècle on put espérer que le cauchemar des 18 siècles passés s'était définitivement évanoui.

Ce fut un beau rêve. Les haines près de deux fois millénaires n'étaient qu'assoupies. Elles se réveillèrent avec un redoublement de vigueur, et le sang juif coula de nouveau.

Cette fois ce ne fut plus la religion, qui fut la cause des persécutions, mais la science. C'est au nom de la

science que les Juifs furent déclarés inférieurs à leurs concitoyens et dignes de tous les mauvais traitements.

De l'Allemagne où cette théorie était née, et où on la baptisa sous le nom d'antisémitisme, elle passa aux autres pays de l'Europe.

En occident, par suite du nombre restreint des Juifs et des isralites, par suite aussi de l'impossibilité matérielle de les distinguer de vue des autres habitants, la vague antisémite mourut aux premiers obstacles, en laissant, toutefois, ça et là quelques ruines, mais en Orient elle détermina un véritable désastre, et son effort destructif ne semble pas encore complètement épuisé.

En France l'antisémitisme ne provoqua que quelques procès et ne fit couler que des flots d'encre. En Allemagne même il mit entre Juifs et non-Juifs des cloisons quasi-étanches et laissa subsister l'incapacité des Juifs d'occuper les hautes fonctions administratives, universitaires et toutes les fonctions militaires. En Autriche-Hongrie l'antisémitisme se manifesta par le boycottage systématique des commerçants Juifs (1) et par un retentissant procès de meurtre rituel en 1899, dont l'innocent condamné ne quitta le bagne qu'en 1917 par suite d'une mesure de grâce. Des excès se produisaient de temps en temps. Pour être nommé professeur d'Université il fallait se convertir au christianisme.

Mais c'est en Roumanie et en Russie que les Juifs eurent à subir le maximum de souffrances à la fin du XIX^e et au début du plus civilisé des siècles.

(1) Th. Reinach : Histoire des Israélites, 4^e édit., p. 340.

§ 1. — En Roumanie

La Roumanie débuta dans la vie internationale par un parjure. Ayant signé à Berlin en 1878 au nom de Dieu le Très Puissant un traité, dont l'art. 44 promettait l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi, elle crut de suite devoir exclure du bénéfice de cet article les Juifs.

Avec l'assentiment résigné et peu désintéressé de l'Europe elle réussit, par une longue série de lois restrictives, à rendre la vie des Juifs dans le pays littéralement impossible (1).

I. *Restriction des Libertés.* — Bien qu'une grande partie des familles Juives existât dans ce pays depuis une vingtaine de siècles (2) ou du moins depuis le milieu du XVI^{me} siècle, plus de 95 o/o des Juifs de Roumanie étaient légalement des étrangers et leur naturalisation n'était admise qu'individuellement. D'après le recensement de 1890 (3) le nombre des Juifs y était de 266.719 dont : sujets du royaume. 4.272 — 1,6 o/o. étrangers sans protection étrangère 256.558 — 96,2 o/o. sujets des pays étrangers..... 5.859 — 2,2 o/o.

Dans ces conditions il a été très facile d'évincer les

(1) V. Enric, F. Braunstein : L'Oligarchie roumaine et les Juifs, Paris, 1921.

(2) V. Otsar Israël (Encyclopédie juive) en hébreu.

(3) A. Ruppin : Die Juden der Gegenwart, traduction hébraïque sur la 2^e édit., Odessa, 1914, p. 141.

Juifs de toutes les manifestations de la vie politique et économique, par des lois restreignant les droits des étrangers.

Ainsi les lois 1865, 1867 1872 et 1878 ferment aux Juifs l'accès à tous les emplois de la régie des tabacs (1). La loi des bourses de commerce du 1-13 juin 1881 leur ferme l'accès aux charges d'agent de change et de courtier : la profession de commissionnaire et d'expéditeur auprès des douanes leur est fermée par une loi de 1882. Le commerce ambulante est interdit en 1884, supprimant ainsi le maigre gagne-pain de 5000 familles Juives (2), une loi de 1887 exclut les ouvriers Juifs des usines ; une série de règlements de 1886-1893 exclut les Juifs du commerce des produits pharmaceutiques.

Ces atteintes à la liberté du travail touchant de près le droit à l'existence ne sont que des exemples. Jusqu'en 1914 il y en a eu bien d'autres.

Les Juifs étaient exclus des grades de l'armée, de la gendarmerie rurale, des écoles de la marine de guerre, de la marine marchande, des fonctions publiques, des chemins de fer de l'Etat et partiellement des chemins de fer privés. Ils ne pouvaient être ni dessinateurs ni conducteurs du corps des ingénieurs de l'Etat, ni architectes, ni avocats, ni chimistes ni vétérinaires. L'exercice de la médecine était limité en ce qui concerne les Juifs à la clientèle privée. « Pour être nommé à un poste quelconque du service sanitaire il faut être

(1) E. F. Braunstein, op. cit., p. 41.

(2) Id., p. 44.

Roumain », dit l'art. 32 de la loi sanitaire de 1893. L'enseignement leur a été graduellement fermé. En vertu d'une loi interdisant aux *gens sans aveu* de s'établir dans les communes rurales on a expulsé les Juifs des campagnes.

La liberté du travail était ainsi réduite à rien (1).

II. *Atteintes aux principes d'humanité.* — Des atteintes directes aux principes d'humanité ne manquaient pas non plus. Les malades juifs n'étaient admis dans les hôpitaux que dans la proportion de 10 o/o du nombre des lits. Quant aux actes de violence, la Roumanie les pratiqua surtout depuis qu'elle fut en guerre contre les empires centraux.

Les Juifs subirent alors des arrestations arbitraires et en masse, des évacuations désordonnées et brutales, des refus de denrées alimentaires, des réquisitions aux travaux publics, même pour servir d'ordonnances aux officiers, des expulsions des maisons pour y installer les officiers. Les soldats juifs étaient maltraités aux armées, accusés d'espionnage, cravachés, trainés dans les cachots, condamnés, exécutés souvent même sans procès. L'Etat-Major formait des détachements spéciaux de soldats juifs, et les envoyait en avant des lignes, parfois pour servir de cible aux soldats roumains (2).

(1) Braunstein : op cit., p. 50-57, voir aussi l'énumération des lois restreignant les droits des Juifs, p. 85 et suiv.

(2) Voir dans Braunstein : op. cit., p. 119, des jugements typiques extrait du Moniteur Officiel pour comparer les peines appliquées aux Juifs et aux non Juifs pour des délits identiques.

En outre, des massacres de la population civile juive eurent lieu à Bucarest et des excès de moindre gravité dans plusieurs localités de la province.

§ 2. — **En Russie.**

En Russie, où le recensement de 1897 trouvait 5 millions 200.000 Juifs, tous les gouvernements qui se sont succédés depuis le début du XVIII^e siècle considéraient la question juive comme le pivot autour duquel devait tourner la politique intérieure de l'Empire, pour éviter tout progrès. Les Juifs servaient de paratonnerre vers lequel on canalisait la colère publique aux instants où le régime de l'autocratie absolue produisait le summum de ses méfaits.

Comprimés dans les 25 gouvernements de la frontière occidentale, le « pal », avec défense d'habiter les campagnes, avec une liberté de travail très restreinte, les Juifs se voyaient obligés, de jour en jour, à chercher des débouchés à leur activité dans de nouvelles catégories professionnelles. Mais aussitôt qu'ils commençaient à s'y adapter, une nouvelle loi restrictive venait leur en barrer l'accès.

Des massacres éclataient de temps en temps. Les premiers eurent lieu en 1881-1882, puis en 1903. En 1905-1907 la vague de pogromes dévasta des dizaines de villes et villages habités par des Juifs. L'accusation de meurtre rituel, disparue en Europe occidentale, ressuscita en Russie, notamment en 1910, dans le retentissant procès de Beilis, qui n'a été acquitté qu'après deux

ans de détention préventive. Quelques mois après la fin de ce procès une autre affaire du même genre fut combinée à Fastov, dans le gouvernement de Kiev, où un garçon juif trouvé assassiné fut déclaré chrétien et victime d'un crime rituel.

Dès le début de la guerre, la jeunesse juive étant mobilisée, les femmes, les vieillards et les enfants qui restaient, subirent l'accusation d'espionnage en bloc, d'empoisonnement des puits, et « d'agitation révolutionnaire par la hausse des prix et la raffle de la monnaie » (1).

Des otages furent pris parmi les notables juifs des localités rapprochées du front ; plusieurs d'entre eux furent fusillés. Des Juifs étaient placés entre les lignes mouvantes des armées en bataille pour servir de bouclier aux troupes russes (2). Les blessés juifs étaient chassés des hôpitaux militaires, parce que ces hôpitaux se trouvaient hors de la ligne du « pal » (3). Les soldats se livraient au pillage de maisons juives dans les localités qui se trouvaient sur leur passage.

En avril-mai 1915 le Grand Etat-Major ordonna l'expulsion de tous les Juifs habitant la région de la fron-

(1) Circulaire confidentielle du département de la Police du 9-1-1916, citée dans l'interpellation à la Douma, signée : Fridmann, Roditchev, Milioukov, Maklakov, etc. (*The Jews and the War*, Memorandum of the Jewish socialist Labor Confederation Poalé Zion, to the International Socialist Bureau, The Hague. 1916, p. 47).

(2) Discours du député Tchekhéidze à la Douma d'Empire, 16 août 1915. *Jews and the War*, p. 53.

(3) Discours de Fridman à la Douma, id., p. 50.

tière Nord-Ouest. Pendant que les hommes mouraient sur le front pour le salut de la Russie, un demi-million de femmes, d'enfants, de vieillards étaient entassés pêle-mêle dans des wagons à bestiaux et transportés durant des semaines et des mois à travers la Russie, ou bien chassés à pied là où il n'y avait point de chemin de fer ou de trains disponibles. Il arrivait que des chefs de police ne permettaient pas aux comités de secours d'approcher des trains pour apporter de la nourriture aux exilés. Parmi ces derniers se trouvaient des mutilés, des chevaliers de St-Georges, mis hors de combat, des blessés en convalescence, des femmes, jusque là occupées à confectionner des vêtements, du linge et des pansements pour les troupes.

Les journaux russes de l'époque étaient remplis d'annonces de pauvres gens qui cherchaient des membres égarés de leurs familles. Dans les journaux juifs du monde entier on trouve encore aujourd'hui des annonces de ce genre.

§ 3. — En Ukraine.

Après l'armistice, la Russie du Sud et du Sud-Ouest fut successivement occupée par les diverses troupes contre-révolutionnaires. L'armée, dite « de volontaires », de Denikine dans le Sud, celle de Petlioura en Ukraine et celles de tous les petits chefs de bande qui cherchaient fortune derrière les plis du drapeau blanc, soumirent la population juive de ces pays à l'extermi-

nation systématique. Toutes les villes, toutes les localités de ce coin de l'Europe furent atteintes par une affreuse rafale rouge, qui coûta la vie, d'après des évaluations très optimistes à 150.000 (cent cinquante mille !) êtres humains, dont le seul crime était d'appartenir à la race juive.

Le bilan (1) de ces massacres relève les chiffres suivants :

Pogromes.....	2.000
Localités atteintes (en Ukraine) 584 ;	
Tués.....	150.000
Blessés et Mutilés.....	200.000
Veuves.....	50.000
Orphelins.....	170.000

Le chiffre des femmes de tout âge violées n'est pas cité, mais les récits de témoins affirment qu'il a été très élevé.

Un pogrome ce n'est pas une bataille où les deux adversaires luttent à armes presque égales, et où le blessé est recueilli par le service sanitaire, soulagé et soigné. Un pogrome c'est la lutte entre une brute déchaînée, ivre d'alcool, de haine et de présensation morbidement voluptueuse de l'odeur du sang, et un être moins fort qui, aussitôt son infériorité constatée et mise à profit par l'adversaire,

(1) Mémoire sur les Juifs ruinés en Russie, présenté au Haut Commissaire pour les affaires russes près de la Société des Nations, M. F. Nansen, par le Comité exécutif de la Conférence universelle Juive de Secours, reproduit par « Hilf », organe du Comité ci-dessus. (en yiddisch) Paris, 1921, n° 3, p. 4.

devient victime des plus brutales tortures et outrages. Un pogrome c'est la lutte dans laquelle celui qui a le dessous subit une agonie lente et atroce, voit ses membres lentement brisés ou arrachés, son ventre ouvert et rempli de plumes d'oreillers, des clous enfoncés dans le cerveau par le nez. Blessé grièvement son supplice n'est pas encore terminé. S'il n'est pas achevé, s'il est laissé pour mort, il reste parfois des heures, des jours entiers dans la mare de son sang, dans le cauchemar de ses souffrances physiques, dans l'angoisse de la mort qui approche, sans le moindre espoir qu'une équipe sanitaire le trouve, puisqu'il sait qu'il n'y a pas d'équipe sanitaire là où le pogrome a passé. Parfois il est mangé vivant par des cochons ou des oiseaux de proie.

Ainsi moururent près ou plus de cent cinquante mille Juifs depuis novembre 1918 jusqu'à la fin de 1920.

Il faut lire les récits de ces atrocités par des témoins oculaires, dont une faible partie a été recueillie par Hazanovitch (1), pour sentir qu'un seul cas pareil, suffit pour justifier une intervention internationale, lorsque les victimes n'ont pas d'autres moyens de défense.

§ 4. — En Pologne

I. *Limitation des libertés.* — En Pologne, abstraction faite de la loi de 1920 sur le repos hebdomadaire du dimanche, qui étant universel et obligatoire force

(1) Der Judischer Hourbon in Ukraine (L'extermination des Juifs en Ukraine), (en yiddich) Berlin, 1921.

les Juifs à ouvrir leurs magasins, boutiques et ateliers le jour du Sabbath (1), s'ils ne veulent pas être ruinés ; abstraction faite aussi de la loi du 20 janvier de la même année qui exclut de la qualité de citoyen polonais un grand nombre de Juifs, contrairement au droit commun et au traité (polonais) de Versailles, il n'y a pas de lois violant ouvertement les droits des Juifs. Mais en fait ils subissent encore dans ce pays quelques règlements restrictifs antérieurs. Le *Monitor Polski* (Journal Officiel) a publié le 23 mars 1921 une communication du Conseil des Ministres portant énumération d'une série de restrictions antijuives datant des temps tsaristes, qui se trouvent abolis par les lois nouvelles (2). C'est une énumération, donc d'une interprétation restrictive. Une foule de lois et de règlements anciens continuent à être appliqués par les fonctionnaires zélés et à entraver l'activité des Juifs. D'ailleurs, ce zèle des fonctionnaires et les excitations continuelles de la presse contre les Juifs amènent des limitations à leurs libertés, qui ne sont prévues par les lois, même anciennes. « Dans la pratique administrative, dans les rapports politiques les Juifs sont toujours traités comme des personnes limitées dans leurs droits, comme des citoyens de second ordre » (3).

(1) Le caractère antijuif de cette loi est nettement souligné par le fait que des dérogations à la loi sont admises en ce qui concerne des commerces, dont l'absolue nécessité est douteuse, par exemple celui des fleurs naturelles.

(2) Voir Bulletin du Comité des Délégations Juives (B. C. D.), n° 19, 30-5-1921, p. 11.

(3) Discours du député Grünbaum à la Diète Polonaise, cité par le B. C. D., id.

Ainsi, par exemple, lors des élections des » Law-nik » (représentants de la population urbaine près des tribunaux) par la municipalité de Lodz, la fraction juive s'est vu refuser le droit de désigner des candidats.

Le président de la cour d'appel de Lodz, M. A. Kohn, nommé par le chef de l'Etat, a été obligé de démissionner à la suite des persécutions systématiques, dont il était l'objet de la part de ses collègues polonais, bien qu'il pût être considéré comme israélite plutôt que comme Juif. Voilà l'immovibilité des juges mise en échec (1).

Les écoles entretenues par les Juifs, à leurs frais, sont souvent fermées sous des prétextes futiles ; il en est de même des hôpitaux. Les journaux juifs sont suspendus, parfois sous le fallacieux prétexte de défendre des Juifs mêmes de leurs attaques (2).

« Les médecins juifs, dit le rapport de sir Stuart Samuel, ne peuvent obtenir de postes dans les hôpitaux. Les Juifs ne peuvent également obtenir des emplois dans les postes, dans les chemins de fer et dans les écoles publiques (3).

(1) B. C. D., id., p. 12, et n° 11 p. 10, citation du Dos Yudiche Folk, de Varsovie, du 31-12-1919.

(2) Cas du « Der Tog », de Varsovie, « suspendu pour excitation d'une partie de la population juive contre l'autre », en publiant des articles contre son confrère juif-orthodoxe « der Yid », B. C. D. n° 17 (23-10-1920).

(3) Rapport de sir Stuart Samuel au gouv. britannique, B. C. D. n° 16, p. 14. Le cas de M. Askenazy, israélite, professeur à l'Université de Varsovie et délégué polonais à la Société des Nations est une exception qui ne laisse pas de faire penser à une malice politique.

« Des exceptions, continue le rapport, sont faites au détriment des Juifs, en ce qui concerne le commerce des cuirs, du pétrole, au blé et d'autres objets et denrées. »

« Lors de la crise alimentaire, les denrées de première nécessité étaient distribuées à la population avec une préférence nettement accentuée pour les chrétiens. Dans de nombreux cas, les réserves étaient épuisées avant que le tour des Juifs fût arrivé. ».

La liberté de circuler est supprimée de fait en ce qui concerne les Juifs portant une barbe. Ils sont attaqués, malmenés. La barbe leur est coupée, souvent arrachée avec la chair, parfois au moyen de fils barbelés. Les voyageurs juifs sont malmenés dans les trains, et parfois jetés dehors en pleine marche. Le métier de commis-voyageur passe entre les mains des femmes.

Dans différentes écoles des essais ont été faits de limiter à un certain pourcentage, comme au bon temps de la Sainte Russie, le nombre des étudiants juifs (1).

La liberté du commerce est entravée par le boycottage économique qui s'exerce depuis 1912. A Lemberg, par exemple, la commission d'enquête de sir S. Samuel a trouvé une institution, dite « Cour sociale », présidée par un certain M. Przyluski, ancien vice-président d'une Cour d'Appel autrichienne. Cette « Cour » va jusqu'à sommer les personnes ayant des relations commerciales avec des Juifs, à fournir des explications sur leur conduite.

(1) Haolam, organe officiel de l'organisation sioniste (en hébreu) Londres, 21-11-1919, p. 18.

« Une dame polonaise, la comtesse Anna Jablonovska, ayant vendu ses deux immeubles à des Juifs, vit ce fait relaté dans un journal sérieux sous forme d'annonce nécrologique, encadrée de noir ».

Ainsi, sans l'intervention de lois restrictives, les libertés des Juifs se trouvent entravées de fait.

II. *Atteintes aux principes d'humanité.* — La Pologne ne connaît d'atteintes directes aux droits humains des Juifs que depuis qu'elle est reconstituée en Etat indépendant.

Le premier massacre eut lieu à Cracovie dès le début de 1918, mais la politique systématique et soutenue d'extermination des Juifs ne fut inaugurée qu'après l'affaiblissement des armées allemandes qui occupaient le pays, lors des batailles de l'automne 1918.

Le 21 octobre de cette année les Juifs de Varsovie subirent le premier progrome. Le 28 du même mois ce fut le tour des villages de Krasna et de Bitsch en Galicie, puis d'autres villes et villages. Durant le mois de novembre des massacres eurent lieu dans 110 villes et villages polonais (1). Assassinats, viols de femmes, blessures, flagellations, promenades forcées pieds-nus sur la glace, pillages, profanation des synagogues, incendies, tout le programme, pour ainsi dire, ponctif des cruautés en usage dans ce genre de manifestation de l'énergie populaire, se déroulait sans que les pouvoirs publics fissent le moindre geste pour rétablir l'ordre.

(1) V. The Times, Londres, 8-2-1919.

Les troupes étaient représentées dans les bandes des pogromistes.

Quelques jours après la conclusion de l'armistice sur le front occidental, les 22, 23 et 24 novembre (1) eut lieu le pogrome de Lemberg où 72 Juifs trouvèrent la mort, 300 furent blessés, 3 synagogues furent détruites, 32 maisons incendiées et le total des dégâts était évalué à 110 millions de couronnes. La loi martiale ne fut proclamée que le 24. Ici comme ailleurs les victimes furent des femmes et des impotents, les jeunes étant encore aux armées. Une synagogue fut brûlée avec les Juifs qui s'y étaient réfugiés.

L'occupation graduelle de l'Etat polonais par les troupes nationales donna lieu à ce qu'on appelait les « pogromes militaires », parce qu'ils furent exécutés par les soldats. Les événements les plus graves se déroulèrent à Pinsk, à Vilna et à Lida.

A Pinsk, le 5 avril 1919, 37 jeunes Juifs assemblés à la Maison du Peuple, pour répartir les pains azymes envoyés d'Amérique, furent arrêtés, alignés sur la place publique et fusillés à coups de mitrailleuses sans autre forme de procès (2).

A Vilna, la première occupation de la ville par les

(1) V. La Situation des Juifs en Pologne ; Rapport de la Commission d'études, désignée par la Conférence Socialiste Internationale de Lucerne, Paris, 1920, p. 16.

(2) V. les documents photographiques dans le rapport de la Commission socialiste précité. V. aussi : Rapport de la Commission d'enquête du Seim (Diète polonaise).

troupes polonaises coûta aux Juifs 67 (1) morts par assassinat, dont deux hommes de lettres : A. Vaiter et Ivianski. Le massacre dura six jours, du 19 au 25 avril 1919. 2.000 maisons juives furent pillées. Les légionnaires et les jeunes civils rivalisaient de zèle. 5.000 Juifs furent arrêtés et déportés à Lida.

A Lida aussi la population juive subit un pogrome où plusieurs dizaines de Juifs furent tués. Les mêmes événements se produisirent durant l'année 1919 dans plus de cent villes et villages de la Pologne nouvelle.

En 1920, lors de la guerre russo-polonaise la situation des Juifs empira. Accusés d'espionnage, de trahison et de connivence avec les bolchevistes, ils subirent de nouveau une série de massacres partout où passait l'armée polonaise avançant ou se retirant. Les fusillades sous prétexte d'intelligence avec l'ennemi furent nombreuses et l'honorabilité et l'âge d'un rabbin sexagénaire n'empêcha point les troupes de le placer face au mur et de le fusiller dans le dos. Les soldats juifs, même les volontaires, furent parqués dans des camps de concentration, et l'opinion publique de Varsovie eut la délicate modestie de désaisir le gouvernement polonais de l'honneur de cette mesure, en faveur du général français qui la veille avait sauvé la Pologne d'un désastre irréparable (2).

Vers la fin de 1920 les camps de concentration et

(1) Chiffre donné par le rapport socialiste. D'autres sources donnent celui de 200.

(2) V. le Petit Parisien du 27 août 1920.

notamment celui de Jablona contenaient encore de nombreux Juifs.

Aussitôt l'armistice conclu entre polonais et bolchévistes, les premiers considérèrent que n'étant plus en guerre contre la Russie, ils n'avaient plus le droit d'entretenir sur leur territoire l'armée anti-bolcheviste, formée pendant les hostilités, par l'ancien général tsariste Balakhovitch et l'hetman Petlioura. Conformément à une règle du droit international créée *ad hoc*, la Pologne *expulsa de son territoire ces deux armées avec armes, munitions et bagages.*

Les Juifs d'Ukraine subirent des nouveaux massacres perpétrés par les bandes de Petlioura, et en Russie Blanche 40.000 (1) Juifs furent atteints par celles de Balakhovitch.

. . .

Ajoutons à tous ces évènements d'extrême gravité les persécutions et les coups de force contre les Juifs de Hongrie et l'expulsion de la république autrichienne des Juifs, sujets de l'ancien empire, ayant habité avant la guerre les pays, qui depuis s'en sont détachés, et réfugiés en Autriche proprement dite durant la guerre ; ajoutons aussi les campagnes anti-juives par la parole et par le fait, qui se manifestent en Allemagne depuis la fin de la guerre, et la ruine totale des Juifs de la Russie bolcheviste et nous aurons alors un tableau complet de la misère morale, physique et matérielle dans laquelle se trouvent actuellement près de 5 millions de Juifs,

(1) V. mémorandum présenté à M. F. Nansen, cité plus haut.

c'est-à-dire plus d'un tiers du nombre total des Juifs. Le nombre des personnes sans foyer s'élève a des centaines de milliers. Le grand réservoir de l'émigration les Etats-Unis ayant été presque fermés aux immigrés par une loi récente, l'immigration en Palestine étant restreinte, ils errent à travers l'Europe, accumulant leur misère dans les grands centres européens, en Allemagne, en Roumanie, en France, en Angleterre et encombrement les ports d'Allemagne et de Hollande. Les orphelins augmentent le contingent des criminels, les orphelines tombent dans la prostitution.

Cette situation a été créée par les suites de la grande guerre ; on peut la considérer comme passagère — c'est entendu ; mais l'histoire des Juifs est toute entière jalonnée par des crises temporaires pareilles. On pourrait aussi dire que nous avons tort de nous servir de faits passés, que la situation des Juifs en Roumanie a été complètement modifiée par une loi récente, et qu'en Russie la persécution des Juifs a cessé depuis la révolution. Prenant en considération le fait plusieurs fois constaté, et que nous essayerons d'expliquer plus loin : que la haine des Juifs se déplace avec les déplacements de ceux-ci, que la civilisation humanitaire se développe inégalement dans tous les pays, et que les pays avancés ne se trouvant plus en mesure de recevoir les immigrants juifs, le courant de ceux-ci est canalisé vers les pays moins humanitairement civilisés, en considérant tout ceci on peut se demander si dans le cas où la question juive n'entrerait pas dès à présent dans la voie

d'une solution définitive, les Juifs ne se trouveraient pas dans une situation analogue à celle d'aujourd'hui dans quelques années et sur un autre point du globe. L'invocation du passé n'est pas inutile. D'ailleurs ce que nous avons dit de la Pologne, de l'Ukraine, de la Hongrie est d'actualité vivante. Pendant que nous écrivons ces lignes, les nouvelles de pogromes en Ukraine et de limitations des droits en Pologne, en Hongrie et ailleurs continuent à arriver.

SOUS-SECTION II.

La situation des Juifs constitue une atteinte à la Justice

Nous avons vu les principes juridiques de liberté et d'humanité violés en la personne des Juifs. En est-il autrement des principes de justice ?

Non. Les ouvrages sont nombreux dans lesquels on cherche à justifier le traitement des Juifs par leur conduite, par leurs défauts caractéristiques. Nous croyons indigne de nous arrêter à toutes les accusations lancées contre les Juifs depuis qu'ils existent. Le fait même que ces accusations ne sont pas absolument les mêmes à toutes les époques de l'histoire, qu'elles changent avec le progrès ou le regrès des temps, qu'elles s'adaptent aux circonstances et cachent sous des formes diverses le même but, qui consiste à donner une cause apparente aux crises qui bouleversent les collectivités européennes et

détourner ainsi l'attention des peuples de ceux, qui en sont responsables, ce fait même est amplement suffisant pour démontrer que ces accusations découlent des suggestions subjectives et utilitaires, plutôt que de la vérité objective de faits démontrés.

D'ailleurs, toute accusation en masse doit être considérée par le droit comme fausse ; tout châtiment en masse et sans procès est, de par les principes les plus élémentaires du droit, un crime. La situation d'un tiers des Juifs du monde entier doit être considérée comme une très grave atteinte à la justice.

SECTION II

Position de la question juive du point de vue de la liberté internationale proprement dite

Considérée du point de vue des principes de la liberté internationale proprement dite, la question juive se pose de la façon suivante : le droit des nations à l'existence peut-il et doit-il être étendu aux Juifs ?

Divisons la question.

A. Les Juifs constituent-ils une nationalité particulière ?

Pour revendiquer devant le droit international la qualité de nationalité particulière il faut, et il suffit comme

nous l'avons vu, qu'un assez grand nombre d'hommes aient le sentiment de constituer un groupe national à part et en expriment nettement la volonté. Ce sentiment et cette volonté se manifestent par la tendance du groupe en question à développer une activité intellectuelle et sociale séparée de celle des autres groupes nationaux qui l'entourent.

Or, les Juifs sont nettement séparés, dans tous les pays, des autres habitants. Ils ont leurs écoles, leurs œuvres sociales d'aide et d'assistance mutuelles, ils parlent des langues différentes, cultivent dans ces langues des littératures et des presses indépendantes et, depuis que l'idée nationaliste a conquis le monde, se refusent ouvertement à se considérer comme appartenant à une autre nationalité que la nationalité juive. En Europe orientale et centrale, de même qu'en Amérique, les Juifs possèdent des journaux en yiddisch et en hébreu qui atteignent de très forts tirages. La littérature hébraïque n'a jamais cessé d'exister ; la jeune littérature yiddisch rivalise dans les pays de grande diaspora avec la littérature des non-Juifs.

Le congrès juif qui s'est tenu en Amérique en 1917 s'est expressément proclamé comme représentant la nationalité juive, et, à la fin de la guerre, des comités nationaux ont été élus au suffrage universel dans tous les pays de l'Europe centrale, pour revendiquer en faveur des Juifs le droit de se conserver comme nationalité particulière.

La volonté de la nationalité juive non seulement

de se conserver, mais de redevenir une nation indépendante, se manifeste par le mouvement sioniste, dont le but est de reconstituer cette nation en Palestine. Au XI^e Congrès sioniste qui s'est tenu en août 1921 à Karlovy-Vary (Karslsbad), Tchéco-Slovaquie, les Juifs de 32 pays différents étaient représentés par près de 600 délégués (1). Les rapports et les bilans du Fonds National Juif montrent des entrées de donations de tous les pays du monde.

A la question de l'existence d'une nationalité juive particulière il faut donc répondre par l'affirmative. D'ailleurs, même les adversaires des Juifs ne vont pas jusqu'à affirmer le contraire. Seulement ils en font grief aux Juifs.

B. — La Nationalité Juive a-t-elle le droit d'exister ?

La nationalité juive a-t-elle le droit d'exister ? Oui, évidemment puisque le droit à l'existence appartient à tout groupe national réellement existant, sous réserve du droit égal des autres groupes et de l'ordre public international. Il n'y a aucune raison pour créer une exception au détriment de la nationalité juive. D'autant plus que les richesses morales, intellectuelles, artistiques et matérielles que les Juifs ont produites jusqu'ici peuvent faire prévoir l'utilité qui peut résulter pour le progrès, de la possibilité qui leur serait accordée de

(1) Voir : Kongresszeitung, journal officiel du Congrès sioniste, Karlovi-Vary, 1-14 septembre 1921.

continuer à cultiver le patrimoine particulier, qu'ils ont accumulé depuis près de 40 siècles.

SECTION III

Le point de vue de la Justice Internationale proprement dite

La nationalité juive a encore le droit d'existence au point de vue de ce que nous avons appelé la justice internationale proprement dite. Il serait même impossible d'affirmer le contraire, à l'époque où tant de nationalités opprimées ont été affranchies et constituées en États indépendants, où les groupements minoritaires ont obtenu le droit de conserver leur patrimoine moral collectif. Le précédent de la libération de la Grèce, invoqué plus haut, doit servir au droit des gens dans le règlement de la question juive. Le monde civilisé est débiteur envers les Juifs, au moins autant qu'envers les Grecs.

SECTION IV

Le point de vue de l'ordre public international

La situation des Juifs, pénible au point de vue humain, et irrégulière au point de vue national exerce sur l'ordre public international des influences à la fois indirectes et directes.

§ I. — Influences Indirectes

I. *En temps normal.* — Nous avons vu (1) que dans tous les pays qui constituent la collectivité des nations la paix intérieure est une des conditions fondamentales de la paix entre les États, et que la première condition pour que dans un État l'ordre ne soit pas troublé, c'est la recherche continuelle de l'équilibre entre les principes juridiques des divers groupes. Pour gouverner l'État sans que l'ordre soit troublé, il faut que le gouvernement exerce une vigilance inlassable, qu'il ait partout les yeux pour voir les fêlures, aussitôt qu'elles se produisent, et les mains pour les réparer sans retard. Il faut aussi qu'une vigilance inlassable dans toutes les directions soit exercée par le peuple. Mais celui-ci doit surtout avoir les yeux tournés vers le gouvernement pour le contrôler et le guider.

Si le gouvernement détourne l'attention du peuple de ses propres actions, s'il lui inculque l'idée que les dangers pour la vie collective ne peuvent venir que d'un seul côté, il ouvre de propos délibéré la voie aux crises. D'abord parce que délivré du contrôle du peuple le gouvernement se trouve sans son guide naturel. Ensuite parce que s'habituant à regarder un seul point comme dangereux le gouvernement finira fatalement par se prendre dans son propre piège et par croire réellement

(1) Chap. 2, § 4.

que le danger ne peut venir que d'un seul côté. Sa vigilance sur les autres points une fois relâchée, les germes des maladies sociales ne tarderont pas à s'infiltrer et à créer des gangrènes et des crises sanglantes. D'autre part, la partie de la population choisie comme bouc émissaire se trouvera dans un état continuuel d'énervement contagieux, de méfiance à l'égard de l'État et sera tenté à n'espérer un changement de sa malheureuse situation que dans la destruction de l'ordre existant dans la révolution.

L'exemple de l'ancienne Russie est instructif. Cet État, pour conserver son régime autocratique et détourner de la poignée gouvernante la colère publique, provoquée par les erreurs, les fautes, les malversations, les crises, enfin, par tous les vices inhérents à un pareil régime, a désigné toute la population juive, de 5 à 6 millions d'âmes comme cible aux manifestations du mécontentement général.

Les résultats ont été funestes pour le peuple russe. Après la victorieuse révolution d'octobre 1905, lorsque sur l'accusation quasi-officielle des Juifs d'être la cause à la fois de la défaite militaire et de la ruine économique et financière du pays, le peuple ignorant et empoisonné d'alcool se jeta sur des dizaines de villes et de localités et en massacra les habitants juifs, les troupes ont eu beau jeu d'occuper les centres révolutionnaires, d'arrêter et d'exécuter les chefs déroutés du mouvement révolutionnaire et d'ouvrir ainsi la voie au gouvernement réactionnaire pour annihiler de quelques

traits de plume toutes les conquêtes du 17 octobre.

Après la révolution, au lieu d'entrer dans la voie des réformes, le gouvernement russe préféra continuer sa politique anti-juive. Les partis de droite et la presse gouvernementale occupés à attaquer les Juifs et à chercher assidûment de nouvelles lois et de nouveaux règlements pour resserrer autour d'eux le cercle déjà étroit des restrictions ; les forces progressistes comprimées et réduites à l'inaction, l'Etat s'en allait à la dérive. Les organes vitaux du pays ne se développaient pas ; l'agriculture, l'industrie et le commerce marquaient le temps ; la famine ravageait ce pays immensément riche en terres cultivables, et les épidémies de choléra faisaient d'innombrables victimes. Le mécontentement, le découragement allaient en s'élargissant et en s'approfondissant dans les couches populaires, poussées de plus en plus à chercher l'oubli dans l'alcool.

Les peuples russes payèrent lourdement les fautes de leurs gouvernements. Aux premiers symptômes de l'affaisement de l'énergie collective hypertendue dans la guerre, la Russie tomba dans la plus grave des crises qu'un pays et un peuple eussent jamais subies et qui mit en danger de rechute l'Europe et le monde entier en convalescence.

II. *En temps de crise.* — Lorsqu'un Etat est frappé d'une crise, il ne peut en sortir que si, d'une part toutes les énergies des gouvernants sont concentrées et leurs efforts dirigés vers la recherche de ses véritables causes,

et si, d'autre part, il existe dans le peuple un état de confiance mutuelle et de foi dans le gouvernement.

Or, en rejetant toute la responsabilité sur une partie de la population, accusée en bloc de se concerter pour détruire l'Etat, les gouvernants aboutissent d'abord à leur propre aveuglement et ensuite à la création d'un état de méfiance entre les diverses parties du peuple, méfiance qui mène vers le relâchement de l'effort et à la fin à la panique, à la débâcle.

Prenons de nouveau l'exemple de la Russie.

Dès le début de la guerre, des rumeurs de la défection des Juifs furent lancées dans le pays par les autorités supérieures, civiles et militaires, pour servir d'excuse aux revers essuyés en Prusse Orientale.

Sous le couvert de cette accusation, le véritable traître, celui qui portait sur sa conscience l'affreuse destruction de l'armée russe dans sa retraite des lacs Mazuriens, le colonel Myassoyedoff, député antisémite de l'extrême droite à la Douma d'Empire, continuait ses trahisons jusqu'au milieu de 1915 (1).

D'un autre côté, cette accusation en bloc de toute la population juive habitant les zones des armées, de trahison et d'espionnage, amenait dans l'armée même un état de méfiance à l'égard des populations ambiantes, créait un

(1) V. rapport sur la question juive du Comité central du parti K. D. présenté à la conférence du parti qui s'est tenue à Pétrograd les 6-8 Juin 1915 (en russe) p. 19.

Le rapport signale que la source de l'accusation de trahison contre les Juifs en bloc se trouvait dans la région où opérait le dit Myassoyedoff. — V. aussi discours de Tchékheidze.

sentiment d'insécurité, de crainte qui se rapprochait de la panique (1).

Ajoutons l'affaiblissement de la résistance collective par l'affirmation officielle qu'une partie de la population empoisonnait les puits, s'apprêtait à brûler les récoltes, raflait la monnaie et les denrées alimentaires, contaminait les soldats par des maladies vénériennes avec l'aide de femmes publiques, spécialement mobilisées pour cette besogne (2) ; ajoutons aussi l'encombrement des chemins de fer, si peu développés en Russie, par les trains des expulsés, qui souvent occupaient les lignes ou embouteillaient les gares durant des mois entiers ; ajoutons encore la désillusion d'une population de près de 6 millions de Juifs, qui a vu tous ses sacrifices de la première heure de la guerre pour le salut de cette marâtre que leur avait été la Russie (3), reconnus et rétribués par ces persécutions — ajoutons tout cela et nous aurons une image exacte du rôle joué dans la préparation de la défaite et de la destruction de l'immense empire russe par la chasse aux Juifs, établie en panacée politique.

III. *L'exemple de l'armée de Denikine, de la Pologne et de la Roumanie.* — On peut encore tirer un précieux enseignement de l'histoire de l'aventure du géné-

(1) Id. p. 23

(2) V. discours du député socialiste Tchenekeli, à la Douma, séance du 16 Juin 1916 (*Jews and the War*, p. 55).

(3) V. entre autres une étude comparative des sacrifices des Juifs et russes et des persécutions subies par les premiers au cours de la guerre dans la brochure de M. Jahrlum : *Les juifs russes et la guerre* Paris 1916.

ral Denikine, des événements polonais de l'été 1920, de l'affaissement économique de ce pays et de celui de la Roumanie :

Dans le premier cas on a vu des troupes presque fraîches, se ravitaillant dans ce grenier d'abondance qu'est la Russie du Sud, soutenues et aidées par les Etats occidentaux, encouragées par les acclamations de tous les pays antibolchevistes, aller d'avance en avance vers le Nord, vers Moscou. Mais en arrivant dans les parties de l'ancien Empire peuplées par les Juifs, les soldats ont été intoxiqués par la propagande antisémite, empoisonnés par la lecture des extraits des faux « Protocoles des Sages de Sion », affolés par la croyance dans les ineptes accusations de cet écrit. Ils se lancèrent sur les Juifs, les massacrèrent, pillèrent leurs biens et d'une armée en guerre devinrent des bandes de pillards indisciplinés, que les bolchevistes n'ont pas eu de difficulté à détruire complètement.

Dans le deuxième cas les troupes polonaises après leurs premières victoires en Ukraine et en Russie blanche se mirent à massacrer les Juifs et furent facilement refoulés peu après. Aussitôt les nouvelles de leurs premiers pogromes reçues, toute la presse juive avait prévu leur défaite comme une chose naturelle, fatale.

Dans le troisième cas, celui de l'affaissement économique de la Pologne, et on peut en dire autant de la Roumanie, il est clair pour tous ceux qui connaissent les conditions économiques et l'organisation des couches sociales de ces deux pays, que la crise économi-

que qu'ils traversent, malgré l'immense richesse de leur sous-sol en produits de toute première utilité, a pour principale raison le fait de l'exclusion des Juifs de la grande activité économique eux qui dans ces pays représentent le seul élément actif et capable dans les domaines de la grande production et de la distribution des richesses.

Si dans ces pays la presse cessait de remplir ses colonnes d'injures, d'accusations calomnieuses, et d'appels à la vengeance pour la mort de Jésus de Nazareth (1), et si le boycottage économique cessait d'être le mot d'ordre, soutenu par tout ce qu'on appelle l'opinion publique, si, enfin, on permettait aux Juifs d'appliquer librement leur expérience commerciale indéniable, la Pologne ne verrait pas aujourd'hui son change aussi bas, et ne serait pas menacée d'une catastrophe, de laquelle elle ne sera pas la seule à pâtir. Il en est de même de la Roumanie. La situation intérieure des nouveaux Etats baltiques, qui sont beaucoup moins privilégiés au point de vue des richesses naturelles que les deux Etats mentionnés, est infiniment meilleure. Là aussi le sentiment populaire a conservé du temps des Tsars des préventions anti-juives. Mais leurs gouvernements et leur presse s'occupent d'autre chose que de souffler sur la cendre qui commence à couvrir le feu à peine éteint. Dans ces pays les Juifs ne sont pas persécutés, du moins volontairement, officiellement et ils travaillent pour le bien de tous. Aussi la Lithuanie

(1) Voir la « Grande Presse » de Varsovie des Pâques 1919 et 1910.

et l'Esthonie n'ont elles eu depuis leur constitution aucune guerre et paraissent-elles présenter plus de stabilité et partant moins de danger au point de vue du droit international public. On peut en dire autant de la Tchéco-Slovaquie.

§ 2. — Influences directes.

I. *La confiance dans le droit.* — Nous avons étudié l'importance du facteur confiance dans la vie du droit en général et du droit des gens en particulier.

L'attention que le droit des gens prête à la question juive est-elle susceptible d'engendrer cette confiance ?

Il y a de par la terre plus de 12 millions de Juifs qui regardent agir le droit des gens, et ne peuvent s'empêcher de voir qu'eux-mêmes ou leurs frères ne sont pas traités sur le pied d'égalité avec les autres peuples. Ils voient les groupements nationaux ou religieux chrétiens de l'Asie protégés depuis des siècles ; ils voient qu'à la moindre violation des droits de ces groupements, l'opinion publique des grands Etats s'émeut, les pouvoirs agissent, des protestations s'élèvent, des représentations diplomatiques et des manifestations de forces armées sont faites pour mettre fin aux actes répréhensibles ; les Juifs voient l'Europe intervenir même pour protéger les criminels marocains contre les peines inhumaines qu'ils subissent, et ils se demandent pourquoi les pogromes de Russie, la destruction systématique des Juifs de Russie et de Roumanie par la négation de leurs droits, n'ont jamais provoqué même des

interventions platoniques de la diplomatie.

Les Juifs voient le droit international abolir l'ancienne coutume de l'amnistie pour fait de guerre dans le but de donner à l'opinion publique la satisfaction de voir punir certains crimes commis par certains belligérants, ils voient l'opinion publique des grands Etats réclamer des punitions exemplaires pour les moindres atteintes aux droits humains de leurs citoyens, et ils se demandent pourquoi aucune voix ne s'est élevée pour réclamer même la mise en accusation d'un Denikine ou de ses sous-ordres pour avoir fait massacrer 150.000 Juifs et déterminé la ruine d'un million d'autres ; ils se demandent comment réconcilier le fait des procès de Leipzig avec celui de l'admission libre des officiers pogromistes dans les Etats occidentaux dans lesquels, fortune faite, ils viennent s'établir.

Voilà bien la fissure par laquelle le doute peut s'introduire et atteindre plus de dix millions d'habitants de tous les pays. Car les Juifs ne sont-ils pas justifiés de se demander si ce qu'on appelle « droit international » n'est en fait qu'un masque qui couvre des ambitions nationalistes, et qu'on néglige de mettre lorsque l'intérêt ne le demande pas, ou le déconseille.

II. *La foi dans le progrès et l'attachement aux idéals humains.* — Un autre facteur de stabilité internationale (et aussi nationale) est la foi dans la civilisation et dans le progrès. Lorsque les hommes ont cette foi, ils ne cherchent pas le bonheur immédiat dans les bou-

leversements foudroyants et violents. Ils travaillent et voient venir.

Les Juifs peuvent-ils avoir cette foi lorsqu'ils voient leurs frères massacrés en 1905 et en 1919 comme ils le furent en 1648, 1348 et 1098? Peuvent-ils croire au progrès, lorsque la même accusation de crime rituel, qui est lancée contre les Juifs depuis près de dix-sept siècles, c'est-à-dire depuis qu'elle a cessé de l'être contre les chrétiens, subsiste toujours, provoque toujours de nouveaux procès et fait de nouveaux martyrs, grâce au soutien que ces accusations trouvent dans les pays les plus civilisés? (1).

Les Juifs peuvent-ils ne pas mettre en doute le changement qu'on affirme s'être produit dans la conscience des hommes depuis quelques siècles, lorsqu'ils voient, qu'au moment où le monde traverse une grave crise économique et psychologique, dont les causes ne sont pas si difficiles à démêler, on lance contre eux l'accusation de l'avoir volontairement déterminée dans le but de détruire le monde (2)? Peuvent-ils s'empêcher de comparer cette accusation avec celle lancée en 1348, que les Juifs répandaient la peste noire en empoisonnant les puits, ou avec l'antique accusation de meurtre d'enfants chrétiens aux époques où les vols d'enfants

(1) V. Albert Monriot : Le crime rituel chez les Juifs, Paris 1914. L'auteur prouve l'existence de ces crimes, d'après les témoignages arrachés par la torture aux accusés du moyen-âge. V. aussi : le procès Beilis, Kief 1912.

(2) Voir les « Protocoles des Sages de Sion » traduites dans toutes les langues, 3 traductions en France.

étaient fréquents, et de se demander si vraiment il y a quelque chose de changé dans la mentalité des hommes, où bien s'il n'y a qu'un déplacement peut-être provisoire de la naïveté et de la méchanceté humaine ?

Ce doute une fois créé, peut on exiger que des hommes qui en ont été atteints à la vue des méfaits des autres puissent se consacrer au travail paisible et créateur de progrès, sans penser à accumuler des réserves pour les mauvais jours, qui peuvent arriver subitement, sans songer, comme dit une femme écrivain de race juive, que « la meilleure revanche sur la réalité c'est de frapper monnaie avec son idéal » (1) ?

Comment peut-on demander aux Juifs les mêmes sacrifices pour les idéals humains, lorsqu'ils savent bien que, le sacrifice consommé, ils ne cesseront pas d'être injuriés, traqués, persécutés ? Comment pouvait-on demander, par exemple, aux Juifs de Russie de ne pas désirer si ardemment la chute de l'ancien régime, lorsqu'au même moment, où près de 750.000 jeunes Juifs partageaient dans les tranchées les souffrances de toute l'armée russe, leur honneur était trainé dans la boue, leurs familles étaient expulsées de leurs maisons, pourchassées de ville en ville, à pied ou dans des wagons à bestiaux ? Voici une lettre significative lue par le député Fridman à la tribune de la Douma d'Empire. Elle a été écrite par un Juif qui, naturalisé aux Etats-Unis, revint en Russie aussitôt la guerre déclarée pour s'engager

(1) Myriam Harry.

dans l'armée. Il perdit son bras et fut renvoyé à sa famille qui habitait près de Riga.

« J'ai risqué ma vie, et si cependant j'ai débarqué à Arkhangel c'était parce que j'aimais ma patrie plus que ma vie, ou que la liberté américaine dont il m'était permis de jouir. Je suis devenu soldat et j'ai perdu mon bras presque jusqu'à l'épaule. J'ai été ramené dans le « gouvernement » de Courlande. A peine arrivé à Riga, j'ai rencontré à la gare ma mère et mes autres parents qui venaient d'arriver là-bas et qui, *le même jour*, avaient été obligés d'abandonner leur foyer par ordre des autorités militaires. Dites à ces messieurs de la droite que je ne pleure pas mon bras perdu, mais que je regrette profondément le respect humain dont je jouissais en pays étranger et qui m'est refusé ici. » (1).

Voilà comment on fait des antipatriotes et ensuite des révolutionnaires. Max Nordau, dans un opuscule qui s'appelle « La conscience européenne », raconte l'histoire d'un raisonneur paisible, devenu anarchiste en lisant les nouvelles des pogromes en Russie.

Comment aussi demander de l'attachement à une patrie et aux idées vitales des collectivités humaines à des millions d'hommes poussés au vagabondage ininterrompu à travers le monde ?

III. — *Influences analogues sur les non Juifs.* — Les Juifs ne sont pas les seuls à être frappés de ce doute nuisible à la vue de leurs souffrances et du man-

(1) Interpellation du député Fridman dans *Jews and the War*, p. 50, (traduit de l'anglais par E. C.)

que d'empressement que le monde montre pour les faire cesser. Des non Juifs aussi en sont atteints. On ne peut pas indéfiniment faire la guerre à la Turquie pour défendre les chrétiens et en même temps laisser massacrer les Juifs par les chrétiens, sans provoquer dans les esprits libres du monde non-juif des doutes sur la justice d'une pareille différence, doute qui, de degré en degré, se développe en un doute général sur la justice internationale.

Le député caucasien Tchékhéidzé prononça le 16 août 1915 à la Douma d'Empire le discours suivant (1) :

« Cette guerre est dite une guerre de liberté, de fraternité et d'égalité, mais quelle justice y a-t-il à rendre une nation toute entière responsable des crimes de particuliers, en admettant même que pareils crimes aient été perpétrés ?

» Au nom de quelle vérité la calomnie de Kouji (2) est-elle publiée dans le Journal Officiel ? Au nom de quelle vérité les différentes publications périodiques sont-elles forcées de publier cette communication sous peine d'amende ?

« Quelle est la justice qui demande qu'un volontaire

(1) *Jews and the War*, p. 53 (traduit de l'anglais par E. C.).

(2) Les habitants juifs du village de Kouji ont été officiellement proclamés coupables d'avoir cachés des soldats allemands dans leurs caves. L'enquête de la commission parlementaire, dont firent partie Fridman et Kerensky, démontra que sur 4 caves existant dans les villages, 2 appartenaient aux chrétiens, et les deux autres n'étaient que des trous ou un seul homme ne pouvait se cacher.

plusieurs fois blessé soit expulsé dans les 24 heures, quand il essaie de trouver en Russie un endroit où il pourrait soigner ses blessures ?

« Au nom de quelle humanité est-il prohibé de remettre de la nourriture aux réfugiés russes enfermés dans des trains de marchandises ? Au nom de quelle fraternité une partie de l'armée est-elle attisée contre une autre, contre les soldats juifs, qui se trouvent dans les tranchées côte à côte avec tous les autres soldats ?

« Nous accusons les allemands de violer les lois de la guerre, de se servir de gaz asphyxiants et de mutiler les prisonniers. Des actes pareils ne peuvent provoquer que de l'indignation et des protestations. Qu'ils restent une flétrissure sur les classes dirigeantes de l'Allemagne ! Mais, messieurs, au nom de quelles lois de l'humanité des ordres sont-ils donnés à l'armée russe de pousser les pacifiques populations juives devant les troupes et de les exposer au feu ?

« Au nom de quelles lois de l'humanité des Juifs, sujets russes, sont-ils pris comme otages, jetés dans les prisons, torturés et fusillés ? »

« Nous dénonçons les Allemands pour avoir détruit Louvain et la cathédrale de Reims, mais je vous demande, au nom de quels principes éthiques ou esthétiques une femme Juive, qui cherche à se sauver dans une synagogue, y est-elle violée ? ».

Cette série de questions n'a pas de réponse. Une fois qu'on se les a posées l'esprit ne peut aboutir qu'à regarder le renversement du régime coupable de ces

crimes, puis de l'ordre existant, comme le but suprême pour l'obtention duquel tous les moyens sont sacrés.

IV. *Les Juifs et le mouvement bolcheviste.* — On a fait grief aux Juifs d'avoir participé au mouvement bolcheviste. Nous n'allons pas discuter la vérité des deux affirmations qui, il y a à peine trois ans, firent le tour du monde, et dont la première était, que tous les bolchevistes étaient des Juifs et la seconde, son corrélaire naturel de par les lois de la logique populaire, que tous les Juifs étaient des bolchevistes. Nous croyons inutile de démontrer, même chiffres en mains, l'inexactitude de ce que la logique populaire accepte comme vérité absolue. Pour tous ceux qui connaissent les souffrances des Juifs, il restera vraiment étonnant, inexplicable qu'ils n'aient pas adhéré tous, sans exception, à ce mouvement, dont le but immédiat était de renverser définitivement l'ordre politique et social, qui les a tant fait souffrir, et qu'en Russie même seulement une infime minorité de la jeunesse juive se soit consacrée à son succès.

Ce qui nous intéresse, ce sont les raisons pour lesquelles ce mouvement si dangereux pour l'ordre public international, a pu naître et pour lesquelles la minorité Juive mentionnée y a adhéré.

Le Bolchevisme a conquis la Russie, parce qu'il est, au même degré que le christianisme du 1^{er} siècle, bien qu'avec un but différent, une religion des pauvres, et qu'à ce titre il devait trouver son plus grand nombre

d'adeptes là où les pauvres, les malheureux et les opprimés étaient le plus nombreux.

Si l'Europe était intervenue en Russie dès le début du siècle actuel pour déterminer un changement de régime, la révolution de 1917 et partant celle de 1918 auraient été évitées. Si l'Europe était intervenue en Russie pour empêcher les massacres et l'oppression des Juifs dès leur début, la jeunesse juive n'aurait pas eu tant de raisons pour prêter à la révolution bolcheviste le concours de son intelligence, de son idéalisme, de son enthousiasme actif et de la tendance à chercher le bonheur du monde, qu'elle a hérité de ses ancêtres lointains. Si le droit international avait commencé assez tôt à élaborer une solution radicale, définitive de la question juive, les souffrances de ceux-ci ayant pris fin, ils n'auraient pas continué à attendre leur salut de bouleversements révolutionnaires, et leurs migrations étant réduites à la circulation humaine naturelle, ils n'auraient plus servi de véhicule aux idées extrémistes, qui germent dans l'un ou l'autre coin de la terre.

V. *Les Protocoles des Sages de Sion*. — L'irrégularité de la situation des Juifs peut encore présenter des dangers pour la paix du monde par certains mouvements psychologiques qu'elle est susceptible de provoquer.

Lors de la peste noire de 1348, le crédit accordé par les peuples d'Europe aux bruits d'empoisonnement des puits par les Juifs, a certainement empêché toute recherche de moyens de prophylaxie. En effet, les Juifs

qui voyaient les causes de l'épidémie ailleurs en ont souffert beaucoup moins. L'explication du fléau par un crime juif a coûté à l'Europe la moitié de ses habitants.

Ce fait a failli se répéter de nos jours.

La guerre avait laissé le monde entier épuisé et malade. Les événements ultérieurs ont amené une crise économique grave, dont il a été aussi difficile de déterminer les causes, que d'établir les responsabilités. Expliquer la crise par un crime juif a paru plus facile à certains esprits. On (1) sortit de la poussière de l'oubli, un livre écrit au début du siècle pour l'usage du Tsar de Russie, on le traduisit dans presque toutes les langues européennes et on le répandit en des millions d'exemplaires, sous le nom de « Protocoles des sages de Sion ».

Ce livre, qui est le produit d'emprunts fait par un ancien juge de paix russe, Serguey Nilus, dans un roman allemand de 1868 (2) et dans un livre français écrit contre Napoléon III (3), est représenté comme la collection des procès-verbaux d'un congrès tenu à Bâle en 1897, par la ligue clandestine et puissante des Juifs, dont le but est de détruire le monde chrétien en vue de s'emparer de ses richesses.

(1) Nous disons : « on » parce que personne ne sait par qui ce livre a été introduit en Europe occidentale. Les premières éditions, en anglais et en allemand ne portent aucune mention des traducteurs.

(2) Sir John Retcliffe (pseudonyme de Hermann Goedsches : « Biarritz », roman en 4 parties, Berlin, 1868.

(3) Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu, par un contemporain, Bruxelles 1864.

Tel quel, et lorsqu'on avait la patience de le lire en entier, ce livre ne pouvait avoir aucune influence sur des lecteurs complètement sains d'esprit. Il dépassait trop la mesure ; ses accusations étaient trop touffues, trop lourdes, trop graves et aussi trop puériles. Car accuser, par exemple, les Juifs d'avoir fait construire les chemins de fer souterrains pour pouvoir au moment propice en remplir les passages de dynamite et faire sauter les villes (1), c'est jeter une ombre de ridicule sur toutes les autres accusations de la collection.

Mais découpés, triés et servis avec des commentaires appropriés dans des articles de presse, ces protocoles commençaient à créer dans le monde entier un état d'esprit de méfiance, d'affolement. Nous avons mentionné les résultats de cette propagande en Ukraine. L'Europe occidentale et l'Amérique commençaient à s'en ressentir elles aussi (2), lorsqu'un collaborateur du Times (3) ayant trouvé par hasard le « Dialogue aux Enfers » fut frappé de sa ressemblance avec les « Protocoles ». Il est difficile, certes, de dire ce qui se serait passé, si le « Dialogue » n'avait pas été découvert, ou si l'auteur des « Protocoles » avait été plus adroit. Mais le commencement d'inquiétude qu'on pouvait

(1) V. les Protocoles, édit. de la Vieille France, Paris, 1920, p. 37 in-fine.

(2) V. par exemple : Th. Joran, Intervention dans la discussion sur la Palestine à la Société de Sociologie de Paris, Revue internat. de Sociologie, Paris 1921, p. 389 et s.

(3) V. Times 16-18 août 1921. Le Times fut le premier journal qui prêta attention aux « Protocoles », v. n° du 8 mai 1920.

observer dans l'opinion publique au début de l'été de 1921 était susceptible de faire voir l'avenir sous des couleurs sombres.

Si la question juive ne trouve pas de solution radicale, si la situation reste telle qu'elle, ce genre d'accusations se répètera encore, et, mieux combiné, pourra réussir à créer un état de complet et universel affolement, dont les Juifs ne seront pas les seuls à souffrir.

CHAPITRE II

Causes de la Question Juive

En résumé, la question juive se présente ainsi : il y a sur la terre de 10 à 13 millions d'hommes, dispersés dans tous les pays, constituant dans tous les pays des minorités plus ou moins faibles, trop découragés par leur passé d'exilés pour pouvoir se défendre, affirmant obstinément constituer une nation à part et n'arrivant pas pour diverses raisons à s'assimiler complètement à leur milieux respectifs. Ils souffrent de persécutions, de massacres ; leur liberté individuelle n'est pas aussi complète que celle des autres hommes ; leur liberté collective est très restreinte ; ils sont victimes d'injustices de toute sorte, et cette situation pèse lourdement sur la paix publique intérieure et internationale.

Les persécutions subies par ces millions d'hommes ne sont pas limitées dans le temps et l'espace. L'expé-

rience bimillénaire nous enseigne, que lorsque les Juifs persécutés dans un pays le quittent et émigrent dans un autre pays, plus libéral, la haine contre eux les suit.

Jusqu'ici la question juive que chaque pays a essayé de résoudre individuellement, en ce qui le concerne, n'a fait que se déplacer ; elle n'a pas été résolue.

Pour cette raison d'abord et encore parce que tous les pays n'arrivent pas à comprendre l'intérêt qu'ils ont à trouver, ou du moins, à chercher à cette question une solution radicale et conforme au droit, la question juive cesse d'être un problème de politique interne et devient un problème de droit international. Celui-ci, en vertu de tous ses principes fondamentaux, se voit obligé d'intervenir pour guider les divers pays, où une question juive existe à l'heure actuelle et souvent aussi pour les forcer à adopter les mesures qu'il croit nécessaires.

Pour étudier ce que le droit international peut faire en la matière, essayons de démêler les causes de la question juive.

La curiosité humaine, la bonne volonté de chercher les moyens d'arrêter les souffrances des juifs et très souvent aussi le désir de leur trouver une justification, ont amené beaucoup d'auteurs, depuis Appion jusqu'à nos jours à s'occuper de ces causes. Diverses théories ont été créées, dont deux seulement sont restées debout : la théorie de la lutte des races, théorie moderne chancelante, presque détruite, et la théorie ethnologique.

Une troisième théorie, économique, est soutenue par les socialistes nationaux juifs (Poalé Zion).

SECTION I

Théories à éliminer

§ 1. — Théorie de la lutte des races.

Après avoir réduit à néant les théories de tous ses devanciers dans le domaine de la philosophie de l'histoire, Goumplowitch a établi comme base de l'histoire la lutte des races (1). Ses disciples ont essayé d'expliquer la situation des Juifs par cette théorie (2), qui se résume en ceci, qu'entre les diverses races il y a une lutte perpétuelle pour la domination du monde. Nous trouvons une étude frappante, concise, foudroyante de l'application de cette théorie à la question juive dans la préface d'Edmond Picard à une collection d'opinions sur les Juifs (3).

L'antisémitisme, dit Edmond Picard, n'est pas une question religieuse. Il est une forme de lutte « ininterrompue, tenace, grandiose, inéluctable (*sic*) entre les

(1) L. Goumplowitch : La lutte des races, trad. Ch. Bay, Paris 1893. Renan aussi a eu cette idée, mais l'abandonna.

(2) B. Lazare l'a adoptée lui aussi. V. l'Antisémitisme 1894.

(3) François Bournand : Les Juifs et nos contemporains. Paris.

racés arienne et sémitique. Ce conflit forme la trame de l'histoire de l'Asie antérieure et du Nord de l'Afrique, tous les pays de Sem.

« Déjà aux origines la fable s'en occupe ; cette Atlantide disparue dans les flots, au-delà des colonnes d'Hercule, ne laissant d'autres vestiges que les archipels des Açores, de Madère... Platon ne la disait-il pas habitée par les descendants d'Atlas, fils de Neptune, ancêtres des Phéniciens sémites, disputant aux Athéniens aryens la domination du monde méditerranéen ? ».

« Au VI^e siècle avant l'ère chrétienne ce sont les guerres médiques, jetant sur l'Europe symbolisée par la Grèce, l'Asie conduite par Xerxès...

« C'est au IV^e siècle Alexandre le Grand menant la Grèce à la conquête de l'Asie, reprenant les guerres médiques en sens inverse. Non pas que les humains de cette époque se rendissent compte du caractère véritable du phénomène, mais ils le continuaient *inconsciemment* en son *infaillible évolution* de luttes de races.

« Au III^e siècle, c'est Rome grandissante remplaçant la Grèce amoindrie et détruisant comme finale des trois guerres puniques, Carthage et sa domination maritime : le *delenda Carthago* de Caton fut le mot d'ordre de l'antisémitisme de cette turbulente époque. »

Puis, les siècles suivants, ce sont les campagnes de Rome pour la domination de la Méditerranée. « Jérusalem est détruite par Titus ».

« Quand Mahomet concentra tout le sémitisme dans l'unité de sa religion, c'est de nouveau le retour offensif

de l'ennemi héréditaire... Charles Martel arrête, non sans peine, le torrent à Poitiers ».

Et ainsi de suite. Le refoulement des Sarrazins par Charlemagne, les neuf Croisades, dans lesquelles « l'Europe dans son ignorance restreignait aux étroites proportions de croyance, la mission historique qu'elle continue et qui, répétons le sans cesse, n'est que la lutte des races ». Puis de nouveau l'Orient revient à la charge. « Mahomet II prend Constantinople et le Sémite mené par les conquérants turcs s'empare des Balkans » et atteint Vienne. Les Turcs repoussés, « la lutte s'établit alors sans interruption dans la Méditerranée tantôt sous forme de guerre, tantôt sous forme de piraterie. Au XVI^e siècle, Charles Quint débarque à Alger et à Tunis. Don Juan d'Autriche combat et vainc à Lepante. Les Chevaliers de Malte, après les Chevaliers de Rhodes sans trêve bataillent les corsaires barbaresques... Au XIX^e siècle Navarin recommence Lepante. Le lent retrait du Sémite vers l'Asie et l'Afrique se poursuit, ce retrait qui... apparaît comme *la loi même de l'Histoire*. Le Sémite est subjugué et recule. »

« Ce long, tragique et significatif chapelet d'événements, posé sur le temps comme les bouées sur un fleuve, n'est pas achevé. On peut prévoir qu'il se continuera jusqu'au rejet complet du Sémite de notre civilisation. Il se continuera malgré tous les raisonnements humanitaires, et tous les rêves philanthropiques.

« La haine des Juifs n'est qu'un côté, un épisode de cette lutte entre les deux races. Vainement on tente des

apaisements. Une force plus persistante que les théories agit et maintient le conflit racique. »

Que faut-il penser de cette théorie, dont les Protocoles des Sages de Sion ne forment qu'une suite naturelle ?

Tout d'abord elle est dangereuse. Dire qu'entre les races il existe un antagonisme fatal, une lutte *inéluclable* c'est abandonner et obliger tous les hommes à abandonner l'espoir d'une paix tant soit peu durable. Cette théorie, comme tout fatalisme, supprime la possibilité même du progrès. A quoi bon les traités de paix entre deux nations, à quoi bon nouer des relations internationales plus ou moins amicales, puisqu'il y a et il y aura toujours entre elles la barrière naturelle, indestructible d'une force fatale, qui dans l'avenir, peut-être rapproché, les jettera l'une contre l'autre dans une guerre effroyable, dont elles ne pourront pas sortir vivantes toutes les deux ?

Cette théorie contient, d'autre part, la justification, l'excuse, l'absolution préalable de toutes les violences, de tous les crimes, puisqu'ils sont expliqués par la fatalité ; Goumplowitch avait le pressentiment du danger. Il se demandait ce qui arriverait « si les connaissances nouvelles contenues dans son ouvrage allaient tomber sur la passion humaine, prompt à prendre feu, qui s'emparera de maintes phrases du livre pour justifier des tendances odieuses (1) ». Mais il repoussait mélanco-

(1) Op., cit. préface p. IX et suiv.

liquement le scrupule en se souvenant que c'est « le sort des doctrines les plus sublimes qui aient été enseignées à l'humanité et au nom desquelles la méchanceté et la perversité humaines ont fait couler des torrents de sang ». Mais si toutes les belles inventions de l'esprit humain, les doctrines religieuses, comme les découvertes scientifiques peuvent bien être utilisées par « la passion liée à l'infamie », comme dit Goumplowitch, elles n'ont cependant pas l'infamie et le crime pour unique utilisation possible, tandis que cette théorie de la lutte des races ne peut servir qu'à envenimer des conflits et à perpétuer des préjugés pernicioeux.

D'autre part, les doctrines religieuses, sont au moins belles, les découvertes et hypothèses scientifiques sont au moins exactes, vraies, ou se rapprochent de la vérité, et leur beauté ou leur vérité peut à la rigueur faire oublier les souffrances qu'elles peuvent occasionner, tandis que cette théorie de lutte des races est foncièrement fausse. Il n'y a pas plus lutte des races, qu'il n'y a lutte de classes ; du moins il n'y en avait pas avant l'invention du mot. D'ailleurs, le premier terme semble n'être que le contre-pied du second. Il semble avoir été engendré par suite de la consonnance des expressions, L'histoire des idées est pleine de ces phénomènes de création de fantômes d'idées par suite d'une coïncidence acoustique.

Quoiqu'il en soit nous répétons que la théorie d'une lutte des races, base de l'Histoire, est fausse. Les luttes que nous voyons dans l'Histoire n'existent que rarement

de race à race. Dans les grands troupeaux d'hommes qui s'en vont conquérir d'autres, il n'y a pas toujours que des hommes de même race. Pour que cette théorie puisse tenir contre la critique, il faudrait que jamais guerre n'eût lieu entre collectivités de même origine racique. Or, il n'en est pas ainsi. La plupart des guerres se font entre peuples de même race et de la même famille, pour la plus simple raison qu'ils ont plus de chances de se trouver en rapport de voisinage. Les Arabes pour devenir la grande masse qui envahit l'Espagne et la France, ont dû forcer la soumission de tous les peuples sémitiques qu'ils trouvèrent sur leur chemin. Rome pour devenir le formidable empire qu'il était dès avant les guerres puniques et asiatiques, a dû forcer l'épée à la main les peuples aryens de l'Italie et de la Grèce à marcher avec lui. Il en fut de même d'Alexandre le Grand. Toute l'Histoire de l'Europe n'est qu'une kyrielle de guerres entre peuples aryens.

La vérité est qu'il y a lutte partout et toujours ; c'est l'ancienne *bellum omnia contra omnes*. Il y lutte entre frères pour un sourire de leurs parents, entre membres de la même famille pour un héritage, entre voisins pour un mur mitoyen, entre habitants du même village pour un champ de pâturage, entre concitoyens pour le pouvoir et entre deux nations pour une mine de fer ou la préséance d'ambassadeurs. Il y a lutte partout et toujours par jalousie, par convoitise, par ambition, par désir d'enrichissement, de domination, ou simplement pour le pain quotidien.

De temps en temps une certaine communauté d'intérêts ou d'idées groupe les hommes en petits ou en grands cercles, qu'en dehors de la lutte individuelle entreprennent une lutte collective. A des intervalles très espacés une idée-force incarnée ou non par un homme doué d'une puissance d'influence extraordinaire, empoigne les hommes, les agglomère, comme l'avalanche de neige agglomère tous les cailloux, sans distinction, qu'elle trouve sur son chemin, et les entraîne vers une lutte formidable, où le sort du monde est en jeu. C'est dans ces cas rares, seulement, qu'on aurait pu trouver des exemples de luttes de races, si en fait ces armées de conquête n'englobaient dans leurs mouvements de spécimens des races les plus diverses.

La lutte des races est donc un mythe. D'ailleurs, ce n'est que par des exemples contraires à la vérité qu'on peut démontrer la lutte de la race aryenne avec la race sémitique. Les soldats de Xerxès étaient des Mèdes, c'est à dire des ariens. A Carthage les chefs seuls étaient des Sémites. Les turcs sont des Mongols et l'ont toujours été.

Quant à l'application de la théorie à l'explication de la question juive nous nous bornerons à dire ceci :

L'accusation lancée par les auteurs des « Protocoles » des Sages de Sion » et leurs prédécesseurs, comme quoi les Juifs luttaient pour la conquête du monde, étant fausse, il reste que dans la question juive la lutte est unilatérale. Or, une lutte est bilatérale par définition. Unilatérale elle s'appelle oppression et est contraire au droit.

§ 2. — Théories Ethnologiques.

A. — Théorie classique.

La théorie ethnologique classique explique devant les couches intellectuelles et justifie devant l'opinion populaire le mauvais traitement des Juifs par l'infériorité de leur race. Le mot infériorité que nous employons est un euphémisme très aimable en comparaison avec les termes employés par les auteurs anti-juifs. Ils attribuent aux Juifs tous les vices humains : la bassesse, la lâcheté, l'égoïsme poussé jusqu'aux dernières extrémités, le sens pratique dégénéré en bas matérialisme, etc., etc... Ajoutons encore la haine des chrétiens et la tendance à l'accaparement des biens matériels et du pouvoir, dont parlait si souvent Drumont, et nous aurons l'explication de tous les maux qui ont atteint les Juifs dès avant la destruction de Jérusalem.

La méthode employée pour déduire cette théorie est à la portée de toutes les intelligences. On découpe dans les annales sociales des cas où les actes de Juifs ou d'anciens Juifs sont en conflit avec la loi ou avec la morale, on compose une longue liste de ces cas, qu'on met devant le public en lui disant : voyez ce que sont les Juifs, des banqueroutiers, des auteurs de coups de Bourse, des bandits des grandes voies ferrées, des usuriers, des profiteurs ; ils sont tous riches, à preuve : un tel ; ils tiennent le gouvernement dans leurs mains, par exemple, MM. X. Y. Z.

Cette théorie, telle quelle, ne mériterait même pas qu'on s'y arrête dans un travail tant soit peu sérieux. Malheureusement c'est elle qui se trouve la plus accessible au grand public ; elle porte ses fruits et sert encore aujourd'hui de pierre angulaire à ce que nous retrouverons plus tard sous le nom d'antisémitisme. Que faut-il en penser ?

Tout d'abord, pour démontrer qu'un peuple est plus vil que tous les autres, il ne suffit pas de démontrer sa bassesse, mais il faut encore établir la supériorité des autres. Or, par la méthode ci-dessus on peut démontrer la bassesse de n'importe quel peuple. Cette méthode de coupure de faits divers peut d'ailleurs servir à démontrer n'importe quoi.

Mais laissons ces sphères inférieures pour nous élever à la discussion de la valeur scientifique de la théorie elle-même, car dans certains pays (1) elle a été présentée comme une théorie scientifique par de savants et de philosophes, comme Schopenhauer et autres.

Que savons nous d'exact sur les qualités et les défauts des corps collectifs ? Rien ou presque rien. Les sciences sociologiques sont encore trop jeunes pour qu'on puisse dégager des connaissances qu'elles ont eu le temps d'acquérir une théorie tant soit peu rapprochée de la vérité. Les essais d'établir le type physique moyen des groupes humains par la superposition de photographies de leurs membres sont encore à leurs débuts.

(1) On ne peut en dire autant des pays latins, ni anglo-saxons.

Comment alors vouloir établir dès maintenant leur type moral ? Les observations recueillies sont insuffisantes ; les instruments font défaut. Nos connaissances des sociétés se basent actuellement sur les observations de voyageurs, d'écrivains, de poètes. Les peuples sont instruits par les journalistes. Ce n'est pas assez, c'est même très peu. Les grands maîtres de la sociologie en sont encore à l'étude des corps simples, des communautés peu différenciées, peu complexes, des pays barbares.

Personnellement nous pensons, et des séjours prolongés dans divers pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie nous ont confirmé dans cette pensée, que les caractères des divers peuples ne présentent pas ces grandes différences qu'on croit. Il y a des différences en ce qui concerne l'intelligence et le tempérament, c'est à dire la façon de penser et d'agir ; quant au caractère les différences sont peu sensibles. A la base d'un peuple il y a l'homme. Or au point de vue du caractère les hommes se divisent en un certain nombre de types, qui se retrouvent dans tous les peuples, dans une proportion encore à établir, mais qui semble être sensiblement la même.

Quant à la division des hommes d'après leur tempérament, leur intelligence, leurs mœurs, leur mentalité, disons tout d'abord, qu'elle se fait non pas en nations, mais en latitudes et longitudes géographiques, en couches sociales. Les hommes appartenant aux mêmes couches sociales, bien que de peuples différents, ont la

même mentalité. La différence entre les peuples se manifeste seulement dans l'épaisseur des couches, qui n'est pas partout la même.

Ensuite, l'intelligence et le tempérament ne sont pas des facteurs immuables. Ils dépendent du milieu, se développent et dégénèrent avec lui. Ils dépendent aussi de l'âge des sujets. Deux groupes d'hommes de souches différentes, vivant un certain temps dans les mêmes conditions reçoivent au même âge la même couche de vernis social. Ils commencent par se ressembler et finissent par se confondre. Ainsi les Mongoles de Finlande et de Hongrie sont de parfaits Européens. Les Français du Canada ressemblent aussi peu aux Français de France que les Anglais du même pays à leurs frères des îles britanniques.

Pour revenir aux Juifs, que reste-t-il de la théorie ethnologique pour expliquer la haine contre eux ? Rien.

Le caractère ? Mais même si nous nous décidons à admettre l'existence d'un caractère spécial à chaque peuple, nous sommes obligés d'avouer que les moyens d'établir cette différence font défaut aux savants et à *fortiori* à la foule.

L'intelligence ? Mais les Juifs ont donné durant le dix-neuvième siècle, qui est le premier après leur admission à la civilisation européenne, des preuves innombrables de leur capacité à marcher au pas avec le progrès général. Ils ont donné de grandes forces dans tous les domaines de l'esprit humain. Ce n'est, d'ailleurs,

pas pour son intelligence qu'on aime un peuple, ni à cause de son défaut d'intelligence qu'on le hait.

Les mœurs, la mentalité, la façon d'agir ? Mais nous avons vu que celles-ci s'adaptaient au milieu. Les Juifs qui vivent en Europe depuis 20 siècles se sont fortement imprégnés des mœurs et de la mentalité de leurs milieux respectifs sous réserve des effets de la longue réclusion et des pérégrinations, qui ne sont pas encore totalement effacés. Dans les larges traits on peut remarquer des différences profondes entre les Juifs des divers pays et leur grande ressemblance avec leurs concitoyens respectifs. Les Juifs russes ont le même degré d'idéalisme, la même tendance à l'exaltation du sacrifice pour les idées humanitaires, le même amour pour le travail, la même simplicité et le même simplisme naïf que les autres habitants de la Russie. Les Juifs polonais ont la même vanité, la même présomption que les polonais non-Juifs. Les Juifs occidentaux ont le même sens pratique, le même attachement aux biens temporels de ce monde, la même complexité et le même sens aigu des réalités, que les non-Juifs de leurs pays respectifs. Dans un pays quelconque les Juifs d'un âge et d'une couche sociale donnée ont la même mentalité que les autres habitants du même âge et de même couche.

Rien n'est plus concluant à ce sujet que l'observation des Juifs nouvellement établis dans des pays neufs : Amérique, Australie, Afrique du Sud. Ils n'attendent même pas la seconde génération pour adopter jusqu'à la façon de penser des autres immigrés.

Nous dira-t-on que les Juifs ont une faculté spéciale d'adaptation, nous répondrons que c'est inexact. Sauf de rares exceptions, qui existent dans tous les peuples, tous les hommes ont cette faculté. Nous avons observé des Européens expatriés et nous avons remarqué, qu'arrivés dans un nouveau pays en groupe trop peu nombreux pour former une société à part, ils s'adaptent très vite. Dans le cas contraire l'adaptation se produit plus lentement, mais elle se produit quand même. En règle générale les classes aisées s'assimilent plus vite. La source de l'erreur est, peut-être dans le fait, que dans la liberté les Juifs, travailleurs et sobres, montent plus vite en rang social.

Quoiqu'il en soit, les Juifs s'adaptent. Dans chaque pays leur mentalité se rapproche sensiblement de la mentalité des autres habitants. Si dans un pays les Juifs ont une mentalité peu agréable, c'est parce que la mentalité des autres habitants l'est aussi. Un pays a les Juifs qu'il mérite. On ne peut donc pas expliquer la haine des Juifs par la différence de caractère, d'intelligence et de tempérament. La question reste ouverte.

B. — Théories contemporaines

Dans l'ordre des explications ethnologiques de l'anti-judaïsme, deux nouvelles affirmations se sont produites tout récemment.

1° Les Juifs provoquent la haine contre eux par leur esprit de révolte inné.

2° Ils la provoquent encore par leur exclusivisme.

Ces deux affirmations créées ou du moins ressuscitées par l'esprit populaire sous l'influence de renseignements inexacts sur les événements russes ont trouvé leur forme littéraire dans un livre paru il y a quelques mois (1).

Les dangers qu'elles contiennent nous amènent à faire abstraction de la négation des différences profondes entre les peuples, exprimée dans les pages précédentes, et de discuter les deux affirmations ci-dessus comme si elles ne pêchaient pas par la base.

I. *L'esprit de révolte* (2). — Les Juifs, dit l'auteur et il le prouve par des citations d'innombrables ouvrages anciens et modernes, les Juifs possèdent et possédaient toujours un esprit de révolte nettement caractérisé, implanté dans leurs âmes individuelle et collective, esprit qui est la cause déterminante de toutes leurs actions depuis qu'ils existent. Les prophètes n'ont été que des révoltés, des fomenteurs de troubles. C'est par la continuelle révolte de ces prophètes que le judaïsme intégral a conquis et détruit « l'israélitisme », si on peut dire, modéré. Englobés dans l'Empire romain les Juifs se révoltaient en Cyrénaïque, à Chypre, en Mésopotamie, en Lybie, en Palestine.

Puis vint une accalmie, une trêve de révoltes qui dura 16-17 siècles. Au XIX^e siècle, l'éternel esprit de révolte, endormi pendant dix-sept cents ans, se réveille comme la Belle au Bois dormant et menace de nouveau

(1) G. Batault : Le problème juif, Paris 1921.

(2) Id. p. 103-156.

la tranquillité des sociétés bien organisées. Le bolchevisme n'est qu'une manifestation de cet esprit, la preuve : que la femme de Lénine est israélite. Le capitalisme international en est une autre manifestation. C'est un peu contradictoire, mais il en est ainsi.

Cette théorie découle de la regrettable tendance des hommes en général, et de la non moins regrettable habitude des intellectuels moyens de vouloir dégager des théories générales d'événements historiques, qui se passent sous les yeux, et que, partant, ils sont incapables de voir dans toute leur envergure.

Expliquer la révolution bolcheviste uniquement par un esprit de révolte naturel d'une partie des participants à ce mouvement, c'est traiter la vie du monde avec une trop grande légèreté. Comment, d'ailleurs, expliquer cet armistice de 17 siècles ? Une qualité naturelle héréditaire, peut-elle vraiment disparaître durant un temps si long pour recommencer à se manifester après ?

Cette théorie est aussi inexacte dans son fondement. Il n'y a pas de peuple révolutionnaire par essence. Les peuples n'ont pas d'esprit de révolte inné. Cet esprit peut animer un ou plusieurs individus aigris, mécontents, révoltés. Mais les individus de cette catégorie existent dans tous les peuples et dans tous les milieux sociaux.

Une multitude n'est atteinte de mécontentement que si, étant opprimée, elle est suffisamment intelligente pour avoir conscience de son état. Un peuple cultive la

révolte lorsqu'il souffre longtemps, et l'abandonne aussitôt que les conditions ont changé.

Les Juifs donnent au monde un grand nombre de mécontents, de mal adaptés, d'inadaptables, qui sont trop endurcis par la résistance à l'oppression pour entrer dans le moulage de la société ambiante et cherchent à transformer le moulage à leur mesure ? Rien de plus vrai, ni de plus naturel. La faute est à l'oppression, qui leur rend la vie impossible dans certains pays auxquels ils sont tout de même attachés, à l'obligation d'émigrer sans délai de préparation, à la difficulté réelle de s'adapter à un nouveau pays lorsqu'on y vient à un âge avancé et sans moyens. La seule vue des souffrances endurées par ses frères, des injustices qu'ils subissent, peut suffire pour créer dans l'esprit d'un Juif l'espoir de les voir disparaître dans un bouleversement général.

D'ailleurs, l'esprit de révolte existerait-il, qu'il ne suffirait pas pour expliquer la haine contre un peuple. Tous les peuples ont eu des révoltes. La France considère comme un des plus purs titres de sa gloire le fait d'avoir renversé à quatre reprises les régimes d'oppression. Dans ce pays la révolte est considérée de par l'instrument juridique, qui est à la base de son organisation sociale, comme « le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs (1). Hait-on la France pour cela ?

Si l'esprit de révolte pouvait être retenu comme cause du mauvais traitement des Juifs, comment expliquer l'harmonie dans laquelle Juifs et Arabes vécurent en

(1) Déclaration des Droits de l'Homme 1789, art. 35.

Espagne, et le bien-être relatif des Juifs d'Italie et de Hollande ? Si l'on explique ces derniers faits par l'assoupissement de l'esprit de révolte, alors comment expliquer les massacres des époques des Croisades et de la peste noire, l'exil de l'Espagne, du Portugal, de l'Angleterre ?

L'esprit de révolte aurait, au contraire, dû éveiller des courants d'admiration envers ce peuple, qui après 19 siècles d'exil a encore le courage de se révolter. Il faut rendre justice à M. Batault, qui une ou deux fois au cours de son exposé ne manque pas d'exprimer cette admiration. Quant à la cause de la question juive, il faut la chercher ailleurs.

II. *L'exclusivisme Juif*. — Cette théorie est moins jeune que la précédente. M. Batault qui la formule l'a puisée dans des sources très anciennes.

Elle se résume en ceci : les Juifs sont une nation exclusive. Leur Dieu leur appartient uniquement ; ils se croient supérieurs aux autres nations et s'emploient à préserver jalousement la pureté de leur race.

Pour démontrer cette théorie M. Batault fait défiler devant le lecteur une foule d'auteurs, dont il traite parfois les textes avec peu de pitié. Ce travail nous semble inutile.

Exclusifs ? Mais oui, les Juifs le sont. Mais quelle nation ne l'est pas ? L'exclusivité est une preuve capitale de l'existence d'une nation. Dans la nature elle est la preuve essentielle d'existence, par exemple pour les

éléments qui sans elle pourraient passer inaperçus. Quant aux corps sociaux, ils sont tous exclusifs au même degré, pourvu que les conditions soient les mêmes. Une nation heureuse, assez forte et équilibrée pour vivre en paix avec ses voisins, l'est peu ; mais aussitôt qu'une crise éclate, aussitôt qu'un danger se déclare, ou est sur le point de se déclarer, elle devient plus ou moins farouchement exclusive suivant la gravité des circonstances. Elle ferme ses frontières aux étrangers et à leurs commerce, se mue de libre-échangiste en protectionniste, regarde d'un mauvais œil les mariages internationaux, et établit un contrôle sur les étrangers. Des mouvements xénophobes se produisent. La nation défend son existence. Lorsqu'on est malade on ferme la porte aux visiteurs.

Le peuple Juif est en état de crise depuis longtemps, depuis presque toujours. Il est donc naturel qu'il soit exclusif depuis longtemps. M. Batault affirme que les Juifs étaient des exclusivistes même lorsqu'ils se trouvaient encore indépendants sur la terre d'Israël, et il appuie là-dessus la preuve de sa thèse que l'exclusivisme est un trait du caractère Juif. Le fait même est contestable. Aux moments de tranquillité et bonheur les Juifs cessaient d'être renfermés en eux-mêmes. Ce qui fait dire à l'auteur du dernier chant de Moïse (1) « Israël a engraisé et regimbé ». Les autres prophètes ne font que répéter le

(1) Deutéronome 32 : 15.

même reproche sous d'autres formes. Toutefois, si les Juifs ont tout de même créé une philosophie exclusive c'est parce qu'ils n'ont jamais été parfaitement et durablement heureux. La Palestine était un isthme entre le désert de Syrie et la mer Méditerranée. Leur pays étant un perpétuel champ de bataille, piétiné par toutes les armées européennes, asiatiques et africaines, qui ne finissaient pas de s'entrebattre, les Hébreux de l'antiquité ont subi non seulement leurs propres guerres, mais encore celles de tous leurs voisins entre eux. Toutes les grandes crises du monde antique se reflétaient sur eux. Leur exclusivisme, déterminé par le sentiment national exaspéré, était donc naturel. Si les Juifs ont connu l'exclusivisme avant les autres nations, c'est parce qu'ils ont eu une conscience nationale avant les autres.

L'exclusivisme juif est entré plus tard dans le domaine religieux parce que, déracinés de leur pays, toute la vie nationale Juive s'est confinée, s'est comprimée dans la religion. Lorsqu'après l'émancipation des Juifs les liens religieux se relâchèrent, l'exclusivisme des Juifs occidentaux tomba, mais ils cessèrent d'appartenir à la nation Juive. Les israélites ont raison de repousser, comme le fait M. Alsaticus (1), l'idée de leur exclusivisme.

Les Juifs, de leur côté, resteront exclusifs tant qu'ils seront persécutés et tant que la question Juive ne sera

(1) Une Découverte Antisémitte : « L'Exclusivisme Juif » dans l'Univers Israélite, Paris 1921, p. 680 et s.

pas résolue de façon à donner à la nationalité juive la possibilité d'exister et de se développer.

Quant à ce que les Juifs se croient supérieurs aux non-Juifs, c'est encore une preuve de leur existence en tant que nationalité. Quelle est la collectivité que ses membres ne croient supérieure aux autres ? C'est la médiocrité de la multitude qui lui fait croire que le groupe auquel elle appartient est supérieur à tous les autres pour avoir au moins une apparence de raison de se considérer d'une essence supérieure.

D'ailleurs, cette théorie pêche elle aussi par la base. L'exclusivisme des Juifs ni la croyance en leur supériorité ne peuvent être retenus comme cause de l'antiju-daïsme ; sinon tous les peuples devraient se haïr mutuellement. Or on ne hait que ses voisins immédiats. On ne hait pas en Europe les Chinois, auxquels on a pourtant fait la guerre pour abattre leur exclusivisme.

En Espagne après la *Riconquista* les Juifs continuèrent la manière de vivre qu'ils pratiquèrent sous les Arabes. La haine des Chrétiens contre eux éclata tout de même. L'exclusivisme n'y fut donc pour rien.

En Pologne, depuis le XIV^e siècle malgré les privilèges de Casimir le Grand, qui sépara les Juifs du reste de la population, en dotant les premiers d'une organisation politique et judiciaire autonome (1), Juifs et Polonais vivaient cependant en paix relative, quoique les explo-

(1) Graëtz : op. cit. -t-, VII, p. 107 et 401 et IX, p. 67 et 480. V. texte du Privilège dans Léon Chasanovitch und Leo Motzkin : Die Judenfrage der Gegenwart, Stockholm 1919, p. 117-135.

sions de fanatisme fussent si fréquentes à cette époque. Si l'exclusivisme pouvait être retenu comme cause de l'anti-judaïsme, comment expliquer que dans tous les pays européens la haine des Juifs, assoupie au début du XIX^e siècle, se soit réveillée juste au moment où les Juifs s'étant habitués à la liberté, leur exclusivisme commençait à se relâcher et à disparaître ?

La cause de l'antijudaïsme n'est pas dans l'exclusivisme.

C. — Les influences de l'histoire

En exprimant l'opinion (1) que le caractère et le tempérament des Juifs ne différaient point de ceux de leurs milieux, nous avons formulé des réserves pour les influences des circonstances historiques.

Un observateur impartial peut tenir compte de ces influences de la façon suivante :

Ou bien elles ont été mauvaises. Les Juifs exclus des métiers agricoles, poussés vers le commerce de l'argent et des vieux habits, ont pu acquérir maints défauts qui persistent. Mais ces défauts c'est l'Histoire qui les a formés. Or, l'Histoire d'un peuple est en bonne partie faite par ses voisins ; l'Histoire des Juifs l'est aussi. Les voisins des Juifs depuis l'exil ont été tous les peuples d'Europe. Donc si les Juifs ont des défauts ce n'est pas à l'Europe de leur en vouloir. D'ailleurs le mauvais

(1) V. p. 120.

traitement qui a produit ces défauts a, lui-même, été déterminé par la haine. La haine a donc précédé la naissance des défauts et ne peut pas être expliquée par eux.

Ou bien elles ont été bonnes. Les Juifs habitués depuis deux mille ans à s'entr'aider, à se secourir mutuellement dans les périodes de persécutions, à racheter leurs frères vendus comme esclaves, ce qui arriva encore au XV^e siècle, ont pu développer de la bonté, de la compassion active pour les souffrances d'autrui, de la solidarité. Ils ont pu acquérir et conserver un geste donateur large et facile et maintes autres qualités individuelle utiles à la collectivité et bonnes au point de vue de la morale pure.

N'ayant fait la guerre à personne depuis près de 20 siècles, ils ont pu perdre les tendances guerrières que leurs ancêtres possédaient et que les peuples modernes ont gardées ; brutalisés, ils ont pu perdre le goût pour la brutalité, que d'autres ont conservé ; traqués, ils ont pu développer un grand amour pour la paix ; ayant résisté durant deux mille ans à tous les essais violents pour leur faire abandonner le sujet de leur vieil attachement — fut-ce une aberration, il est possible qu'ils aient développé la faculté de s'attacher et de rester fidèles ; ayant tant souffert pour un idéal si désintéressé — fût-il religieux — car il leur était si facile d'éviter les bûchers en se laissant asperger le front d'un peu d'eau salée, il est à présumer qu'ils ont pu conserver et développer un grand fonds d'idéalisme tellement pur que même l'obligation de manipuler l'argent n'a pu l'avilir. Les défauts des Juifs, en admettant qu'ils aient des défauts spé-

cifiques peuvent donc se trouver contrebalancés par un fonds important de qualités. La question se pose donc toujours pourquoi on ne le voit pas.

§ 3. — **Théorie Economique**

Cette théorie créée en Allemagne sous l'impulsion de la conception économique de l'Histoire (1) est soutenue par le parti socialiste juif Poalé Zion. Elle se résume en ceci : la constitution économique des Juifs présente plusieurs anomalies. Il n'y a pas de classe paysanne juive. Dans tous les pays ceux-ci font partie de la bourgeoisie, voire du Capital. Dans divers pays de grande diaspora le petit et le grand commerce sont tout entiers entre leurs mains. Ils essuient tout d'abord la haine habituelle contre l'intermédiaire. Lorsque le grand capital absorbe le petit, les Juifs qui s'en nourrissaient s'en vont à l'usine ou au grand magasin, faire concurrence aux ouvriers aspirés des campagnes. Déshabitués depuis longtemps des lourds travaux manuels, les Juifs ont une tendance à occuper dans le régime capitaliste les postes de direction, des bureaux. Ils participent ainsi à l'exploitation du travail par le capital.

Le capital de son côté voit aussi un concurrent dans les Juifs, qui arrivent à se frayer une entrée dans ses rangs.

(1) Sombart : *Die Juden und das Wirtschaftsleben*, Leipzig 1911.
Id. *Der moderne Kapitalismus*, Leipzig 1902.

Obligés d'émigrer, les Juifs viennent dans les autres pays, où dénués de tout, ils se soumettent au *sweating system* et contribuent à l'avilissement des prix. Ils servent ainsi de véhicule à la haine contre eux.

La dernière partie de la théorie n'est pas complètement inexacte. Dans les pays de grande immigration les Juifs sont seuls à arriver sans ressource et sans métier. Mais la première partie est insuffisante pour expliquer la situation des Juifs, surtout dans les divers pays de la vieille Europe.

Les Juifs habitent ces pays depuis au moins aussi longtemps que les autres habitants, et ils ont le droit d'être considérés comme des autochtones au même degré que les autres. Comment se fait-il donc que dans les antagonismes habituels des classes il reste une place à part pour la haine des Juifs ?

Car si l'on hait l'intermédiaire non-juif, on ne hait que lui et parce qu'il est intermédiaire. Tandis que dans la haine des intermédiaires juifs, tous les Juifs du pays sont compris, même ceux qui occupent d'autres positions sociales. La haine des Juifs est quelque chose de particulier qu'on ne peut pas considérer comme un côté de la lutte des classes. Autrement comment expliquer que l'antijudaïsme ait existé avant la naissance de l'organisation sociale moderne, comment expliquer qu'il ait existé dans tous les pays à travers tous les régimes sociaux et politiques ?

La théorie économique ne suffit pas. Il faut chercher la cause de l'antijudaïsme ailleurs.

SECTION II

Causes inhérentes à la nature de l'homme et aux circonstances

En somme, de quelque côté que l'on approche les explications courantes de l'antijudaïsme, on aboutit toujours à une impasse, on finit toujours par voir qu'il ne s'agit pas du tout de savoir si les Juifs sont tellement différents des autres que la haine contre eux est naturelle, mais qu'il s'agit de comprendre pourquoi on le dit.

Le fait que parmi les 12 apôtres il s'est trouvé un Judas n'est pas étonnant ; il est plutôt remarquable que parmi 13 justes il n'y ait eu qu'un seul méchant. Ce qui est réellement étonnant c'est que seul Judas ait été retenu au compte des Juifs, que seul le caractère de Judas ait servi durant des siècles de prototype au caractère des Juifs tandis qu'on ne tenait aucun compte des 11 autres apôtres, ni de St-Paul ni de Jésus lui-même.

Toutes les théories que nous avons étudiées ont le tort commun de chercher les causes d'un phénomène aussi complexe que la haine et le mauvais traitement d'un peuple durant des siècles par tous les autres peuples, d'un seul côté, du côté des persécutés eux-mêmes.

Il n'y a pas que des anti-Juifs qui aient adopté cette méthode. Bernard Lazare aussi s'est laissé égarer sur ce chemin. Il dit : « Les causes générales (de la haine des Juifs) ont toujours résidées en Israël même et non

chez ceux qui les combattirent, puisque les ennemis des Juifs appartenaient aux races les plus diverses, qu'ils vivaient dans les contrées fort éloignées les unes des autres, qu'ils étaient régis par des lois différentes, gouvernés par des principes opposés, qu'ils n'avaient ni les mêmes mœurs, ni les mêmes coutumes, qu'ils étaient animés d'esprits dissemblables ne leur permettant pas de juger également de toutes choses (1) ».

Mais d'abord Bernard Lazare a omis lui aussi de prendre en considération les innombrables points communs dans le caractère de tous les hommes et surtout de tous les peuples, qui les amènent à avoir dans de conditions analogues des lignes de conduite semblables.

Ensuite l'affirmation de Bernard Lazare s'explique par la tendance habituelle des personnes éduquées sur la Bible, à chercher la source des maux qui frappent un homme ou un groupe uniquement dans la victime même. C'est l'autoflagellation des prophètes de l'antiquité, qui flétrissent les défauts du peuple d'Israël dans le but de l'élever jusqu'à Dieu.

Nous nous proposons un autre chemin. Celui choisi par les prophètes est peut-être très louable, mais pour une étude tant soit peu scientifique, il est aussi mauvais que la méthode qui consiste à chercher les causes d'un mal uniquement en dehors de la victime. Vouloir expliquer un phénomène de cette envergure et de cette complexité par des causes imputables aux Juifs seuls, ce serait

(1) Bernard Lazare : *L'Antisémitisme*, Paris 1894, p. 2.

comme si on voulait déterminer les modalités du mouvement d'un corps uniquement par des causes inhérentes à ce corps. Affirmer, au contraire, que l'antijudaïsme trouve toutes ses causes en dehors des Juifs, ce serait comme si on voulait déterminer les modalités du phénomène physique ci-dessus, en faisant abstraction totale des caractéristiques du corps. Les deux se tiennent. Nous ne chercherons donc les causes de la question juive ni dans le caractère des Juifs, ni dans celui des peuples parmi lesquels ils vivent, mais dans ce que nous croyons savoir du caractère commun des hommes, dans les circonstances et dans les actions et réactions mutuelles de ces deux facteurs.

SOUS-SECTION I

Causes Primordiales, Permanentes et Universelles

§ 1. — L'antijudaïsme par xénophobie

En règle générale l'homme n'est indifférent qu'envers ceux des autres hommes avec lesquels il n'a aucun rapport. Aussitôt que commence un rapport de relations, l'indifférence peut se muer en amitié ou en haine, mais pour commencer elle est remplacée par la méfiance. Pour que cette méfiance devienne de l'amour, il faut des raisons particulières de parenté, d'alliance, de sympathie ou d'intérêt ; pour qu'elle devienne de la haine la moindre petite cause suffit. Entre voisins non séparés par des cloisons étanches la haine est la règle, l'amitié — l'exception.

Il en est de même, mais sur une plus grande échelle, des multitudes, des peuples. Un peuple hait son voisin. Le cas de deux peuples habitant des territoires contigus, tous deux assez forts pour ne pas abdiquer la moindre parcelle de leur amour-propre et vivant en bonne harmonie, sans préparations secrètes et mutuelles à la lutte armée, n'a pas d'exemple du moins jusqu'à nos jours.

Le principal aliment de haine entre peuples voisins se trouve dans leur amour-propre. En dehors des jalousies mutuelles, des aspirations territoriales, éternelles génératrices de conflits, des concurrences commerciales et autres, il y a entre eux des causes de rancœur plus profondes. C'est qu'un peuple est toujours disposé à renier ses propres fautes et à attribuer la responsabilité pour leurs conséquences à la mauvaise volonté de ses voisins. Un peuple ne veut pas s'avouer qu'il a commis une erreur ; il ne veut pas admettre que la source de ses déconvenues se trouve souvent en lui-même, dans ses propres actions, car alors il reconnaîtrait implicitement son infériorité au moins momentanée. Il préfère la chercher ailleurs, et la méfiance qu'il ressent envers ses voisins immédiats lui indique immédiatement où il pourrait la trouver.

En outre, les peuples sont gouvernés par des hommes, c'est-à-dire, par des êtres intelligents, et partant exposés aux erreurs. Mais que les gouvernants soient élus, nommés, acceptés ou tolérés ils ont toujours besoin de la confiance ou du moins de la patience des

gouvernés pour conserver leur position. Ils emploient donc tous ce moyen facile de gouvernement qui consiste à rejeter sur les voisins la responsabilité de leurs propres erreurs.

Il y a ainsi dans chaque peuple un fond de haine à l'état statique contre les peuples voisins, que par une propagande appropriée on peut facilement transformer en mouvement dynamique.

La haine des peuples voisins trouve son corollaire dans la haine des étrangers qui se trouvent dans le pays même. On les hait tous même s'ils n'appartiennent pas à un pays considéré comme ennemi. On les hait, parce que chaque peuple dans la conscience de sa supériorité se fait sur chacun des autres peuples qu'il connaît une mauvaise opinion omnibus, qu'il applique à ceux de leurs membres qu'il voit. Aussitôt remarqués ceux-ci sont classés dans un mauvais dossier. Pourtant, il n'y a pas que les mauvais sujets qui voyagent ou émigrent.

On hait les étrangers encore simplement parce qu'on les voit. On ne remarque pas ses conationaux, comme on ne remarque pas ce qu'on voit toujours. Mais on voit les étrangers ; ils se font remarquer par la différence des manières, d'allure, par l'accent, par leur aspect extérieur parfois.

Ce facteur de la visibilité dans les antipathies populaires est tellement important, qu'on l'observe même envers certaines parties des populations autochtones qui se distinguent des autres par quelque signe exté-

rieur. Les railleries contre la police dans tous les pays, les sorties contre les militaires ou les ecclésiastiques dans les pays où ils sont nombreux, la méfiance des peuples arriérés ayant conservé un costume national, contre leurs classes avancées, habillées à l'européenne, illustrent ce fait.

C'est parce qu'on voit l'étranger qu'on lui attribue ses traits de caractère haïssables. On le voit, donc on remarque ses défauts. Et comme la xénophobie est pratiquée surtout par les couches inférieures de la population, qui ne peuvent pas faire d'analyses psychologiques profondes et ne se rendent compte que de traits défectifs les plus saillants, il faut penser que ce qu'on hait dans l'étranger, ce sont les défauts communs à l'humanité. On hait dans l'étranger ses propres défauts. La xénophobie est l'expression instinctive d'un hommage spontané rendu parla vanité, la présomption et l'amour-propre à la vérité et à la nature.

A tout cela il faut ajouter que les collectivités humaines à l'état de repos n'ont que peu de raison et de logique, et leur faire penser, et faire tout ce qu'on désire, n'est qu'une question de moyens, d'énergie et de temps.

Les Juifs ne sont pas tous juridiquement des étrangers dans leurs pays respectifs. Mais ils se distinguent généralement de leurs concitoyens par quelques signes extérieurs.

En Occident les Israélites se font remarquer par leurs noms. Cette marque distinctive à laquelle s'ajoute la

la faiblesse numérique des israélites ne suffit pas pour créer des mouvements sérieux d'hostilité contre eux. Mais en Europe Orientale les Juifs sont nettement reconnaissables par leurs vêtements et leur langue. Là ils sont pour la majorité de la population des étrangers et les diverses causes de xénophobie entrent en jeu à leur préjudice.

Cette idée est éclairée par de nombreux points de l'Histoire juive. Les mouvements anti-juifs dans les villes grecques du Levant avant la destruction de Jérusalem, les persécutions dans l'Empire romain, le défaut de persécution en Espagne arabe, où les Juifs parlaient la même langue et portaient les mêmes vêtements que les maîtres du pays, et d'autres faits analogues y trouvent une explication naturelle.

§ 2. — L'Antijudaïsme Religieux

L'antijudaïsme pour cause de différence de religion s'est plus ou moins atténué dans les pays très avancés, mais n'a rien perdu de sa vigueur en Europe centrale et orientale. Les peuples de Russie, de Pologne, de Roumanie regardent toujours les Juifs comme ennemis de la religion chrétienne, comme descendants des « bourreaux du Christ », mot qu'on entend encore même dans les pays occidentaux (1). Nous avons mentionné déjà les accusations de crime rituel, les attaques de la presse polonai-

(1) V. Th. Joran : La Palestine, Revue internationale de Sociologie, mars-avril 1921.

naïse aux périodes des Pâques rappelant la mort de Jésus de Nazareth, le fait de l'admission aux fonctions publiques des Israélites convertis de préférence aux autres, et la persécution des fonctionnaires israélites par leurs collègues. Si l'on persécute les israélites ce n'est certes pas par antagonisme national, mais par haine religieuse.

Dans l'histoire de l'antijudaïsme les causes religieuses occupent la deuxième place après la xénophobie. Au fond, la haine religieuse n'est qu'une forme de la haine des étrangers. Au temps d'attachement profond à la religion celui qui professait une autre foi était étranger. La haine religieuse est à la base des persécutions juives de tout le Moyen âge, des massacres des 11^e et 13^e siècles, de l'expulsion d'Espagne. Dans beaucoup d'autres cas elle marche d'emblée avec la xénophobie. Les massacres allemands du XIV^e siècle et ceux de Khmelnitzki en Ukraine au XVII^e siècle sont les produits des deux causes combinées.

§ 3. — L'Antijudaïsme Mystique

Les collectivités humaines traversent parfois des crises politiques, sociales, économiques, en un mot physiques, pour ainsi dire, accompagnées ou suivies par des crises morales, des crises de nerfs. Des peuples entiers sont frappés d'hallucinations ; ils se voient entourés

d'ennemis, victimes de machinations, de trahisons, dont ils s'appliquent à découvrir la trame.

De tout temps, depuis 2.000 ans, lorsqu'un peuple européen subissait pareille crise, il était frappé par le fait que quel que soit le changement survenu, quel que soit le désordre provoqué par les guerres, les invasions, les épidémies, un peuple, toujours le même, reste debout, inébranlable, immuable, comme un rocher de granit au sein de l'océan démonté. A la vue de cette persistance, d'autant plus inexplicable que les Juifs ne produisent aucune résistance visible, on est frappé de vertige, de l'horreur que donne le « surhumain » (1), on est pris du frisson du « *moriturus* » devant ce qui a été là de la mémoire de tous, qui est là, et qui paraît devoir rester là toujours.

Cette cause de l'antijudaïsme existe à l'état statique même en dehors des crises, Lorsqu'elle entre en jeu elle contribue pour une large part à la facilité avec laquelle les peuples acceptent les accusations lancées contre les Juifs, d'empoisonnement de puits lors d'une épidémie de peste, de trahison lors d'une guerre et de bolchevisme lorsque les travailleurs excédés par les abus du capitalisme brisent le joug, et libérés mais ignorants, commettent des excès.

(1) Nous empruntons à dessein ce mot à M. Batault, qui paraît avoir eu l'intuition de cette cause de l'antijudaïsme.

SOUS-SECTION II

Causes particulières à certains pays

§ 1. — *L'enchevêtrement des populations*

Dans divers pays de l'Europe orientale, dont les populations accusent des différences de langue, de religion ou de sentiment national, les Juifs qui y constituent des minorités importantes, sont souvent sollicités par les autres groupements, pour les aider à défendre leurs intérêts. Si les Juifs acceptent les sollicitations de l'une de ces communautés, les autres cherchent à se venger.

Ainsi en Lithuanie, par exemple, la population est composée de 4 communautés différentes : lithuanienne, blanc-russienne, polonaise et juive. Aucune de ces communautés ne constitue la majorité. « La lutte entre les Polonais, possesseurs de domaines, et le reste de la population est dès maintenant ardente... Les rapports entre les Lithuaniens et les Blanc-Russiens ne resteront pas toujours aussi paisibles qu'à l'heure actuelle. Il surgira entre eux des rivalités, qui pourront dégénérer en luttes nationales.

« Tous ces peuples se croient en droit d'exiger des Juifs aide et assistance et, si cela ne leur est pas accordé, ils le paieront par la haine, les pogromes et le boycottage » (1).

(1) S. Rosenbaum, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères de la Lithuanie : La question juive en Lithuanie, dans le Recueil d'études sur la question juive, édité par le Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la Paix. Paris, 1919, p. 83.

L'exemple de la Galicie est là pour justifier ces craintes. Le premier pogrome de Lemberg a eu lieu après les batailles entre Polonais et Ukrainiens, auxquelles les Juifs ont refusé de participer. « Déjà avant la guerre la haine des Juifs dans ce pays s'était surtout développée sur le terrain des luttes électorales entre Polonais et Ruthènes (Ukrainiens), les uns et les autres exigeant des Juifs de voter pour leurs candidats respectifs. Une partie des Juifs ayant donné leurs votes aux Polonais et l'autre aux Ruthènes, ceux-ci et ceux-là se vengèrent » (1).

Le boycottage des Juifs en Pologne a éclaté après l'élection par les Juifs de Varsovie comme député à la Douma d'Empire d'un Polonais libéral, au lieu du candidat antisémite que leur offrait le parti de la majorité polonaise.

Ces exemples ne sont pas uniques. A Odessa, à Kichineff et dans d'autres villes du « pal » russe, les luttes électorales déterminaient des mouvements anti-juifs.

Dans les pays occidentaux, cette cause de l'antiju-daïsme prend un autre aspect. Ici, l'enchevêtrement n'existe pas, mais les Juifs et les israélites subissent la haine des partis de l'extrême droite, parce qu'ayant de nombreuses raisons pour ne pas aspirer au retour des régimes passés, les Juifs se tiennent habituellement à l'écart des partis très conservateurs.

(1) Id. p. 85. V. aussi Dr Tennenbaum : La question juive en Pologne, Paris, 1919, p. 34 et s.

§ 2. — Le Nationalisme

Le principe des nationalités a deux faces : l'aspiration à l'indépendance et la recherche de l'homogénéité.

Lorsque dans les limites territoriales, occupées par une nation, il se trouve un grand nombre d'hommes qui résistent à l'unification intégrale et qui se réclament d'une conscience nationale à part, ils sont susceptibles d'être considérés comme nuisibles à la vie nationale de la majorité. Si la majorité veut obtenir l'unification, c'est-à-dire l'assimilation de la minorité, très vite, elle est amenée à employer des moyens forts, dont les résultats ne peuvent être que l'augmentation de la résistance. L'état de conflit chronique, ainsi produit, fait naître et se développer des deux côtés une haine rancunière et vindicative, surtout si le terrain y est prédisposé par d'autres causes.

Les Juifs constituent une minorité de ce genre, dans presque tous les pays de la terre. Là où aucune pression n'est plus exercée sur eux, ils s'assimilent peu à peu, sous réserve de ce que nous trouverons plus tard dans le paragraphe des « migrations ». Dans les pays où ils sont opprimés, leur résistance est d'autant plus grande que l'oppression est plus insupportable, et vice versa.

« L'antijudaïsme (1), dit quelque part Bernard La-

(1) L'auteur dit : « l'antisémitisme ». Mais une tendance se manifeste à remplacer ce terme par celui d'antijudaïsme, en laissant au premier un sens spécial, que nous retrouverons plus loin.

zare, est un côté du principe des nationalités ». Un de ses mauvais côtés bien entendu, mais un côté naturel et dont le sort est étroitement lié à celui du nationalisme.

SOUS-SECTION III

Causes secondaires qui contribuent à l'éternisation de l'antijudaïsme

§ 1. — L'Atavisme.

Le sentiment antijuif passe par atavisme de génération en génération. Des libres-penseurs complètement affranchis de tous les préjugés religieux, des penseurs libres n'admettant comme vraisemblable que ce que leur raison peut admettre comme tel, des humanitaires qui prêchent l'amour de l'humanité, conservent pourtant des sentiments anti-juifs, parce qu'ils ne peuvent pas secouer facilement une hérédité bimillénaire. Tolstoï avouait que dans son for intérieur il détestait les Juifs ; quelques allusions de M. Anatole France font penser qu'il en est de même de lui aussi.

Ce facteur, insensible dans les pays orientaux, par suite de la multitude des causes immédiates de l'antijudaïsme, se manifeste visiblement dans les pays occidentaux. La vogue des livres antisémites, les crises sporadiques d'antijudaïsme y trouvent leur source la plus féconde.

A l'hérédité proprement dite il faut ajouter la transmission de ces sentiments par l'influence du milieu familial.

§ 2. — **La Contagion**

Le réveil de l'antijudaïsme dans les pays occidentaux après la guerre de 1914-1918 démontre l'importance de la contagion dans la persistance de ce sentiment.

Dans ces pays, comme d'ailleurs dans les autres, les Juifs et les israélites ont donné à la guerre, à la défense de leurs patries respectives, autant que leurs concitoyens chrétiens. Dans les rangs ils ont donné leur vies, à l'arrière leurs forces, au pouvoir leurs capacités. Durant la guerre, aucune plainte ne fut formulée contre eux. Si, pourtant, l'antijudaïsme s'est manifesté après la conclusion de la paix c'est partiellement à cause de la contagion de l'épidémie venant de l'Orient. Certes, sans les autres causes qui rendaient le terrain favorable le mal n'aurait pas pu s'étendre, mais le fait de la contagion est indiscutable. L'infiltration, au cours de la deuxième moitié du siècle passé, de l'antisémitisme allemand dans les pays voisins est encore une manifestation de cette cause de l'éternisation de la question juive.

A la contagion on peut ajouter la mode, l'imitation, le snobisme, qui en Occident jouent un rôle plus ou moins grand dans l'extension de l'antijudaïsme lors de ses réveils sporadiques.

§ 3. — **Les migrations des Juifs**

Les Juifs ne sont pas, comme l'affirme la littérature antisemite, des nomades par nature. Ils s'enracinent dans

leurs pays d'habitation et s'y attachent profondément. Si de fait le nombre d'émigrants juifs est si élevé (1) c'est à cause des persécutions qu'ils subissent en Europe Orientale. La courbe donnée par M. Ruppin est instructive à cet égard. De 37.4000 en 1898-99 le nombre d'émigrés juifs aux Etats-Unis monte à 153.700 en 1905-06, c'est-à-dire, au moment de l'épidémie des pogromes de Russie, pour retomber à 103.000 en 1907-08.

Les Juifs sont donc des nomades forcés. Mais le fait de leurs migrations existe, et il joue un rôle important parmi les causes de l'éternisation de l'antijudaïsme.

Nous avons vu que lorsque les Juifs se trouvent dans un pays en petit nombre ou depuis assez longtemps, ils s'adaptent aux conditions de ce pays et cessent d'être distinguables. La principale cause de haine contre eux, la xénophobie, cesse de jouer. Les autres causes, ayant perdu leur principale source d'alimentation, s'éteignent peu à peu, et disparaissent avec ou sans crises d'agonie.

Si un flot d'émigrants juifs des pays de persécution arrive subitement, l'équilibre est rompu. Pauvres, déguenillés, parlant une langue étrangère, ils se font aussitôt remarquer et éveillent contre eux la xénophobie. Lorsqu'ils sont reconnus comme Juifs, toutes les autres causes de l'antijudaïsme rentrent en jeu, et le mouvement de méfiance ainsi créé se reflète sur les Juifs et les israélites, anciens habitants du pays.

Il en fut ainsi après l'arrivée dans différents pays des exilés d'Espagne; il en fut de même en Pologne, il y a

(1) Ruppin, Op. cit. p. 60 et s.

une vingtaine d'années, lors de l'arrivée des « Litwaki », expulsés de Russie ; en Amérique, après la formidable augmentation de l'immigration de 1906-09, en France et en Angleterre au cours des dernières années. Les migrations des Juifs ont encore pour effet de déterminer l'entrée en jeu de certains arguments économiques, comme cause du réveil de l'antijudaïsme.

§ 4. — Le Manque de Défense

Au moment des crises lorsque les peuples cherchent sur qui assouvir leur vengeance, ils trouvent du côté des Juifs un point de résistance très faible, presque nulle. Ils ne sont pas défendus par les pouvoirs publics. Ceux-ci d'ailleurs trouvent souvent de leur intérêt à ne pas les défendre, et même à déclencher contre eux les passions du peuple. L'expérience de leur histoire a enseigné aux Juifs que l'opposition à la force par la force ne peut les sauver, parce qu'ils sont en minorité(1). Les crises des pogroms les frappent à l'improviste, car ils ne s'y préparent pas, par crainte de se voir accusés de préparation à la révolte. Lorsqu'ils se défendent, ils sont punis, comme des meurtriers. En Russie, lors des massacres de 1905-06, ils constituèrent des corps d'autoprotection, qui dans diver-

(1) V. le chant de Bialik de 1905 : sur l'Egorgement.

O bourreau, lève toi et tue !

Tu as le bras et la hache ;

Et toute la terre est mon échafaud,

Car nous, nous sommes *si peu nombreux* !

ses localités réussirent à repousser les progromistes. Mais les membres de ces corps furent désarmés, arrêtés, emprisonnés, poursuivis et condamnés. En Ukraine en 1919, plusieurs pogromes eurent lieu après le désarmement de la milice d'autoprotection. A Kieff 37 membres de celle-ci furent arrêtés et fusillés. En Palestine même, trois jeunes Juifs, qui lors des attaques anti-juives du 2 novembre dernier, se trouvaient dans le groupe qui défendait l'accès d'une rue juive, furent condamnés par deux juges chrétiens à 6-11 ans de travaux forcés ! (2).

Cette conviction que la résistance est inutile a jeté les Juifs dans une inertie, qui les fait répondre très rarement à toutes les attaques, à toutes les accusations qu'ils subissent. Les non-Juifs savent aussi qu'on peut impunément leur faire du mal. Or, on hait celui à qui l'on peut faire du mal. La haine des Juifs trouve dans le fait de leur faiblesse un point d'appui important, dont l'influence se reflète jusque sur les pays où l'antiju-daïsme est en décadence.

§ 5. — Le Manque de Relations Collectives

Dire que les relations diplomatiques entre les peuples sont, sauf exception, un facteur appréciable de paix entre eux, c'est répéter un lieu commun.

Or, les Juifs, en tant que peuple, n'ont pas de rela-

(2) Le 26 janvier 1922 la Cour d'appel de Jérusalem acquitta les trois condamnés, admettant la défense légitime. V. Presse de Jérusalem des 25-27 janvier 1922.

tions avec les autres. C'est un peuple qui n'en a pas l'air, qui n'est représenté nulle part, qu'on entend souvent crier au secours, mais qu'on ne voit jamais. Les échanges d'amabilité collective qui jouent un rôle si important dans la vie des nations, lui sont impossibles.

Nous avons dit qu'entre peuples voisins, la haine est la règle. L'exception est créée par les besoins internationaux. Suivant qu'elles relations diplomatiques entre deux nations sont bonnes ou mauvaises, l'opinion qu'elles se font mutuellement de leurs caractères respectifs est bonne ou mauvaise. Deux nations continuellement en lutte peuvent devenir de bons amis, lorsque les nécessités internationales l'exigent.

Aux Juifs cette ressource fait complètement défaut. Pas de relations en tant que peuple, avec les autres, donc pas d'occasion de nouer des amitiés. Les anciennes préventions s'éternisent sans remède.

§ 6. — L'Annexion de l'Élite

La bonne renommée d'un peuple est faite de celle de son élite. Lorsqu'on étudie les qualités d'une nation on descend rarement les chercher dans les larges couches populaires ; on ne prend en considération que les individus qui se trouvent au sommet de la pyramide, constituée par la collectivité. C'est par la comparaison des hauteurs des sommets qu'on fait la classification des peuples.

Or, le peuple juif perd son élite. Dispersés à travers

le monde, n'ayant pas de centre territorial pour développer sa pyramide individuelle, ils ne peut pas bénéficier de cette source de compréhension que constitue la participation visible au travail utile de l'humanité.

L'élite juive s'en va en partie volontairement. Attirés par les civilisations dans l'orbite desquelles ils se trouvent, les grands savants, les grands écrivains et artistes s'éloignent du judaïsme et déposent leurs productions dans le patrimoine commun de leur nation adoptive.

Une autre partie de cette élite est annexée volontairement ou non par le milieu national environnant. Ainsi, des artistes, des savants, des écrivains, même attachés à leur nationalité juive sont considérés par leurs concitoyens non-Juifs, et surtout par les nations voisines, comme des célébrités russes, allemandes, anglaises, etc...

Un Meyerber et un Mendelssohn sont des Allemands, comme le sont aussi, dans un autre ordre d'idées, un Heine, un Boerne. Spinoza est un philosophe hollandais, Bergson un Français ; Jellineck est un juriste allemand ; Antokolski est un sculpteur russe ; Rachel et Sarah Bernhard des artistes françaises, et les musiciens virtuoses, dont les noms juifs s'étalent sur les murs de Paris, de Londres, de Munich, de Rome ajoutent leur gloire au blason de leurs pays d'allégeance, fussent-ils leurs marâtres. Einstein persécuté et boycotté par les étudiants berlinois est un physicien allemand !

Que reste-t-il pour faire la renommée des Juifs ? Il y a bien une littérature hébraïque toujours vivante,

littérature dont la production ne s'est jamais tarie depuis 3-4 mille ans, et qui de nos jours possède des poètes et des prosateurs de premier ordre (1). Mais elle est à peu près inconnue en Europe. Il y a aussi une vigoureuse quoique jeune littérature en yiddisch (2), dont les deux centres de rayonnement se trouvent à Varsovie et à New-York, mais le monde n'en sait que très peu de choses. Le théâtre juif n'est connu que dans ces deux villes.

Il reste aux Juifs la multitude insignifiante et la triste gloire de ceux qui conquièrent la célébrité en entrant en conflit avec le droit pénal, ou avec les prescriptions de la morale et dont personne ne veut, même s'ils sont des israélites ou des convertis depuis des générations.

C'est là une cause de haine extrêmement importante, car elle influe sur les couches inférieures, c'est-à-dire, les plus larges, des peuples.

§ 7. — La Propagande

A. — La Propagande par nonchalance

La nonchalance joue dans l'éternisation de l'antijudaïsme le même rôle que dans l'éternisation de tout

(1) V. N. Slousch : La Renaissance de la Littérature hébraïque ; Essai d'histoire littéraire, thèse pour le doctorat ès Lettres, Paris, 1902. Du même auteur : La Poésie lyrique, hébraïque, contemporaine, Mercure de France, Paris 1912.

(2) Pinès : Histoire de la Littérature judéo-allemande ; thèse de Lettres, Paris 1911.

préjugé. L'ayant acquis par atavisme, par éducation ou autrement, l'homme moyen ne se donne pas la peine de peser la valeur de cette acquisition. Il garde ses sentiments antijuifs comme il conserve un vieux veston, par paresse de s'en débarrasser. Lorsque dans ses rencontres avec des Juifs ou des israélites il se rend compte qu'ils ne sont pas aussi mauvais qu'il se les représentait, il se dit : il y a des braves gens même parmi les juifs, et il garde sur tous les autres son opinion antérieure. Car il faut un véritable effort de l'intelligence pour s'affranchir d'une idée préconçue et tout le monde n'en est pas capable.

En dehors de cette influence, pour ainsi dire passive, de la nonchalance sur les sentiments antijuifs, elle a aussi une influence active, qui se produit dans la littérature et consiste à donner un nom ou une origine juive à un héros antipathique. Le cliché du juif usurier, boursier véreux, commerçant malhonnête ayant toujours cours, les auteurs l'adoptent souvent sans réfléchir aux conséquences qui sont d'autant plus graves que l'emploi de clichés marque une littérature inférieure, c'est-à-dire, une littérature populaire, qui imprime son influence sur les couches les plus larges.

L'emploi de ce cliché est si répandu qu'on peut le trouver dans les œuvres d'auteurs d'origine juive. Nous nous souvenons d'avoir lu dans Zo'har de Catulle Mendès l'expression : l'usurier juif.

Dans les travaux scientifiques la nonchalance passive se manifeste d'abord par le manque de connaissances sérieu-

ses dans les choses juives. Dans certains pays on connaît les Juifs trop peu. L'ancienne civilisation hébraïque est étudiée trop sommairement dans les ouvrages classiques d'histoire. La vérité sur la situation actuelle des Juifs est inconnue : un professeur à la Sorbonne souligne le phénomène intéressant du million et demi de *Slaves* habitant New-York et s'occupant de couture.

Lorsque dans un milieu social les connaissances des choses d'un peuple donné sont si vagues, il n'est pas étonnant que des préjugés contre lui puissent survivre si longtemps.

Mais ce n'est pas tout. Dans des ouvrages de vulgarisation les effets nuisibles de cette nonchalance se manifestent activement. Dans le grand dictionnaire de Pierre Larousse, par exemple, nous avons trouvé le nom de Shylock comme illustration du caractère juif et comme explication de l'antijudaïsme. L'auteur de cet article se serait sûrement fait une bien mauvaise opinion de l'encyclopédie dans laquelle il aurait trouvé l'étude du caractère de la nation à laquelle il appartient, illustrée par les noms d'Harpagon, de Grandet père et neveu, ou par celui de personnages plus réels, par exemple, d'un criminel célèbre, condamné pour incinération de nombreuses femmes (1).

(1) Remarquons en passant que l'importance de la nonchalance, de la paresse intellectuelle dans l'existence des sentiments anti-juifs est soulignée par le fait que depuis trois siècles le monde a pu se servir.

B. — La Propagande Consciente ou Antisémitisme.

La propagande anti-juive prend la forme consciente, lorsqu'elle a pour but une rémunération matérielle, pécuniaire, ou immatérielle, politique. C'est à cette forme de l'antijudaïsme qu'on doit laisser le nom d'antisémitisme car l'opposition constante entre les races sémitiques et aryennes étant une mythe, justifier par elle la haine des Juifs c'est mettre sur ses sentiments un masque. Or, on ne met de masque, en dehors du carnaval, que sur des choses laides, inavouables.

I. *L'Antisémitisme pour rémunération matérielle.* — L'antisémitisme, ayant pour but un gain matériel, se manifeste par la publication de livres antijuifs.

pour illustrer le prétendu mauvais caractère des Juifs, de ce Shylock, figure sympathique de persécuté, qui refuse tout rachat pécuniaire de sa vengeance individuelle et nationale, qui, à la fin, refuse de se laisser fléchir pour ne pas trahir son serment et qui voit s'ajouter à tous ses malheurs celui de son humiliation et de sa ruine par une logomachie pseudo-juridique (Voir Ihering) qui fait la joie du public. Lorsqu'on n'est pas enchaîné par un préjugé qu'on est trop paresseux de secouer, il est très facile de se demander si vraiment il est plus repréhensible d'avoir exigé une livre de chair d'un ennemi implacable à l'époque où l'arrachement des chairs vivantes se pratiquait couramment, que de prendre six pour cent pour l'argent qu'on prête à sa propre patrie bien-aimée qui en a besoin pour se sauver de la destruction, à l'époque où l'amour de la patrie est considéré comme le plus bel idéal.

S'il faut tout de même posséder un certain degré d'indépendance d'esprit pour poser la question de cette façon, il était pourtant facile de se dire que Shylock n'existait que dans l'imagination de Shakespeare. Nonchalance.

Ce genre de littérature est d'un rapport considérable. Les qualités intrinsèques de l'ouvrage n'ont aucune importance. Le ton violent, les expressions souvent vulgaires et, dans les meilleurs cas, un parti pris qu'on sent passer à travers les lignes d'un bout à l'autre, classent cette littérature à un très bas degré. Pourtant ces livres atteignent de très forts tirages. Les « Protocoles des Sages de Sion », dont le faux est, pour ainsi dire, tangible, palpable à chaque ligne, dont l'exagération des accusations antijuives va jusqu'à la puérilité, jusqu'au ridicule, ont été traduites dans toutes les langues. En France seule ils ont eu trois traductions, dont celle de Mgr. Jouin qui a atteint 50 mille exemplaires en très peu de temps. Pourtant la France doit être considérée comme le pays par excellence où l'antijudaïsme a perdu la plupart de ses causes et de ses adeptes.

Le succès matériel des livres antisémites est tel, que des auteurs d'ouvrages qui n'ont qu'un rapport très éloigné avec les questions juives, prennent un titre suggérant l'idée de l'antisémitisme pour en activer la vente (1).

D'autre part, des auteurs, qui au début de leur carrière ont dans leurs écrits marqué de la sympathie pour les Juifs, évoluent vers l'antijudaïsme, lorsqu'il redevient à la mode.

En fait la littérature antisémite est toujours sûre d'un nombreux public, car il y a toujours assez de Juifs et d'israélites, qui voyant en librairie un livre les con-

(1) V., par exemple, Trocase : « L'Autriche juive ».

cernant, l'achètent par curiosité de ce qu'on dit encore contre eux.

La littérature antisémite fleurit un peu partout. Dans quelques pays l'antisémitisme possède aussi une presse spéciale. « La vieille France » en France, « The Britons » hebdomadaire et le « Morning post » quotidien en Angleterre, en sont actuellement les représentants typiques. Il suffit d'en lire un seul exemplaire pour se rendre compte que des hommes sains ne peuvent en faire leur lecture habituelle. Leur existence est un vrai mystère. Il faut croire que la meilleure part de leur clientèle se compose de collectionneurs juifs ou israélites.

En lisant ces périodiques et, en général, les ouvrages des antésimites, on constate qu'il y a des hommes qui ne voient partout que des Juifs, qui ne voient que des Juifs mauvais, qui ne remarquent que le mal. Il faut qu'il y ait pour cela une cause inhérente aux auteurs et non pas aux sujets. Si ces auteurs ne sont pas des mystiques, des malheureux atteints de la manie de persécution, ou des prédisposés à la haine (1), il faut penser qu'ils ne sont pas de bonne foi.

D'ailleurs, la plupart des livres, écrits par les antisémites, ne font pas l'impression d'être imprégnés de vraie haine. Lorsqu'on hait on blasphème, on fulmine, on accuse, on calomnie, mais on ne va pas chercher la justification de ses sentiments dans des citations de

(1) Certains de ces auteurs présentent, sans aucun doute, des cas pathologiques.

divers auteurs, on ne fait pas de livres - mosaïques composés de coupures.

Or les ouvrages antisémites sont justement des mosaïques. La haine n'y est donc pour rien. Reste le bénéfice seul pour expliquer de pareils efforts.

II. *L'Antisémitisme Politique.* — La propagande antijuive ayant pour but un bénéfice immatériel se manifeste en politique sous deux aspects : antisémitisme de partis politiques et antisémitisme gouvernemental.

1° L'antijudaïsme sert à certains partis politiques extrémistes comme idée de ralliement. En rattachant à leur programme la haine des Juifs il créent une communauté partielle de sentiments entre personnes appartenant à des nuances politiques différentes. La haine des Juifs étant un phénomène quasi-général, son adoption par un parti politique lui ouvre une voie vers les sympathies d'un grand nombre de ses antagonistes et lui permet de couvrir des buts susceptibles de provoquer des résistances.

Ce moyen est exploité surtout par les partis de droite, qui en dehors de leur attachement aux traditions et aux préjugés anciens en veulent aux Juifs et aux isralites de ne pas adhérer à leur idées. Mais les partis d'extrême gauche ne manquent pas de se servir de cette tactique, lorsqu'ils la croient utile. En France, en 1919-1920 les journaux socialistes de Paris employaient à l'égard des isralites l'âpre langage qui était jusqu'alors le monopole de la presse de droite.

L'antisémitisme sert encore aux partis politiques en vue de dissoudre les partis opposés. Un mouvement antijuif est susceptible de créer au sein des partis et des masses populaires des divisions, dont les partis avisés pourraient profiter.

On lit souvent dans les écrits antisémites que les Juifs constituent un dissolvant pour les collectivités chrétiennes. Nous avons eu personnellement l'occasion de relever cette affirmation dans un document confidentiel, présenté à son ministre par un fonctionnaire diplomatique d'un Etat des plus éclairés.

En admettant les connaissances sociologiques assez avancées pour permettre l'emploi du terme chimique de « *dissolvant* », il reste certain que ce ne sont pas les Juifs qui le constituent, mais l'antijudaïsme. C'est celui-ci qui dissout parfois les collectivités chrétiennes. En attendant, les partis extrêmes s'en servent pour dissoudre les autres partis.

Ils le font en disant à leurs adhérents, que si ce n'est pas leur parti qui détient le pouvoir pour le bien de l'Etat, c'est parce que les Juifs s'en sont emparés pour détruire ce dernier.

Que les couches peu intelligentes acceptent cette assertion comme vérité indiscutable, cela peut s'expliquer. Mais que les chefs l'expriment de bonne foi, cela est plus difficile à admettre. Car ceux-ci sont bien placés pour savoir que les Juifs ne constituent pas de parti, que sous réserve des partis d'extrême droite, les Juifs et les assimilés sont représentés dans tous les partis ;

qu'ils professent respectivement toutes les religions sociales, politiques et économiques ; qu'il y a des Juifs et assimilés socialistes, communistes et internationalistes, comme il y en a de conservateurs, de libéraux, de nationalistes, de sionistes, d'antisionistes, d'antijuifs et même d'antisémites (1).

Si les chefs des partis qui peuvent voir cela, ne le voient cependant pas, c'est parce qu'ils ne connaissent pas les Juifs, ou bien parce qu'ils ne veulent pas voir ce qui est facilement visible. Or, s'ils ne connaissent pas les Juifs, pourquoi en parlent-ils ? S'ils ne veulent pas voir, c'est qu'ils ont des raisons pour cela. Dans les deux cas leur bonne foi est douteuse.

2° L'antisémitisme gouvernemental est pratiqué dans l'Europe orientale. Nous l'avons déjà rencontré. Il consiste à rejeter sur les Juifs la responsabilité pour les conséquences des erreurs du gouvernement.

§ 8. — Causes diverses.

Aux causes importantes énumérées, il faut ajouter une foule de causes diverses, dont les jalousies et les concurrences individuelles sont les principales. Etant donné la multitude et la diversité des causes de l'anti-judaïsme, les incidents les plus futiles de la vie individuelle et collective contribuent à l'éterniser dans les sentiments des individus et des foules.

(1) V. la préface de M. Oscar Levy à la brochure de M. G. Pitt Rivers : « World significance of the Russian Révolution », Oxford, 1919.

CHAPITRE III

Les Remèdes à la Question Juive

SECTION I

Etude des Remèdes

Toutes les causes de la question juive, qu'elles soient permanentes ou temporaires, ont leurs racines dans la nature des hommes et des circonstances. Mais ceci ne veut pas dire que le mal soit sans remèdes.

A la base du mal se trouve la xénophobie, autrement dit, l'existence des Juifs à l'état de corps étrangers *dans* les autres peuples. La solution rationnelle de la question juive doit donc se trouver dans la disparition des Juifs des lieux réservés aux autres. Pour obtenir ce résultat diverses méthodes peuvent s'offrir. Eliminons quelques méthodes préconisées et pratiquées jusqu'ici.

§ I. — Elimination des méthodes anciennes.

A. — L'extermination

L'extermination est un remède radical, le remède radical par excellence. Il peut servir pour la solution de n'importe quel problème social, politique, économique et autre.

Ayant mis, au début de ce travail, l'humanité parmi les principes primordiaux du droit, nous aurions pu ne pas nous arrêter à ce remède. Nous nous croyons toutefois obligé de le mentionner, car l'extermination des Juifs est encore de nos jours préconisée avec plus ou moins de force dans divers coins du monde chrétien, et pratiquée ouvertement et largement dans quelques-uns. Lorsqu'on la préconise c'est en vertu des principes d'ordre. Or les principes d'humanité, nous l'avons vu, peuvent céder le pas à ces derniers.

Seulement, si l'argument de l'inhumanité ne suffit pas, invoquons celui de l'inutilité.

L'extermination des Juifs est complètement inutile. On tue des Juifs, on ne tue pas Israël. Depuis le Pharaon qui ordonna la noyade de tous les nouveaux-nés masculins des Juifs, jusqu'à Denikine et Pelioura, nombreux furent les princes et les chefs qui voulurent trancher le nœud gordien de la question juive par un coup d'épée : les Croisades dévastèrent les cités juives des bords du Rhin ; l'expédition contre les albigeois, celles de Provence ; Khmelnitzki détruisit la juiverie de l'Ukraine ; l'inquisition celle de l'Espagne ; les Judenbrätter celle de

l'Allemagne, les Juifs existent toujours. Il se peut bien, comme le pensent certains historiens, que les massacres et les persécutions aient contribué à renforcer la résistance des Juifs. Toujours est-il que leur inutilité a été prouvée.

B. — L'expulsion.

L'expulsion violente et rapide, comme elle fut pratiquée aux temps passés, ou par des persécutions continues et la suppression des moyens d'existence, comme la pratiquèrent la Russie et la Roumanie, et comme la pratique encore la Pologne, est un remède aussi inutile, sans parler de son inhumanité, que le précédent. Elle peut faire disparaître la question juive dans un pays, mais la fait en même temps naître ou renaître dans les autres. L'exil des Juifs d'Espagne a bien abouti à la décadence de ce pays, il n'a pas résolu la question juive.

§ 2. — La solution de la question juive par des méthodes pacifiques.

L'atténuation de l'intolérance nationale et religieuse dans tous les pays pourrait résoudre la question en rendant la situation des Juifs conforme au droit.

Mais si dans un petit nombre de pays l'intolérance religieuse a disparu, du moins provisoirement, il en reste où elle existe toujours aussi forte qu'il y a six siècles. Quant à l'intolérance nationale, elle se manifeste à un degré plus ou moins grand, suivant les circonstances, dans tous les pays. D'ailleurs, nous n'avons pas seulement à tenir compte du présent. Il y a aussi l'avenir.

Or nous ne savons pas ce qu'il réserve. Il semble bien qu'entre groupements qui diffèrent, les persécutions, ayant perdu une cause ou un prétexte, en trouvent de nouveaux. L'antijudaïsme religieux ayant presque disparu en Occident au XVIII^e siècle, le nationalisme du XIX^e siècle le remplaça par la théorie de l'infériorité des Juifs et de la lutte des races, et le capitalisme du vingtième substitua à celle-ci la théorie du complot bolcheviste. Il y a donc lieu de croire que quels que soient les changements que le progrès amènera dans les idées, dans les mœurs et dans la mentalité des peuples, tant que les Juifs seront différents des autres et se trouveront parmi eux, ils seront toujours en butte à des persécutions qui pourront se déplacer à travers le globe, mais qui existeront toujours.

La solution de la question juive se trouve donc : ou bien dans leur départ, dans leur transplantation sur un territoire propre à eux, où ils formeraient une nation indépendante, ou bien dans leur assimilation, dans leur absorption totale et définitive par les milieux environnants.

§ 3. — Critique des deux solutions envisagées.

A. — La transplantation des juifs.

Comment transplanter tous les juifs, plus de 12 millions d'âmes, sur un territoire particulier ? Par force ? Personne n'y songerait. Trouver un pays dont les ri-

chesses seraient capables d'attirer l'immigration des Juifs ? C'est le seul moyen. Mais un pays assez riche pour attirer l'attention de plus de 12 millions d'émigrants ne peut pas se trouver vide d'habitants. Tout est occupé sur la terre. La Jewish Territorialist Organisation, qui depuis 1904 s'occupe à chercher un territoire de ce genre n'a pu se voir proposer que des pays équatoriaux, à climat insupportable pour les races blanches. La Palestine, à laquelle les Juifs sont attachés par une nostalgie et une fidélité à toute épreuve, ne pourrait pas les contenir tous, ni surtout recevoir tout son contingent à la fois. Elle demande une immigration rationnellement graduée. Entre temps la question juive resterait à son état actuel.

La transplantation de tous les Juifs dans quelque pays que ce soit ne peut donc être retenue comme solution de la question juive.

B. — L'Assimilation des Juifs

La transplantation étant inacceptable, l'assimilation des Juifs semble la seule solution possible. Seulement jusqu'ici elle ne s'est pas produite. Durant les siècles passés des Juifs se sont assimilés, se sont séparés du judaïsme, mais Israël n'a pas disparu. Peut-on expliquer ce phénomène par une prédisposition à l'éternité ? Peut-être. Toujours est-il que ses causes apparentes sont, d'une part, les persécutions subies par les Juifs, et, d'autre part, une inébranlable volonté d'exister. L'assimilation des Juifs ne semble donc possible que sous deux

conditions : 1° l'émancipation individuelle des Juifs, 2° leur émancipation nationale. La solution de la question juive par l'assimilation n'est possible que si l'autre mesure préconisée, la transplantation est partiellement adoptée. Nous nous proposons d'étudier les modalités de la réconciliation de ces deux solutions.

SECTION II.

Etude des conditions d'une solution rationnelle de la question juive.

§ 1. — 1° Condition : émancipation complète et universelle des Juifs.

Les Juifs ne s'assimilent pas lorsqu'ils sont persécutés. Plus l'oppression est grande, plus les Juifs sont rejetés de la vie commune, et plus ils se groupent entre eux, et leur résistance à l'assimilation devient plus grande.

Ce n'est peut-être pas là un phénomène particulier aux Juifs. Les mêmes conditions auraient peut-être produit sur tout autre peuple les mêmes effets.

Le premier facteur de l'assimilation entre deux peuples c'est leur égalité complète. C'est le libre accès de la minorité à toutes les fonctions sociales, politiques et économiques de la vie collective, le frottement quoti-

dien des deux milieux, leur contact perpétuel au travail comme au repos, à la peine comme à la joie qui, affaiblissent suffisamment leurs résistances nationales mutuelles pour que les deux côtés puissent subir leurs mutuelles forces d'attraction.

La première condition de l'assimilation des Juifs est donc la liberté et l'égalité.

Cette liberté et cette égalité doivent être complètes. Dans les pays où les Juifs ne demandent que l'égalité individuelle cela va sans dire. Mais dans les pays orientaux où les Juifs constituent des groupements nationaux importants, possédant des patrimoines nationaux particuliers, ces patrimoines doivent avoir les mêmes possibilités d'exister et de se développer, que le patrimoine national de la majorité. Autrement il y aurait de l'oppression, donc pas d'assimilation possible.

Cela peut ressembler à un paradoxe. Mais paradoxe et contre-vérité ne sont pas synonymes. L'assimilation par la force n'a rien donné nulle part, surtout depuis que la conscience nationale existe. Le seul moyen d'assimilation c'est d'admettre qu'elle soit non pas unilatérale, qu'elle constitue non pas l'absorption du faible par le fort, mais la pénétration mutuelle et la création graduelle de la somme totale de ce que représentent les deux nationalités en contact.

Pour que les Juifs de Pologne, par exemple, s'assimilent aux Polonais, il faut que les premiers puissent librement développer leur patrimoine national, sans

persécutions, sans opposition, sans haine de la part des seconds. C'est à cette condition seulement que la Pologne peut espérer devenir un jour un Etat unitaire. Autrement elle mènera une vie de troubles intérieurs qui n'auront aucune raison de jamais cesser.

Si les conditions nécessaires à une assimilation pacifique sont établies, les Juifs ne seront pas absorbés par les Polonais, ni les Polonais par les Juifs. Les deux groupements, suivant chacun son chemin particulier, mais parallèle à celui de l'autre, profitant de l'émulation qu'une situation pareille doit forcément créer, arriveront un jour mêlés par l'osmose, à un point commun.

Ce processus s'est déjà produit pour les israélites des pays libres. D'ailleurs, aucun principe de justice ne peut exiger, que dans la nécessité de la fusion des civilisations juives et polonaises, la première seule doive supporter tous les sacrifices.

Les mêmes considérations s'appliquent aux autres pays à forte population juive.

Il faut que cette règle de liberté et d'égalité soit admise universellement. Sans quoi les Juifs seront obligés de continuer leurs migrations. Or, outre que les migrations juives sont une source de contagions anti-judaïques, elles servent encore d'empêchement à l'assimilation (1).

(1) V. opinion contraire dans : Ruppin, op. cit., p. 66. Le nom de M. Ruppin ajoute un grand poids à cette opinion ; néanmoins nous pensons qu'elle est inexacte.

Les Juifs émigrent, lorsqu'ils sont opprimés. Or c'est précisément dans les pays d'oppression qu'ils ont conservé leur conscience nationale dans toute sa vigueur. En émigrant ils emportent cette conscience nationale dans les pays libres, et ils l'inculquent aux Juifs qui y sont établis depuis longtemps. Ainsi le mouvement national des Juifs des Etats-Unis n'a atteint son maximum de développement qu'après la grande affluence d'immigrés juifs de 1905 à 1907. On remarque souvent en Occident le retour de nombreux israélites au judaïsme national. C'est l'effet de la même cause.

Il est vrai que la conscience nationale des nouveaux immigrés se relâche après deux, trois générations, mais à condition que le flot de l'immigration ne continue pas.

La liberté et l'égalité complètes et universelles des Juifs sont donc la première condition à remplir pour amener l'assimilation des Juifs.

On ne peut pas laisser la détermination des modalités d'application de ce principe aux Etats particuliers, surtout parce que certains pays ne voudraient jamais l'appliquer de bon gré. C'est au droit international de le faire en prenant en considération, bien entendu, les conditions particulières à chaque pays.

§ 2. — 2° Condition : empêchement des explosions de crises anti-juives par la suppression de la propagande antisémitique.

La seconde condition, c'est l'empêchement universel par les pouvoirs publics de toute explosion d'antijudaïsme populaire aigu. Car aussitôt qu'une telle crise a

éclaté, il se manifeste du côté des Juifs du pays un mouvement de repli sur eux-mêmes, et du côté des Juifs des autres pays un mouvement de sympathie qui est susceptible d'annuler tout le travail antérieur d'assimilation.

Dans ce but la propagande antijuive doit être supprimée comme contraire à l'ordre public national et international. Les pays avancés doivent le faire de leur propre mouvement ; les autres doivent y être obligés par le droit international.

Nous nous rendons bien compte de l'hérésie que nous exprimons en formulant cette demande. La liberté d'opinion ! Demander sa limitation par le droit interne serait déjà un fait grave ; en demander la restriction par intervention internationale, c'est monstrueux !

Sans doute. Mais il le faut. D'abord la liberté d'opinion est avant tout une liberté, donc limitable. Si la jouissance peut en être absolue, son exercice ne peut et ne doit pas l'être, et en fait ne l'est pas. La calomnie publique individuelle est punie par la loi. Pourquoi la calomnie collective ne le serait-elle pas ? La vente libre des poisons ne peut présenter qu'un danger individuel. L'histoire ne connaît pas d'exemple d'abus de cette liberté par des empoisonnements collectifs. Pourtant dans tous les pays organisés la liberté du commerce est restreinte en ce qui concerne ces articles.

Or, la propagande antijuive, si elle n'est pas menée par des aliénés mystiques ou frappés de la manie de persécution, constitue une calomnie collective. Cette

calomnie est susceptible de constituer un danger public national et international. La propagande antisémite constitue un poison moral collectif, susceptible de dissoudre des Etats et d'embrouiller les relations normales entre les nations. Il faut donc que la liberté de l'opinion soit restreinte en ce qui concerne cette calomnie, que la liberté du commerce soit limitée en ce qui concerne la vente de ce poison par la presse et la librairie. Un Juif qui lit des livres antisémites ne deviendra jamais israélite, un israélite qui les feuillète tend à revenir au judaïsme. Il faut que les grands Etats libres suppriment cette littérature en chargeant le ministère public de poursuivre pour calomnie leurs auteurs avec ou sans plainte des organismes représentatifs des Juifs et des israélites. Il faut que les grands Etats libres, assemblés autour de la table verte des Conférences internationales, sachent obliger les petits Etats à en faire autant.

§ 3. — 3^e condition : L'émancipation nationale des Juifs

En observant l'histoire des Juifs on voit un fait qui la traverse et se renouvelle toutes les fois que la nationalité juive est sur le point de disparaître sous la pression des influences étrangères, qui l'assaillent de tous côtés : c'est qu'un événement se produit au moment le plus dangereux et la sauve.

Les Juifs ont subi plusieurs crises d'assimilation, dont les principales furent l'exil de Babylone, les mariages mixtes de l'époque d'Ezra, le contact avec l'Hellénisme, la conquête romaine, la cohabitation en Espagne

et en Afrique du Nord avec les Arabes enfin l'émancipation du XIX^e siècle. A toutes ces crises correspondent des mouvements de réaction, qui ont maintenu la cohésion collective des Juifs.

Lors de l'exil de Babylone Zeroubabel sut galvaniser le sentiment national de quarante deux mille Juifs et les ramener en Palestine ; Ezra amena les familles juives à expulser leurs membres issus de races étrangères ; les Maccabées sauvèrent la nation juive de l'influence grecque ; l'école de Jabneh la sauva des dangers de la dispersion après l'an 70, à l'époque espagnole les croisades maintinrent la nostalgie de la Palestine en éveil ; au XIX^e siècle le nationalisme est venu à temps remplacer le support religieux, rongé par le rationalisme.

Ainsi l'assimilation n'aboutissait jamais. On peut affirmer que dans la plupart des cas énumérés le facteur-persécution existait et produisait ses effets. Une bonne partie de Juifs ramenés en Palestine par Zeroubabel étaient des pauvres, des mécontents, des malheureux. Le mouvement des Maccabées a été déterminé par les persécutions d'Antiochus Epiphane, Rome a détruit l'Etat juif et massacré ses habitants, les Juifs d'Espagne se seraient peut être définitivement assimilés aux chrétiens sans l'inquisition et l'expulsion de 1492 et Pinsker n'aurait peut être pas créé le mouvement national sans les pogromes russes de 1881 et les règlements provisoires du prince Ignatieff. On peut le dire. Mais le fait est là : toutes les fois que les Juifs sont sur le point de disparaître un événement se produit qui les maintient

à flot. Pour expliquer ce phénomène il faut ou bien invoquer la fatalité, le doigt de la providence, qui veut que les Juifs ne disparaissent pas, ce qui ne serait plus ou ne serait pas encore de mise de nos temps, ou bien admettre dans le matériel humain qui constitue le peuple juif, un noyau indissoluble, inassimilable, qui résiste à la violence et qui la provoque par sa résistance. C'est celle-ci que nous adoptons. D'ailleurs, si l'on voulait adopter la première, il faudrait que la fatalité trouvât dans le mouvement général d'assimilation des forces humaines sur lesquelles et par lesquelles elle pourrait s'exercer, ce qui nous ramène à la seconde explication.

Il y a donc, en même temps qu'une tendance centrifuge, qui s'efforce de désagréger le peuple juif, un noyau soumis à une tendance centripète, obstinément rebelle à la désagrégation et attirant vers lui de temps en temps une assez grande partie des Juifs, pour que l'assimilation ne puisse produire de résultats définitifs.

Le fond de cette tendance centripète est toujours le même : le désir de subsister en tant que groupement national et l'espoir d'être libre ou de le redevenir sur la terre nationale de la Palestine. Nous avons vu sous quelle forme elle s'est manifestée dans le passé. On ne peut pas prévoir les formes sous lesquelles elle se manifestera dans l'avenir, si les Juifs continuent à être déchirés entre les deux tendances opposées, mais il y a aucun doute qu'elle se manifestera. Actuellement son expression est la revendication devant le droit international

public de la terre de Palestine pour le peuple Juif. Elle s'appelle *sionisme*.

La troisième condition de la solution rationnelle de la question juive, se trouve dans la satisfaction de la tendance centripète, la transplantation des Juifs qui constituent le noyau inassimilable, dans un pays où ils constitueront une nation comme toutes les autres nations du monde, et qui subira dans le mouvement général du progrès le même sort que toutes les autres nations. Ce pays ne peut être que la Palestine, parce que les Juifs, pour des raisons que nous retrouverons plus loin, ont des droits sur ce pays, et parce que la possession d'aucun autre pays ne pourra leur donner la satisfaction définitive nécessaire pour la disparition de ce troisième empêchement à l'assimilation.

SECTION III.

Appréciation critique de la solution préconisée.

La solution de la question juive que nous préconisons, composée de deux méthodes solidaires : création d'un Etat juif par les Juifs inassimilables et destruction de tous les empêchements à l'assimilation des autres, se heurtera à diverses objections. Avant de les aborder nous étudierons les avantages qui résulteraient de l'application de ces méthodes pour la solution de la question et partant pour les quatre groupes des principes du droit.

§ 1. — **Avantages des méthodes préconisées.**

Ni la reconstitution d'un Etat Juif, ni l'assimilation complète des Juifs assimilables ne peuvent être réalisées en un seul jour, ni en une seule année. L'effort devra être soutenu et patient. Cependant des effets partiels se produiront au fur et à mesure de l'évolution de cet effort. L'émancipation absolue des Juifs et l'Etat juif envisagés comme moyens de la disparition de la Diaspora auront des effets immédiats, en ce qu'ils rendront la situation des Juifs conforme aux principes juridiques.

L'émancipation en réduisant les migrations des Juifs au minimum naturel détruira le principal véhicule de l'antijudaïsme.

N'étant plus persécutés, les Juifs cesseront immédiatement d'avoir besoin de protection étrangère; ils deviendront plus sûrs d'eux-mêmes, seront mieux respectés, et leur manque de défense ne sera plus une cause de mépris, engendreur de haine.

La correctionnalisation de la propagande antijuive en supprimant l'antijudaïsme lucratif, fera perdre à l'antisémitisme son plus grand attrait.

A mesure que les Juifs se confondront davantage avec leurs milieux, l'enchevêtrement des populations cessera d'être une cause de rivalités, de rancunes et de haine, et le nationalisme cessera d'être une cause d'irritation perpétuelle.

Enfin l'assimilation définitive des Juifs assimilables fera disparaître le facteur primordial de l'antijudaïsme,

la xénophobie. Lorsque les Juifs ne se distingueront plus de leurs concitoyens par aucune différence extérieure visible, la xénophobie à leur égard ne pourra plus s'exercer. Les alliances qui se produiront durant le processus feront le reste. La contagion ne jouera plus faute de source et l'atavisme ne se manifestera plus faute d'alimentation et d'objet.

De son côté l'Etat juif, quelle que soit la forme initiale de sa nouvelle existence, constituera un centre de rayonnement pour l'esprit juif. L'élite juive de cet Etat ne pourra pas être annexée par les autres nations. Ses productions seront les productions de la nation juive et ils reflèteront leur gloire sur leur souche. Le monde s'apercevra que le peuple juif le dote non seulement de caractères négatifs, mais aussi de beaux esprits et de grands esprits, ce qui contribuera à abolir les préjugés anciens.

Plus tard l'Etat juif aura des relations régulières avec les autres Etats. Il liera des amitiés, des alliances. On le verra à sa place dans la collectivité des nations. Des Etats auront besoin de maintenir avec lui des relations cordiales, amicales ou très amicales. Ces Etats ne pourront continuer à cultiver l'antijudaïsme. Dans les courants de sympathie qui se produiront ainsi par suite des relations diplomatiques, le monde verra les Juifs sous un jour tout nouveau, et l'existence normale d'un Etat juif, avec lequel on peut entrer en contact, fera disparaître la terreur mystique dont le secret de la persistance des Juifs frappe les imaginations.

Tout ceci améliorera les rapports entre les Juifs de la Diaspora et les non-Juifs, durant la période de transition. Ajoutons encore l'effet salubre que produira sur un Etat récalcitrant, s'il en reste, la possibilité de voir ses citoyens qui pourront se trouver dans l'Etat juif subir de légitimes représailles.

L'Etat juif contribuera ainsi, concurremment avec l'émancipation des Juifs, à la sauvegarde des droits humains de ceux-ci ; concurremment avec les libertés nationales des Juifs de la grande Diaspora, il donnera satisfaction aux principes de liberté et de haute justice internationale. En contribuant, par l'amélioration de leur sort ainsi que de leurs rapports avec les non-Juifs, à l'assimilation des Juifs assimilables, la création d'un Etat juif sera d'une utilité appréciable au point de vue de l'ordre public interne de nombreux Etats et parlant de l'ordre public international.

§ 2. — **Objections.**

A. — Objections des israélites.

Les israélites n'ont, bien entendu, rien à dire contre l'idée de l'assimilation des Juifs, mais ils la voudraient totale, sans exception et immédiate. C'est pourquoi l'idée d'un Etat juif indépendant et de la liberté nationale des Juifs de la Diaspora leur répugne. Ils la combattent de toutes leurs forces et par tous les moyens ; un israélite invité à exprimer devant la conférence de la Paix l'avis de ses correligionnaires de France sur le

sionisme, est allé jusqu'à dire que concentrer en Palestine les Juifs de l'ancienne Russie, constituerait un danger international, parce que cela créerait dans le Levant un foyer de bolchevisme.

L'Alliance Israélite Universelle qui fit maintes démarches auprès de la Conférence de la Paix en vue d'aider les Juifs de l'Europe orientale à obtenir la liberté individuelle, évita soigneusement de prononcer un seul mot sur la question sioniste. Quant aux libertés nationales de ces mêmes Juifs orientaux, elle en repoussa expressément l'idée. Le 6 juillet 1919, elle publia une déclaration pour adresser « l'expression de sa profonde reconnaissance aux représentants des grandes Puissances de l'Europe et d'Amérique, qui ont apporté un si grand esprit de libéralisme dans le règlement de la question juive », par le traité polonais qu'elle déclare amplement suffisant. « Dans certains milieux israélites (juifs dirions nous) on prétend, dit cette déclaration, que le programme (de la liberté individuelle) ne répond pas aux aspirations de la population juive : les pays de l'Europe orientale étant composés de groupements ethniques, de tendances, de mœurs, de langue et de religion différentes, la constitution des nouveaux Etats devrait reconnaître à chacun de ces groupements — y compris les groupements juifs — des droits spéciaux de minorité nationale.

« *L'alliance Israélite ne partage pas cette conception,* Les Juifs liant leur destinée à celle de leur pays, participant à sa vie intellectuelle, morale et politique et à sa

prospérité économique, il importe, non d'établir un nouveau mur de séparation, mais, au contraire, de renverser définitivement les barrières encore existantes, en vue de faciliter le rapprochement des divers éléments de population et de réaliser leur unité morale » (1).

L'excuse de l'alliance peut être qu'elle n'est pas au courant des luttes nationales de l'Europe orientale. Mais il y a sur place aussi des israélites qui professent les mêmes opinions.

Ce n'est pas par méchanceté de cœur, ni par esprit de contradiction que les israélites s'opposent au nationalisme juif. Instruits par un passé douloureux et encore trop rapproché pour être complètement oublié, craignant des retours offensifs de leurs ennemis, ils veulent que le peuple juif se fasse tout petit, qu'il ne se fasse remarquer par rien, qu'il n'essaie pas de manifester sa personnalité et que dans le silence et l'oubli il disparaisse complètement, en se laissant absorber par tous les autres peuples, sans laisser d'autres traces que les empreintes morales qu'il a déjà mises sur les civilisations orientales et occidentales.

Encore rattachés au judaïsme par les liens de la religion et peut-être aussi par un lointain appel du sang, si cela existe, ils veulent bien collaborer au sauvetage de leurs corréligionnaires persécutés, mais en dehors de la liberté individuelle, qui a donné d'excellents résultats pour leur propre assimilation, ils ne demandent

(1) V. Alliance Israélite Universelle : la question juive devant la Conférence de la Paix, recueil de documents, Paris 1919, p. 36.

rien. Lorsque le droit à l'existence aura été garanti à tous les Juifs de la terre, il ne restera plus entre israélites français, par exemple, et Juifs polonais que le même lien qui existe entre catholiques ou protestants de deux pays différents, c'est-à-dire aucun.

Mais en attendant, les israélites considèrent le mouvement national juif comme dangereux, pour eux, pour les Juifs et pour la paix. Ils n'ont pas absolument tort. Sans le nationalisme le monde serait peut-être plus tranquille. Le nationalisme comme l'amour et comme tout autre sentiment affectif, comporte ses douleurs. Mais il en est ainsi de tous les nationalismes et non seulement du nationalisme juif. Il faut prendre en considération les réalités. Que les israélites le veuillent ou non le nationalisme juif existe et lui donner satisfaction vaut mieux que de le comprimer.

L'argument le plus en vogue parmi les israélites est le suivant : si les Juifs sont reconnus comme une nationalité, ils deviendront des étrangers dans leurs pays d'habitation respectifs. L'argument n'est même pas spécieux. On ne devient étranger dans un pays dont on est citoyen qu'en se naturalisant dans un pays étranger.

Un autre argument est très courant dans les milieux israélites. Il a été invoqué par des chrétiens aussi. A un questionnaire du journal *Le Matin* (1), quelques jours après l'audition de la délégation sioniste par le Conseil des Dix de la Conférence de la Paix, Mgr Baudrillart, de l'Académie Française, tout en s'exprimant en faveur

(1) Voir « *Le Matin* », 2 mars 1919.

de l'idée d'un foyer juif en Palestine, dit qu' « il la considère comme désavantageuse pour les Juifs. Car les Juifs sont déjà une *religion* et une *race*. C'est en tant que race qu'ils sont difficilement assimilables aux autres éléments de la population dans chaque Etat. On ne dit pas antijudaïsme mais *antisémitisme*.

S'ils deviennent en outre une nationalité, et c'est fatal, s'ils sont constitués en Etat, vous voyez à quel point ils deviennent *étrangers* partout : car enfin ils ne peuvent pas aspirer à avoir *deux nationalités*. Dès lors, toutes les suspicions se fortifient et leur situation devient partout plus difficile ».

Cette argumentation est celle des israélites. « C'est, au surplus, continue le savant directeur de l'Institut Catholique, l'opinion d'éminents rabbins avec qui j'en ai plusieurs fois causé, et de l'homme très distingué, très sage et très bienveillant qu'est M. Sylvain Lévy, professeur au Collège de France (1) ».

Le début de l'argumentation est logique. Il consiste à dire aux Juifs ceci : lorsque vous n'étiez qu'une religion nous, chrétiens, nous vous avons fait souffrir beaucoup. Depuis qu'on a découvert que vous étiez une race, nous vous avons fait souffrir le double. Maintenant que vous voulez devenir une nationalité, vous allez peut-être souffrir le triple.

Seulement où l'argumentation devient erronée, c'est lorsqu'elle affirme que les Juifs ne deviendront une

(1) C'est M. S. Lévy qui représentait l'opinion des israélites français devant le Conseil des Dix lors de l'audition des délégués sionistes.

nationalité que lorsqu'il y aura un Etat juif. Ceci est inexact : les Juifs sont déjà une nationalité. L'Etat fera des Juifs qu'il contiendra une nation juive. Mais les autres resteront ce qu'ils sont.

La seconde erreur c'est la théorie de la double nationalité des Juifs de la Diaspora dans le cas de la reconstitution d'un Etat juif. C'est une erreur très courante. On dit familièrement : la loi Delbrück appliquée aux Juifs. Dans les discussions de la Société de Sociologie de Paris sur la Palestine (1) cette erreur a été utilisée à plusieurs reprises par les adversaires du sionisme. Qu'il nous soit permis de reprendre dans ses traits essentiels la réfutation de cette erreur, que nous avons développée dans la même discussion (2).

« Il y a dans la nationalité deux faits : 1° — le fait sentimental, c'est-à-dire, le lien sentimental qui attache l'homme à une certaine nation, et 2° — le fait juridique, c'est-à-dire le lien juridique qui rattache l'homme à un Etat. Normalement, l'homme a ces deux faits identiques. Un Français est Français de cœur et de droit, de sentiment et des documents qui affirment sa qualité de Français, et qui créent pour lui des droits et des devoirs à l'égard de l'Etat français. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Il y a des millions d'hommes pour qui ces deux faits sont distincts. Par exemple, un Français né en Amérique et éduqué dans les sentiments français, s'il opte, à sa majorité pour la nationalité américaine a dès

(1) Voir Revue Internationale de Sociologie, année 1921.

(2) Id., n° 7-8, p. 387 et s.

lors deux nationalités, Dans le même cas se trouvent des peuples entiers ; les Boers du Transvaal, les Français du Canada et avant la guerre ceux d'Alsace-Lorraine. Les divers traités de paix ont mis dans cette situation les Allemands de Pologne et de la Bohême, les Hongrois et les Russes de Roumanie et d'autres encore. Mais ce n'est pas là la loi Delbrück.

En effet, cette loi admettait qu'un allemand qui se naturaliserait à l'étranger conserverait certains droits et devoirs à l'égard de l'Etat allemand. Il aurait donc deux nationalités de droit, ce qui n'est pas la même chose.

Quant aux personnes de descendance judaïque, il faut faire la distinction entre israélites et Juifs. Les premiers n'ont qu'une seule nationalité, celle du pays où ils sont citoyens. Les seconds, au contraire, ont deux nationalités : Juifs de sentiment ils sont de droit les nationaux des pays qu'il habitent.

Leur attribuer un double état comparable à celui créé par la loi Delbrück est donc une erreur. Mais où cette erreur atteint son summum c'est lorsqu'on dit que c'est la réalisation des vœux des Juifs pour la création d'un Etat indépendant qui donnera à ceux-ci deux nationalités. C'est justement le contraire ; c'est justement la destruction du fait de la double nationalité des Juifs, qui est le but essentiel du sionisme ; c'est justement l'unification de la nationalité des Juifs, l'identification du fait sentimental avec le fait juridique, que le mouvement juif de renaissance nationale veut obtenir par la réalisation du sionisme. Car les Juifs qui s'établiront en

Palestine et s'y naturaliseront, et ceux qui y naîtront seront désormais Juifs de sentiment et Palestiniens de droit ».

Ainsi la principale crainte des israélites se trouve infirmée par les règles élémentaires du droit international privé.

L'erreur capitale des israélites est de ne pas prendre suffisamment en considération le fait indiscutable de l'impossibilité de l'assimilation de tous les Juifs. C'est cette erreur qui les empêche de concevoir, que pour que les Juifs s'assimilent il faut qu'un Etat indépendant soit formé où les Juifs inadaptables puissent créer une personnalité particulière.

Leur seconde erreur est de perdre de vue le fait qu'une aspiration collective non satisfaite cimente la cohésion interne de la collectivité et empêche sa dissolution.

En outre les polémiques entre les israélites et les Juifs pour ou contre l'assimilation contribuent elles aussi à augmenter la résistance de ces derniers. Ce qui reste de mieux à faire pour le bien des israélites, des Juifs et du droit, c'est que les premiers cessent complètement de s'occuper des seconds.

Mais cette abstention des israélites des affaires juives n'est possible qu'à la condition qu'il n'y ait plus dans le monde de Juifs persécutés qui demandent aux israélites des pays libres d'intervenir en leur faveur.

B. — Objections des Juifs.

Les Juifs de leur côté n'ont, bien entendu, rien à objecter à l'idée de leur liberté nationale dans la Dias-

pora et de la reconstitution d'un Etat juif. Mais ils s'opposent de toutes leurs forces à l'idée d'assimilation.

Ils sont Juifs, ils veulent le rester. C'est très naturel. Dans le feu croisé des polémiques et des luttes entre eux et les israélites, les termes *assimilation* et *assimilé* ont reçu un sens péjoratif. De statique le concept d'assimilation est devenu dynamique. Le terme *assimilé* s'est mué en *assimilateur* dont le sens est identique à celui qu'avait dans divers pays durant la guerre le terme *défaitiste*.

Les chefs du mouvement national juif ne voient que les résultats immédiats de l'émancipation individuelle et nationale. Ils n'y voient que la possibilité pour la nation juive de rester telle et de se développer. Ils font fausse route. Il faut avoir le courage de regarder la réalité en face. D'ailleurs, cette réalité n'est pas du tout décourageante, à condition qu'on la juge rationnellement et raisonnablement.

D'abord, conserver une personnalité nationale dans la Diaspora, lorsqu'on peut la développer dans les cadres naturels et sains d'un Etat, à quoi bon ? Pour continuer à se trouver disséminée parmi tous les peuples, pour être déchiré entre des influences diverses, pour continuer à provoquer la jalousie de tous, pour subir de temps en temps des explosions de haine sanglantes ? Est-ce que la mission d'Israël ne peut vraiment s'accomplir sans souffrances ? Est-ce une mission que de souffrir ? Un courant existe au sein du mouvement sioniste qui enseigne que la concentration des Juifs dans un pays à eux

né doit avoir pour but que de constituer un foyer intellectuel (*en hébreu : merkaz rou'hani*) d'où le judaïsme rayonnerait sur le monde entier. Est-ce suffisant ? Que deviendraient dans ce cas les Juifs de la Diaspora ? n'y a-t-il pas à craindre que cette idée ne devienne suspecte ? En fait n'a-t-on pas voulu trouver une coïncidence entre cette pensée idéaliste et les « protocoles des sages de Sion » ? N'est-on pas allé jusqu'à attribuer la paternité des protocoles au philosophe juif qui a conçu cet idéal (1) ? Il ne faut pas vouloir que dans l'avenir des Juifs puissent encore être victimes d'horreurs pareilles à celles de 1919 ; il ne faut pas vouloir qu'ils continuent à traîner une lourde vie de proscrits en se contentant de temps en temps de la triste joie de voir leurs représentants subir les humiliants honneurs des anti-chambres de personnalités politiques et d'assemblées internationales.

Pour que la nation juive puisse recommencer une vie normale, il ne faut pas du tout qu'elle ait 15 millions d'âmes dispersées à travers le monde et appartenant à de groupements entre lesquels les différences de tempérament, de mœurs et de mentalité vont en augmentant. Pour qu'une civilisation hébraïque puisse renaître sur la terre d'Israël, il n'est pas du tout besoin qu'il existe dans la Diaspora une civilisation — mosaïque en

(1) V. L. Fry : L'Auteur des Protocoles. A'had Ha'am et le Sionisme, édition de la Vieille France, Paris, 1921.

yiddich (1). L'assimilation des Juifs assimilables ne peut être considérée comme empêchement sérieux à la renaissance de la nation juive.

D'ailleurs qu'on le veuille ou non l'assimilation se produit. Elle s'est toujours manifestée, elle se manifeste aujourd'hui plus rapide qu'avant le XIX^e siècle, demain dans un régime sans oppression sa vitesse sera encore plus grande. Le docteur Ruppin (2) le constate dans son livre. Il énumère plusieurs causes de ce phénomène : l'amélioration des conditions économiques des Juifs et l'abaissement du chiffre des naissances qui en résulte, la dispersion par les migrations (3), la concentration dans les villes. Il constate l'assimilation avec regret et préconise le sionisme comme moyen de l'arrêter. Avec tout le respect que nous devons à l'éminent statisticien, nous nous permettons de souligner son erreur. Il a bien signalé les diverses crises antérieures d'assimilation, mais il a manqué d'apercevoir le fait, mentionné plus haut, que l'assimilation totale des Juifs ne se produit jamais.

L'assimilation n'est pas un phénomène maladif, mais un effet naturel du progrès. Toutes les nations actuelle-

(1) Ces paroles ne doivent pas être considérées comme volontairement blessantes pour la littérature yiddich. Nous l'apprécions à sa juste valeur et nous nous inclinons avec admiration devant les grands talents, qu'elle a produits. Mais nous la considérons inutile au point de vue de la renaissance nationale juive et, par conséquent, sans avenir.

(2) Op. cit.

(3) Nous avons constaté plus haut nos divergences de vue sur ce point.

ment existantes sont les produits d'assimilations antérieures et subissent toujours un processus imperceptible d'assimilation. Vouloir qu'un seul peuple, quel qu'il soit, reste éternellement en dehors de ce mouvement perpétuel c'est abandonner pour toujours tout espoir de voir la paix régner sur la terre. Le nationalisme qui aujourd'hui entrave l'assimilation n'a pas toujours existé, donc il n'est pas éternel. Le sionisme, qu'on le veuille ou non n'est pas un moyen d'arrêter l'assimilation des Juifs, mais un moyen de séparer les assimilables des inassimilables, pour faciliter aux premiers de subir leur sort, et donner aux seconds une vie nationale normale, pour qu'ils puissent exercer sur le monde les influences qu'ils sont capables d'exercer, et subir au même degré que les autres nations le mouvement général du développement de la solidarité humaine. L'assimilation ne fera pas disparaître Israël, tant qu'il n'aura pas repris sa place parmi les nations vivantes. Pour cela 15 millions d'âmes ne sont pas nécessaires. Il faut avoir la foi en son peuple. Le contingent que la Palestine pourra recevoir suffira. Les 42 mille disciples de Zeroubabel sont devenus 3-4 millions pour défendre Jérusalem contre Rome; Les 5 fils de Mathathias, restés fidèles à leur nation, sont devenus des dizaines de milliers pour reprendre Jérusalem de la main des envahisseurs grecs, la poignée d'étudiants de Jabneh est devenue une foule brillante de maîtres spirituels qui créèrent à Soura et à Poumadita le ciment qui a conservé Israël jusqu'ici; le million et demi de Juifs échappés des tortures du

Moyen Age, sont devenus 12 millions pour soutenir l'étendard national levé par Herzl; avec du courage, du travail et de la patience les 100 mille Juifs, actuellement établis en Palestine, deviendront aussi nombreux qu'il le faudra le jour de la proclamation de l'indépendance.

C. — Objections des Etats.

Les Etats, ou pour employer un terme plus général, les nations intéressées peuvent aussi faire des objections, non pas aux libertés individuelles des Juifs, mais à leur liberté nationale. Tout d'abord les Arabes de Palestine peuvent s'opposer à l'idée d'un Etat juif en Palestine. Nous laisserons cette question de côté pour l'instant, nous réservant de l'étudier dans le chapitre consacré au sionisme.

Les Etats de l'Europe orientale, où les Juifs demandent leurs droits de minorité nationale, peuvent élever des objections de principe, et affirmer, en se basant sur les anciennes théories de souveraineté et d'indépendance, qu'ils peuvent faire à l'intérieur de leurs limites territoriales ce que bon leur semble. Nous avons repoussé ces objections et n'y reviendrons pas.

Mais ces Etats peuvent élever des objections plus réelles. Les droits des minorités nationales pourraient créer des situations qui n'ont pas de précédent, que les principes du droit constitutionnel universellement acceptés ne connaissent pas, qui peuvent avoir des conséquences facheuses. On a prononcé l'expression d'Etat dans l'Etat.

D'abord cette expression est exagérée. Il n'y a pas un Etat dans l'Etat lorsque les minorités ethniques reçoivent les moyens d'exister et de défendre leurs intérêts, comme il n'y en a pas lorsque la liberté d'association détermine la création de toutes sortes de groupements politiques au sein de l'Etat et lorsque la représentation proportionnelle leur permet de défendre légalement leurs intérêts. Il n'y aura pas d'Etat dans l'Etat lorsque les Juifs pourront prendre leur repos hebdomadaire le samedi au lieu du dimanche, éduquer leurs enfants dans leurs écoles, conserver leurs œuvres sociales ou envoyer aux Parlements des députés proportionnellement à leur force numérique.

Ensuite, admettons même que tout ceci amène réellement un état de choses, auquel l'expression Etat dans l'Etat soit applicable. Et alors ? Il ne faut pas craindre les mots. Dans l'effort continu de la sauvegarde de l'ordre et des autres principes du droit il ne faut pas s'attacher trop à la lettre des théories développées dans les manuels de droit constitutionnel. Si ceux-ci ne mentionnent pas l'Etat dans l'Etat parmi les formes habituelles de l'organisation interne des Etats, c'est qu'ils sont périmés et leurs théories surannées. Si l'ordre public interne et la paix internationale ne peuvent être établis qu'à la condition que certains pays soient organisés sous formes d'Etats dans des Etats, il faut qu'il en soit ainsi.

L'élasticité de la Constitution coutumière de l'Empire britannique a permis à celle-ci de devenir un

Etat dans lequel il existe plusieurs autres Etats. L'Etat libre d'Irlande est un Etat dans l'Etat britannique. La Grande-Bretagne en a-t-elle été diminuée ? On nous dira qu'entre ces deux Etats superposés il y a une frontière maritime. C'est entendu, mais le fait de l'Etat dans l'Etat n'en existe pas moins. A des conditions différentes seront appliquées d'autres modalités, voilà tout.

Mais, diraient les Etats de l'Europe Orientale, si les Juifs constituent une nationalité à part au sein de l'Etat, comment serons nous sûrs de leur fidélité, comment pouvons nous être sûrs que dans le cas d'une guerre, cette nationalité particulière voudra nous défendre ?

La question est importante, mais la réponse est facile. En premier lieu les Juifs heureux, oubliant les persécutions, satisfaits dans leurs sentiments nationaux ne manqueront pas de défendre l'Etat dont les institutions leur auront accordé tant de bienfaits. Les Etats de l'Europe orientale n'ont qu'à instaurer une sorte de rivalité dans les satisfactions à donner aux desiderata de leurs Juifs, pour se les attacher le plus profondément possible. En deuxième lieu, la reconnaissance des libertés juives ne créera qu'une période plus ou moins longue de transition, après laquelle l'Etat se trouvera unitaire. En troisième lieu, puisque le droit demande que les libertés des Juifs soient reconnues, si les Etats craignent quand même qu'en cas de guerre cette situation d'Etat complexe ne soit désavantageuse, il leur reste à conjuguer leurs efforts communs pour soutenir la Société

des Nations dont le Pacte dans ses articles 10 et suivants pourrait les garantir de toute attaque, et à abandonner toute ambition d'expansion territoriale qui pourrait les amener à faire la guerre aux autres.

CHAPITRE IV

La réalisation des deux premières conditions
de la solution rationnelle de la question juive
par le droit international public.

SECTION I

Les interventions internationales en faveur des Juifs antérieures à la
Conférence de la paix de 1919-1920. (1).

La question juive n'est pas une question absolument nouvelle en droit international public positif. Elle a des précédents dont le premier date du dix-huitième siècle, sans compter les vœux platoniques contre la persécution violente des Juifs, qui furent exprimés par les conciles oecuméniques.

(1) Nous sommes redevable pour la plupart des renseignements contenus dans cette section à la brochure de M. Lucien Wolf : *A Diplomatic History of the Jewish Question*, Londres 1919.

§ 1. — L'intervention de l'Angleterre et des Pays-Bas en faveur des Juifs expulsés de Bohême en 1745.

Le premier cas d'une intervention internationale en faveur des Juifs s'est produit lors de la guerre dite de la succession d'Autriche. C'était une intervention pour cause d'humanité.

Au cours de la guerre, en janvier 1745, l'impératrice Marie-Thérèse, pour punir les Juifs de Lorraine dont quelques-uns avaient traversé la frontière française, ordonna l'expulsion de tous les Juifs de Prague dans le mois et de tous ceux de la Bohême et de la Moravie dans les 6 mois ; ensemble 5.000 familles (1).

Obligés de quitter Prague en plein hiver les 20.000 Juifs de cette ville adressèrent un émouvant appel à leurs corréligionnaires des autres Etats. Le roi Georges II d'Angleterre, après avoir reçu une députation des Juifs de Londres qui lui remit une pétition pour demander son intervention, ordonna à son ambassadeur à Vienne de faire, de concert avec l'ambassadeur des Pays-Bas, autre allié de Marie-Thérèse, des représentations auprès de l'impératrice. Celle-ci les accueillit favorablement et le décret d'expulsion fut annulé. Les Juifs déjà expulsés furent autorisés à réintégrer leurs maisons (2).

Il est intéressant de noter dans les instructions envoyées à l'ambassadeur britannique la phrase suivante :

(1) Voir pétition de Moses Hart et Aron Freud au roi Georges II d'Angleterre, id.

(2) V. Græz : Geschichte der Juden, vol. X, p. 393 et s.

«... faire comprendre à la Cour de Vienne de la manière la plus douce et la plus amicale (*in the tenderest and most friendly manner*) la mauvaise impression que ferait dans le monde la conduite de l'Impératrice, si un si grand nombre d'innocents souffrait par la faute de quelques traîtres ».

§ 2. — Le Congrès de Vienne 1814-1815
et l'émancipation des Juifs des pays allemands

A Vienne en 1814 la question juive reçut pour la première fois les honneurs de la table verte.

Les Juifs de Francfort-s-le Mein et des villes hanseatiques dépêchèrent au Congrès des députations, présidées par Jacob Baruch père du poète Ludwig Boerne, pour appuyer leur demande d'émancipation. Après maintes démarches et pétitions (1), ces députations obtinrent de Metternich et de Hardenberg l'insertion dans l'acte final d'une clause ainsi conçue : (2).

(La Diète de la confédération de l'Allemagne)
« *prendra en considération les moyens d'opérer de la manière la plus uniforme l'amélioration de l'état-civil de ceux qui professent la religion juive en Allemagne et s'occupera particulièrement des mesures par lesquelles on pourra leur assurer et leur garantir dans les Etats*

(1) V. Kluber : Akten des Wiener Kongresses ; Vol. 6 pp. 58 et passim. V. aussi Dr N. M. Gelber : Aktenstücke zur Judentrage am wiener Kongress 1814-1815, Wien 1920.

(2) Acte final. Annexe IX : « Acte sur la Constitution Fédérative de l'Allemagne », art. XVI.

de la confédération la jouissance des Droits civils, à condition qu'ils se soumettent à toutes les obligations des autres citoyens. En attendant, les droits accordés déjà aux membres de cette religion *par* tel ou tel Etat particulier, leur sont conservés ».

« *Prendra en considération* », « s'occupera particulièrement de mesures par lesquelles *on pourra* leur assurer... » Ce n'est pas encore une obligation ferme. Dans la phrase finale un tout petit mot de trois lettres abolit même les réformes antérieures au Congrès : c'est le mot *par* que nous avons souligné.

La première rédaction disait :... Les Droits accordés déjà aux Juifs *dans* tel ou tel Etat. Si le mot « *dans* » avait été conservé les Juifs auraient continué à jouir des libertés que leur octroya Napoléon lors de l'occupation française. En substituant au mot *dans* le mot *par* le comité de rédaction annula les lois libérales de Napoléon et ne laissa subsister que les maigres droits accordés aux Juifs par les Etats allemands avant l'invasion.

La Prusse déclara qu'elle ne se soumettra pas (1) et dans les autres pays et la Confédération le traité resta lettre morte, ou plutôt, au contraire, il fut appliqué au détriment des Juifs. Ceux-ci se plaignaient. De Hardenberg et de Metternich protestèrent (2). L'Angleterre fit aussi des représentations en 1816, mais sans résultat. En désespoir de cause Nathan Rothschild annonça pu-

(1) Gelber, op. cit., p. 41.

(2) Graetz, op. cit. V. XI, p. 324 et s.; Kohler : Jewish Rights at international Kongresses ; pp. 6 et s.

bliquement que sa maison refusera les traites tirées dans les villes où les droits des Juifs étaient limités (1).

§ 3. — Le congrès d'Aix-la-Chapelle 1818 et les mémoires du R. P. Lewis Way.

Au congrès d'Aix la question juive fut de nouveau évoquée devant les puissances. Mais cette fois elle le fut dans toute son ampleur.

Un ecclésiastique anglais, le R. P. Lewis Way, de Stanstead, Sussex, auquel la connaissance de l'histoire juive avait donné, comme cela arrive souvent dans les pays où la Bible est d'une lecture courante, la foi dans la perennité et le futur réveil de la nationalité juive, alla de son propre mouvement à Aix et présenta au Tsar Alexandre un court mémoire sur l'émancipation civile des Juifs. Le Tsar l'encouragea à développer son idée. Le R. P. Lewis Way composa deux mémoires (2), auxquels il ajouta un court exposé de la question, fait par Dhom, autre défenseur des Juifs à l'époque.

Par ordre du Tsar ces documents furent présentés au Congrès à la séance du 21 novembre 1818. Le protocole suivant fut adopté :

Messieurs les plénipotentiaires de Russie ont communiqué l'imprimé ci-joint, relatif à une réforme dans la

(1) Gentleman's Magazin, oct. 1819, p. 362.

(2) V. Mémoires sur l'état des Israélites, dédiés et présentés à Leurs Majestés Impériales et Royales, réunies au Congrès d'Aix-la-Chapelle, par le R. P. Lewis Way M. A., Paris, 1819.

législation civile et politique en ce qui concerne la *nation juive*.

« La Conférence, sans entrer absolument dans les vues de l'auteur de cette pièce, a rendu justice à la tendance et au but louable de ses propositions. MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse se sont déclarés prêts à donner sur l'état de la question dans les deux monarchies tous les éclaircissements, qui pourraient servir à la solution complète d'un problème, qui doit également occuper l'homme d'Etat et l'ami de l'humanité ».

Signé : Metternich, Richelieu, Castlereagh, Wellington, Hardenberg, Bernstorff, Nesselrode, Capodistrias.

Cet aimable protocole n'avait qu'un caractère officieux et il n'a pas été publié parmi les actes officiels du Congrès. Cependant l'expression « *la nation juive* » est à remarquer. Il est vrai qu'à cette époque le mot « *nation* » n'avait pas encore le sens précis et exclusif qu'il a acquis par la suite (1).

§ 4. — La Conférence de Londres en 1830.

La conférence de Londres ne s'occupa pas des Juifs. Elle émancipa implicitement et incidemment les Juifs du nouvel Etat grec, en obligeant celui-ci à reconnaître l'égalité des citoyens nonobstant les différences de religion et ceci pour cause d'ordre. « Les plénipotentiaires des trois Cours alliées, dit l'alinéa final du procès verbal

(1) On peut voir le texte de ce protocole en appendice dans R. P. Lewis Way, op. cit.

N° 3, du 3 février 1830 (1) désirant de plus donner à la Grèce une nouvelle preuve de la sollicitude de leurs souverains envers elle et de la *préserver des calamités que la rivalité de religions pourrait amener...*

§ 5. — Le Congrès de Paris — 1856

Vingt-six ans après, le Congrès de Paris discuta la question juive, non pas dans toute son ampleur, mais dans ses rapports avec les questions orientales, qui étaient à l'ordre du jour.

A cette époque on observe un commencement de réveil de la solidarité juive. Le bureau des députés juifs d'Angleterre, *Jewish Board of Deputies*, sous l'influence de sir Moses Montefiore, commence à s'intéresser au sort des Juifs des autres pays. En France le Consistoire central des israélites fait des démarches auprès de l'Empereur en faveur de leurs corréligionnaires des Etats à partager ou à créer. Les Rothschild de Paris et de Londres soutiennent le mouvement qu'ils ont même précédé, en entrant en négociations directes avec le gouvernement ottoman et avec Lord Clarendon, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures de la Grande-Bretagne. Celui-ci donna sur leur suggestion des instructions spéciales à cet égard au plénipotentiaire britannique.

Le traité de Paris de 1856 ne contient, en ce qui concerne les Juifs de Turquie rien d'explicite. Il se

1) Holland : *The European Concert in the Eastern question*, p. 32.

contente de prendre acte dans son article 9, (1) du Hatti - Humayoun du 18 décembre 1856 qui renouvelle les garanties générales du Hatti - Chérif et les lois du Tanzimat, et qui proclame dans l'article 2 « reconnues et maintenues en totalité les immunités et privilèges accordés antérieurement aux communautés chrétiennes et autres... »

D'ailleurs, il ne s'agissait pas du tout de la Turquie. Nul autre pays de l'Europe ne peut se flatter d'avoir connu la tolérance religieuse avant et au même degré que cet Etat, exclu de la civilisation européenne jusqu'en 1856.

Il s'agissait plutôt des Etats chrétiens, qu'on allait créer et dont on pouvait craindre des accès d'intolérance.

Les articles XIII, XVI et XVIII du protocole du 11 février 1856 de la Conférence de Constantinople et l'article XLVI de la convention de Paris du 10 août 1858 (2) garantissent la liberté et l'égale protection de tous les cultes exercés dans les principautés de Moldavie et de Valachie, et l'égalité « de toutes les classes de la population sans aucune distinction de naissance, ni de culte » devant les droits civils, de la propriété et de l'admission aux fonctions publiques (3).

Mais dans la convention de Paris, qui est l'instrument définitif en la matière, une restriction apparaît en ce qui concerne les droits politiques. D'après l'alinéa 4

(1) V. Livre Jaune : Congrès de Paris, 1856, p. 9.

(2) V. Livre Jaune : Conférence de Paris, 1858, p. 14.

(3) Art. XVI et XVIII du protocole cité.

de cet article « la jouissance de ces droits *pourra être étendue aux autres cultes* que le culte chrétien par des dispositions législatives ».

Par cette fissure les principautés de Moldavie et de Valachie n'ont pas manqué d'introduire des mesures constituant des persécutions cruelles contre les Juifs. Les Juifs de différents pays protestèrent et les puissances intervinrent à plusieurs reprises (1). Les principautés opposèrent le principe de non-intervention. La Grande-Bretagne répondit que « la position particulière des Juifs les plaçait sous la protection du monde civilisé » (2).

La sanction faisant totalement défaut, le principe resta un principe.

§ 6. — **Le Congrès de Berlin 1878,**
la Reconnaissance de la Roumanie et la Question Juive.

Le Congrès de Berlin s'occupa à plusieurs reprises de la situation des Juifs. Tous les Etats en présence étaient d'accord sur la nécessité et la possibilité d'insérer dans les instruments créateurs des nouveaux Etats la garantie des libertés de conscience et de culte, et l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Les articles 5, 26, 34, 44 et 62 du traité de Paix, concernant respectivement la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro, la Roumanie et la Turquie, furent le fruit de cette préoccupation. Les principes de la liberté religieuse et de l'égalité civile et politique, timidement adoptés par le droit

(1) Narcisse Leven : 50 ans d'Histoire, p. 93 et s.

(2) British and Foreign State-Papers, LXII p. 705.

international public en 1814, devinrent définitivement des principes du droit public européen en 1878.

Tous les petits Etats intéressés acceptèrent la règle et s'y soumirent. La Roumanie seule fit exception.

Les plénipotentiaires des puissances occidentales doutaient d'avance de la bonne foi de cet Etat et insistèrent à maintes reprises pour que la situation des Juifs fut réglée par une stipulation expresse. Le comte de Launay, délégué de l'Italie proposait à la commission de rédaction, dans sa séance du 10 juillet 1878 (1) « dans le but d'éviter tout malentendu » d'insérer dans l'article concernant la liberté religieuse en Roumanie, la phrase suivante : « Les Israélites de Roumanie, pour autant qu'ils n'appartiennent pas à une nationalité étrangère acquièrent de plein droit la nationalité roumaine ».

Bismarck émit une objection de forme ; le prince Gortchakoff, qui, ainsi que les autres plénipotentiaires russes, ne manquait aucune occasion de montrer son désir de voir les Juifs des autres Etats dans les mêmes conditions que ceux de Russie, répéta pour la troisième fois son objection de principe, et le Congrès refusa d'admettre l'amendement de de Launay.

La Roumanie ne manqua pas de profiter de ce défaut de précision. Le 25 octobre 1879 fut promulguée une modification de l'article 7 de la Constitution, pour se conformer, soi disant, aux stipulations du traité. En fait le nouvel article laissa hors la loi et le droit tous les Juifs de Roumanie auxquels le bon plaisir de la majorité

(1) (V. p. 7) Livre Jaune, Affaires de Roumanie, 1878, p. 248.

parlementaire refusait la naturalisation. Car la naturalisation n'était accordée que par une *loi individuelle*.

Les puissances protestèrent, envoyèrent des lettres, expédièrent des notes pleines de remontrances, négocièrent (1). De guerre lasse elles se décidèrent à consommer la reconnaissance officielle de la Roumanie, « confiants, comme dit la note remise au gouvernement de Bucarest simultanément par les représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne (2), confiants dans la volonté du gouvernement princier, de se rapprocher de plus en plus dans l'application de ces principes (de l'art. 7, nouveau, de la Constitution), de la pensée libérale dont s'étaient inspirées les puissances, et prenant acte des assurances formelles qui leur ont été transmises à cet effet. »

Lorsque M. Ducros-Auber, premier ministre de France à Bucarest, après la remise des lettres de créance fut reçu en audience privée par le prince de Roumanie, « Son Altesse ne lui a pas dissimulé qu'Elle avait regretté l'attitude de la France dans la question israélite », mais Elle pardonnait à la France en ajoutant que « la présence du nouvel envoyé effaçait tout malentendu chez Elle, comme dans l'opinion publique à Bucarest (3). »

(1) Voir Livre Jaune, question de la reconnaissance de la Roumanie 1879.

(2) Livre Jaune, même question, 1880. p. 15.

(3) Dépêche de M. Ducros-Auber à M. de Freycinet du 15 mars 1880. Livre Jaune id. p. 19-20.

§ 7. — Suite de la question juive en Roumanie

La situation des Juifs empira, car avant le traité de Berlin et le nouvel article 7 de la Constitution on ne contestait pas leur caractère de nationaux des principautés Moldo-Valaques ; après ce traité ils étaient devenus des étrangers *sui generis*, des étrangers sans pays d'attache, juridiquement des *heimatlos* sans aucune protection dans leur propre patrie. Dès lors il était facile aux gouvernements roumains d'en faire les victimes de toutes les restrictions, incapacités et vexations que nous avons étudiées au chapitre I.

En 1902 la Roumanie se préparait à verser la dernière goutte dans le calice des souffrances juives. Un projet de loi fut adopté par le Parlement en vertu duquel les étrangers ne pouvaient exercer une industrie en Roumanie que si les sujets roumains jouissaient du libre exercice de la même industrie dans le pays d'origine de ces étrangers. Le but de cette loi était de ruiner définitivement les Juifs du pays pour lesquels toute reciprocité était impossible.

Les Juifs d'Angleterre et des Etats-Unis s'adressèrent à leurs gouvernements respectifs pour demander leur intervention. Lord Rothschild adressa au gouvernement anglais un mémorandum relatant la situation des Juifs en Roumanie et insistant sur les dangers internationaux que contenait la mesure proposée par suite de la vague d'émigrants qu'elle allait jeter sur les routes internationales.

Aux Etats-Unis MM. Oscar Strauss et Jacob Schiff portèrent l'affaire devant le président Roosevelt. Celui-ci s'y prit sérieusement. Une note énergique fut dépêchée aux représentants des Etats-Unis à l'étranger, les requérant de s'assurer, si une démarche collective à Bucarest était possible. Lord Landsdown appuya la proposition.

Lorsque Bucarest eut vent de la démarche proposée le projet de loi fut retiré.

En 1912-13 aux Conférences de Londres, St-Petersbourg et Bucarest, qui avaient à liquider la guerre balkanique, des efforts furent faits pour rouvrir la question des infractions au traité de Berlin. La question ne fut pas évoquée. A la Conférence de Bucarest le gouvernement des Etats-Unis suggéra que les libertés civiles et religieuses des populations des territoires, qui devaient changer de main, fussent expressément garanties. Mais la conférence admit, sur la proposition du premier ministre de Roumanie, que des garanties spéciales étaient inutiles et se contenta d'une assurance verbale que tout sera pour le mieux.

Dans une correspondance avec le Conjoint Committee des Israélites d'Angleterre, sir Edward Grey consentit à consulter les grandes Puissances en vue de soumettre la sanction des nouveaux arrangements territoriaux à la condition de la garantie des libertés civiles et religieuses de tous les habitants des territoires annexés. La guerre

européenne éclata avant que cette question fût épuisée (1).

Dans le traité de paix conclu à Bucarest le 7 mai 1918 entre les empires centraux et la Roumanie vaincue, les premiers firent insérer deux articles sur la liberté religieuse de toutes les communautés composant l'Etat roumain. Celle des Juifs aussi bien que leur admission aux droits civils et politiques est spécifiée dans l'article 28 (2).

Lord Robert Cecil répondant à une question au Parlement britannique le 30 mai 1918 dit que le but de ces stipulations était de donner à l'Allemagne une raison de plus d'intervenir dans les affaires intérieures de la Roumanie. L'insuffisance de ces stipulations, surtout en qui concerne les Juifs, pourrait justifier cette opinion. Mais il est à remarquer que la défense des libertés et notamment celles des Juifs est devenue une clause de style sans efficacité de tous les traités internationaux de la Roumanie.

§ 8. — **La question juive en Russie et le droit international public.**

La situation des Juifs de Russie n'a jamais fait l'objet d'une intervention internationale, abstraction faite de quelques notes platoniques, et de la dénonciation par les Etats-Unis de leur traité de commerce avec

(1) The Peace Conference, Paris 1919, Report of the delegation of the Jews of the British Empire on the treaties of Versailles, etc.. London 1920 p. 61.

(2) V. texte de ces articles dans annexe V.

l'Empire russe, qui est un cas de droit international privé et n'entre pas dans les cadres de notre travail.

Après les défaites de la Russie, de 1914-1915 les Empires Centraux se trouvèrent en possession de la plus grande partie de « pal » juif. Ils refusèrent d'appliquer en ce qui concerne les Juifs les stipulations de l'article 43 de la Convention de la Haye, sur les lois et coutumes de la guerre sur terre, en invoquant comme justification que l'obligation créée par cet article à l'occupant de respecter les lois du territoire occupé ne devait s'exercer qu'au bénéfice des populations et non pas à leur détriment (1).

§ 9. — **La Question Juive et les alliés durant la guerre 1914-1918.**

Le 15 juin 1916, M. Lucien Wolf, secrétaire du Conjoint Committe des israélites d'Angleterre, remit en son nom personnel au Foreign Office un mémoire sur la question juive dans ses rapports avec la guerre, demandant que les Alliés se mettent d'accord sur certaines améliorations de la situation des Juifs en Europe Orientale et sur les mesures à adopter par une conférence de paix à venir.

« On peut constater franchement, débute ce document (2), que la question juive est aussi embarrassante pour les Alliés que pour toutes les communautés juives des pays alliés. Elle a provoqué beaucoup de colère et

(1) V. Russkya Vyedomosti 9-7-1915 ; Dyen 21. 3. 1916 ; Evreyskaia Jisn 5. 6. 1916.

(2) The Peace Conférence, Paris. 1919, p 41 et s.

d'animosité contre les alliés dans tous les pays neutres et spécialement en Amérique, où le nombre des Juifs s'élève à 3.000.000 ».

Après une demande de documentation le Foreign Office répondit le 20 janvier 1917 que « prenant en considération la situation générale de l'Europe, il était impossible de maintenir l'espoir d'arriver immédiatement ou dans l'avenir le plus rapproché, à un accord entre les gouvernements alliés dans le sens des suggestions de M. L. Wolff (1).

SECTION II

La question des Juifs de la Diaspora devant la Conférence de Paris de 1919

Les souffrances des Juifs orientaux durant les longues années de la guerre ont comblé la mesure. Il fallait que quelque chose fut fait. Le droit international public avait fait des grands pas en avant, du moins dans les esprits. Le droit des peuples à disposer d'eux même a été reconnu et accepté par l'opinion publique du monde civilisé. L'Europe meurtrie cherchait une consolation et une espérance dans les beaux idéals humanitaires et

(1) Id. p. 60.

dans l'application universelle des principes du droit.

Du côté des Juifs la conscience nationale était arrivée à l'apogée de son développement. Le spectacle de toutes les nations grandes et petites, dressées frémissantes dans l'âpre lutte pour la défense de leurs moindres intérêts, donna un renouveau de vigueur au nationalisme juif. La coïncidence des événements — toujours la coïncidence ! — voulut que les plus grands bouleversements se produisissent précisément dans le coin de la terre où les Juifs étaient en très grand nombre. Aussitôt la structure politique des Etats orientaux désarticulée, leurs minorités nationales, se concentrèrent autour de leurs intérêts collectifs et de leur idéal de conservation. Les Juifs en firent autant.

En Autriche, en Bessarabie, en Bucovine, en Crimée, en Galicie orientale, en Géorgie, en Lithuanie, en Pologne, en Russie, en Ruthénie Blanche, en Tchequo-Slovaquie, en Transylvanie, les Juifs élirent au suffrage universel des assemblées nationales, dont les bureaux, constitués en Conseils Nationaux, furent chargés de la défense des droits civils, politique et nationaux de leurs électeurs.

Tous ces conseils expédièrent des délégations à la Conférence de la Paix. A Paris ces délégations, auxquelles s'ajoutèrent celles des Juifs des Etats-Unis, du Canada, d'Italie, de Palestine, ainsi que les représentants de l'organisation sioniste et de l'American Jewish Committee, constituèrent le Comité des Délégations Juives auprès de la Conférence de la Paix, qui s'appliqua à obtenir

de la Conférence la satisfaction des revendications juives (1).

A côté de l'action des Juifs, un effort parallèle, quoique pas absolument dans le même sens, fut produit par les israélites d'Angleterre, qui envoyèrent aussi une délégation à Paris (2). L'infatigable activité de ce comité et notamment de son secrétaire M. Lucien Wolf a largement contribué au succès partiel des revendications juives.

Les israélites de France, par l'organe de l'Alliance Israélite Universelle ont eux aussi participé au travail de sauvetage des opprimés, mais se sont opposés expressément, comme nous l'avons vu, à la reconnaissance des groupements juifs comme minorités nationales (3).

§ 1. — Les revendications des Juifs.

Les Juifs demandaient d'abord que les grands Etats représentés à la Conférence de la Paix obligeassent les Etats de l'Europe orientale et centrale, qu'ils allaient faire renaitre ou dont ils allaient modifier l'étendue

(1) B. C. D. N° 18 du 6. 1. 1921 p. 11 et s. Mémoire sur le Comité des Délégations Juives adressé à la Société des Nations. V. les déclarations des Juifs de divers pays et leur revendications dans Léon Chasarnowitsch und Léo Motzkin : Die Judenfrage der Gegenwart ; Dokumenten sammlung, Stockholm 1919 p. 13-83.

(2) V. sur les activités de cette délégation et les documents s'y rapportant, le recueil que nous avons cité précédemment.

(3) V. Alliance Israélite Universelle : Recueil des documents cité.

territoriale, à prendre certains engagements juridiques en faveur des minorités (1). Ces engagements devaient relever de la juridiction de la Société des Nations. En d'autres termes, ils demandaient que le problème des minorités nationales devînt un problème du droit des gens.

Les engagements demandés étaient les suivants :

1° Reconnaître la nationalité juridique des pays en question aux personnes y ayant droit en vertu des règles du droit commun, avec certaines modalités conformes aux circonstances particulières.

2° Accorder à tous les citoyens sans distinction de naissance, de race, de nationalité, de langue ou de religion, l'entière égalité devant les droits civils, religieux, culturels, nationaux et politiques, la protection de la vie et de la propriété.

3° Comme corollaire de la précédente, abroger toute loi ou règlements antérieurs restreignant les droits d'une ou de plusieurs catégories de citoyens pour cause de naissance, de race, etc...

(1) Nous reproduisons en annexe II le texte complet du mémorandum adressé par le Comité des Délégations à la Conférence de la Paix en faveur des minorités nationales. En dehors de ces propositions à la C. de la P. le C. d. D. n'a publié ni son rapport, ni les documents concernant ses démarches et pouvant être considérés comme travaux préparatoires au mémorandum. Nous nous voyons donc obligé de nous contenter de donner dans ce paragraphe un résumé de ce document.

4° Accorder la liberté d'employer la langue de la minorité nationale par les membres de celle-ci « dans le commerce, les relations privées, les réunions publiques et la presse, ainsi que devant les tribunaux, soit oralement, soit par écrit, dans les écoles de la minorité et dans toute autre institution ».

5° Accorder aux écoles des minorités nationales, dont le programme sera conforme au programme adopté pour l'enseignement public général, les mêmes droits qu'aux écoles publiques de degré identique.

6° Reconnaître les minorités nationales comme des organismes distincts et autonomes.

7° Laisser à ces organismes minoritaires toute liberté pour la fondation, l'administration et le contrôle de leurs écoles et toutes autres institutions religieuses éducatives, charitables et sociales.

8° Laisser aux individus la liberté entière d'adhérer à une minorité nationale, d'en sortir ou d'en changer.

9° Allouer aux institutions ci-dessus énumérées de chaque minorité une part des fonds publics, destinés à l'établissement ou au fonctionnement d'institutions analogues relevant de l'Etat ; cette part devant être calculée pour chaque région proportionnellement au chiffre de la population minoritaire.

10° Accorder aux organes des minorités le droit de lever sur leurs membres des impôts obligatoires. Il faut croire que cette liberté sous entend l'obligation de l'Etat de prêter main-forte pour la rentrée des impôts.

11° Accorder aux différentes minorités nationales,

le droit de contribuer à la composition de tous les corps électifs de l'Etat, du département et de la commune dans une proportion à déterminer dans chaque circonscription par le rapport numérique de la minorité à l'ensemble de la population. Cela consiste à demander la représentation proportionnelle des minorités nationales.

12° Garantir la liberté de choisir son jour de repos hebdomadaire.

13° Reconnaître les Juifs comme minorité nationale ayant droit au bénéfice de toutes les stipulations ci-dessus.

14° Les minorités nationales auront les mêmes droits que tous les signataires du traité de garantie à porter leurs réclamations devant la Société des Nations ou sa Cour de Justice.

On remarquera que ces revendications ne concernent pas uniquement les Juifs. Avec un idéalisme exemplaire le Comité des Délégations n'a rien demandé en faveur des Juifs seulement. Il n'a pas demandé de privilèges spéciaux. Basant ses demandes, comme on peut le voir par l'exposé des motifs, sur toutes les quatre groupes des principes juridiques et surtout sur le quatrième, il conseille aux Puissances réunies en Conférence de réorganisation internationale d'adopter des mesures pour que la situation des groupements nationaux, qui pour diverses raisons plausibles, que nous avons étudiées, ne peuvent pas se voir accorder l'indépendance, ne deviennent pas une plaie dangereuse non seulement pour un nombre

restreint d'Etats à population mixte, mais aussi pour l'ordre public international.

Pour les Juifs, le Comité des Délégations ne demande que l'égalité des droits avec les autres minorités.

Dans un mémoire complémentaire, le Comité des Délégations exprima une revendication spéciale aux Juifs. C'était celle d'une indemnité à prélever sur les fonds publics pour toutes les victimes des pogromes survenus entre le 1^{er} août 1914 et la signature de la Paix et de ceux qui éventuellement pourraient se produire à l'avenir (1).

Il est inutile d'insister sur la justice de cette demande, ni sur son efficacité pour éviter des effusions de sang et des désordres dans l'avenir.

§ 2. — Interventions préliminaires de la Conférence.

L'envoi en Pologne de deux commissions d'enquête

La première manifestation de la Conférence de la Paix en faveur des Juifs a été l'envoi en Pologne de deux commissions d'enquête, l'une par le président des Etats-Unis sous la conduite de M. Morgenthau, ancien ambassadeur à Constantinople, et l'autre par le gouvernement britannique sous la présidence de sir Stuart Samuel.

Le but de ces commissions était d'éclairer les délégations de ces deux Etats sur l'état de la question juive en Pologne et de leur apporter la vérité sur les pogromes et excès. Leur effet a été la cessation des excès durant leur séjour, pour recommencer de plus belle après leur départ.

(1) Voir annexe III.

§ 3. — Résultats de la Conférence.

A. — Les Progrès dans les Méthodes.

La méthode adoptée par la Conférence est différente de celle pratiquée antérieurement, notamment par le congrès de Berlin. En dehors du traité général comportant la création ou la modification territoriale de l'Etat en question, un traité spécial a été conclu avec lui, dont le chapitre premier contient la reconnaissance et les garanties des droits des minorités (1).

Un autre progrès se trouve dans le mode de garantie de ces droits. Ce ne sont plus les Puissances qui les garantissent, mais la Société des Nations. « Les stipulations qui affectent les personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, dit l'art. 12, chapitre I du traité avec la Pologne (2) constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations... »

En cas de divergence d'opinion sur les questions de droit ou de fait concernant ces articles (du chap. I) entre le gouvernement et l'une quelconque des princi-

(1) Art. 93 du traité avec l'Allemagne, pour la Pologne, et articles 51, 57 et 60 du traité avec l'Autriche pour la Yougoslavie, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie respectivement.

(2) C'est le traité type en la matière. Nous le reproduisons in extenso dans l'annexe IV. Les autres traités du même genre n'en diffèrent que par quelques détails sans importance pour nous.

pales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance membre du Conseil et de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international. Selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, « tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice, dont la décision sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte. »

B. — Droits des Juifs reconnus par les traités

Dans les divers traités ainsi conclus les Juifs ne sont mentionnés expressément que deux fois pour affirmer certains de leurs droits. Pour le reste ils sont implicitement compris dans les « minorités de race, de religion et de langue » auxquelles les traités accordent la liberté et l'égalité individuelles et une ébauche de droit à l'existence nationale.

I. *Stipulations implicites.* — Les stipulations implicites dont les Juifs peuvent se prévaloir se retrouvent dans tous les traités issus de la conférence de la Paix sauf dans celui conclu avec l'Allemagne.

Elles contiennent :

1° La pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté accordée à tous les habitants, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion (1).

(1) Art. 2 du traité polonais pris comme type.

2° Libre exercice, tant privé que public, de toute foi, religion et croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs (1). Ce sont les libertés de conscience et de culte. Elles sont entières.

3° Egalité devant la loi ; mêmes droits civils et politiques à tous les ressortissants sans distinction de race, de langue ni de religion ; égalité en ce qui concerne l'accès aux emplois, fonctions et honneurs publics et l'exercice de différentes professions et industries (2).

4° Egalité de traitement et de garanties de droit et de fait, des minorités ethniques (3), notamment devant le droit de créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses, sociales et scolaires (4).

5° Libre usage d'une langue quelconque dans les relations privées et commerciales, en matière de religion, de presse, de publications de toute nature et dans les réunions. Des facilités *raisonnables* seront accordées aux personnes appartenant aux minorités, pour l'usage de leur langue, oralement ou par écrit devant les tribunaux (5).

Droit de faire librement usage de la langue de la minorité dans les écoles et autres établissements d'édu-

(1) Id. art. 2, al. 2...

(2) Id. art. 7, al. 1 et 2.

(3) Les traités évitent l'expression « minorité nationale ».

(4) Id. art. 8.

(5) Id. art. 7, al. 3 et 4.

cation existant aux frais de celle-ci (1).

Dans les écoles publiques primaires des villes et districts habités par un nombre considérable de personnes appartenant à une minorité linguistique, la langue de la minorité devra être enseignée (2).

6° Une part *équitable* des fonds publics affectés à l'éducation, à la religion ou à la charité devra être attribuée aux besoins analogues des minorités ethniques (3).

II. — *Stipulations expresses.* — « Le développement de la question juive et la grande animosité qu'elle soulève » (4) dans certains pays ont amené la Conférence de la Paix à l'idée de la nécessité absolue de garantir certains droits à ces Juifs par des clauses expresses. Pour cette raison les articles 10 et 11 du traité polonais et l'article 7 du traité roumain sont consacrés uniquement à ces droits des Juifs.

a) *Les articles 10 et 11 du traité polonais.* — L'article 10 du traité polonais souligne le droit des Juifs au bénéfice entier de l'article précédent. L'emploi dans les écoles juives de la langue adoptée par les Juifs

(1) Id. art. 8 in fine.

(2) Id. art. 9, al. 2.

(3) Id ; art. 9, al. 2.

(4) Traité de Paix avec la Pologne. Lettre d'envoi adressée par M. Clemenceau, président de la Conférence de la Paix, à M. Paderewski, président du Conseil des Ministres de la République de Pologne, président de la Délégation Polonaise.

comme langue nationale devient un droit. La répartition de la part proportionnelle des fonds publics, assignée aux écoles juives conformément à l'article précédent ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles, seront assurées par des Comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne.

Cet article était superflu en ce qui concerne les autres minorités. Qui dit répartition des fonds, dit existence des comités de répartition. D'autre part, s'il était nécessaire, il aurait dû figurer aussi dans les traités avec les autres pays. Mais sa nécessité pour les Juifs de Pologne et son inutilité pour ceux des autres pays découlait de l'état d'effervescence antijuive, qui aurait pu amener l'Etat polonais à chercher d'éluder l'application de l'article 9 aux Juifs.

L'art. 11 a le même but dans un autre ordre d'idées. Il s'agit de sanctionner la liberté religieuse des Juifs par une défense expresse de leur faire légalement transgresser leur loi du repos du Sabbath. D'après cet article « les Juifs ne sont pas astreints à accomplir des actes quelconques, constituant une violation de leur Sabbath, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour du Sabbath ». Tout ceci sous réserve, bien entendu, « des nécessités du service militaire, de la défense nationale et de l'ordre public ».

Dans le deuxième et dernier alinéa de cet article « la Pologne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit

locales, qui auraient lieu un samedi ; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

b) *L'article 7 du Traité Roumain.* — Dans l'élaboration du traité roumain la Conférence désirant profiter de la leçon du traité de Berlin avait en vue de régler la question juive par des clauses explicites.

En 1918 la Roumanie, prévoyant que la question juive allait être posée à la Conférence de la Paix, essaya de s'en débarrasser par un semblant de soumission au droit. Le 28 Décembre 1918 le gouvernement édicta un décret-loi, en vertu duquel « les habitants adultes du royaume, sans distinction de religion, qui n'avaient pas la jouissance de tous les droits de citoyen, *pouvaient* l'obtenir en prouvant, conformément aux formalités prescrites par cette loi, qu'ils sont nés dans le pays et qu'ils n'ont jamais été sujets d'un Etat étranger ».

C'était une loi de naturalisation, comme l'avoue, d'ailleurs, l'art. 8, alinéa I. Les demandes devaient être faites devant les tribunaux.

Les Juifs de Roumanie ont, à la presque unanimité, refusé de l'accepter. Des quelques centaines de Juifs qui s'y sont conformés, plusieurs ont vu leurs demandes refusées par un tribunal de Bucarest, attendu que le décret-loi était illégal, comme contraire à l'article 7 de la Constitution (1).

(1) Voir : The Peace Conférence, Paris 1919 cité, n° 43, p. 100 *in fine*.

Sous la pression de la Conférence de la Paix et du courant d'opinion créé autour d'elle, le Gouvernement roumain promulga le 25 mai 1919 un nouveau décret-loi. L'article 1 de celui-ci portait que « les habitants juifs de l'ancien royaume (c'est-à-dire du royaume tel qu'il était avant les agrandissements territoriaux subséquents), nés dans le pays ou accidentellement nés à l'étranger de parents établis dans le pays, qui ne sont sujets d'aucun Etat étranger, sont *citoyens roumains* et jouiront de tous les droits de citoyen, s'ils expriment ce désir et déclarent qu'ils sont nés en Roumanie et n'ont jamais été sous protection étrangère ».

Les déclarations se font devant les juges de paix (1). C'était un droit d'option infligeant une procédure aux personnes auxquelles le droit de citoyen devait appartenir sans procédure aucune. Les délégations juives refusèrent de se contenter de cette mesure.

Le projet de traité n'avait pas plu à la Roumanie. Elle refusa de le signer. Sa délégation se retira. Après une bouderie de deux mois la délégation roumaine signa son traité, dans lequel les articles 10 et 11 du traité polonais ne furent pas reproduits, mais qui contient un article 7 réglant explicitement la question restée en suspens depuis le traité de Berlin.

Cet article 7 est ainsi conçu : « La Roumanie s'engage à reconnaître comme ressortissants roumains de plein droit et sans aucune formalité, les Juifs habitant tous

(1) Art. 2.

les territoires de la Roumanie et ne pouvant se prévaloir d'aucune autre nationalité ».

Telles sont les satisfactions données par les nouvelles méthodes du droit international, inaugurées à la Conférence de Paris 1919-1920, à la première condition de la solution rationnelle de la question juive. Nous verrons plus tard ce qu'elles valent.

SECTION III

Règlement de quelques détails de la Question juive, laissés en suspens par la Conférence de la Paix

La Conférence de Paris n'a pas épuisé toute la question des Juifs de la Diaspora. Les Puissances n'ont conclu des traités de garantie qu'avec un nombre restreint d'Etats nouveaux, et les Etats qui avaient accepté et signé ces traités, n'ont pas tous tenu leurs engagements.

Le Comité des Délégations Juives a continué son activité en défendant les droits des Juifs devant la Société des Nations,

Parmi les nouveaux Etats indépendants qui sollicitaient l'accès à la Société des Nations, se trouvaient la Lithuanie, la Finlande et la Lettonie.

§ 1. — Règlement amiable de la Question Juive par la Lithuanie.

La Lithuanie régla la question juive en ce qui la concerne à la complète satisfaction des Juifs et du droit, et ceci sans aucune intervention de tiers. Il faut se rappeler que cet Etat n'a pas été reconnu par les Puissances lors de la délimitation des frontières orientales de l'Allemagne. Aucun traité ne fut conclu avec lui par la Conférence de la Paix. C'est par des négociations directes entre le Comité des Délégations Juives et la délégation lithuanienne, qu'un accord a été conclu entre elles.

Par lettre du 5 août 1919 (1) la délégation Lithuanienne fit aux Juifs les promesses suivantes :

1° Liberté et égalité pleines et entières tant au point de vue individuel que national ;

2° Nomination d'un ministre pour l'administration des affaires juives ;

3° Représentation proportionnelle des Juifs dans les institutions législatives par la création d'une curie électorale juive ou par d'autres moyens qui seront trouvés plus praticables ;

4° Libre usage des langues juives dans toutes les circonstances de la vie privée et publique, le lithuanien restant langue officielle du pays, obligatoire dans toutes les écoles ;

(1) V. Chasanowitsch und Motzkin, op. cit. p. 144-146, V. texte in extenso annexe VI.

5° Liberté de conscience et de culte. Repos du Sabbath. Egalité juridique et sociale des Rabbins avec les chefs des autres religions ;

6° Autonomie absolue en ce qui concerne les affaires intérieures de la nationalité juive, constituée en communautés par une loi spéciale, considérée comme organisme d'Etat dont les décisions et notamment la levée d'impôts spéciaux de ses membres auront force exécutoire.

Les communautés et l'union des communautés seront des personnes morales, pourront recevoir des donations et des legs, et auront droit à une part proportionnelle des fonds d'Etat, qui pourront éventuellement être attribués aux diverses nationalités.

La Lithuanie a tenu sa promesse. De temps en temps on voit se manifester ça et là dans ce pays des signes d'animosité antijuive. Mais ce ne sont que des souvenirs de l'ancien régime. Si aucun changement ne survient dans l'attitude du gouvernement, la question juive est définitivement réglée en ce qui concerne ce pays.

§ 2. — **Les droits des Juifs finlandais devant la Société des Nations.**

Jusqu'à sa constitution en Etat indépendant, la Finlande qui jouissait d'une certaine autonomie dans le cadre de l'Empire russe, n'admettait pas les Juifs comme citoyens.

Le 12 janvier 1918 une loi (1) fut promulguée à Helsingfors, en vue de régler la question juive.

L'article 1^{er} de cette loi dit que : « Tout adepte de la religion judaïque peut devenir citoyen finlandais dans les mêmes conditions et par la même procédure qu'un étranger. »

C'est une admission à la naturalisation qui rappelle l'article 7 de la Constitution roumaine de 1879. La naturalisation est accordée ou refusée par le Sénat.

L'article 2 accorde aux citoyens de religion judaïque le droit d'être fonctionnaires ou « sous-fonctionnaires ».

L'article 3 accorde à ces citoyens le droit de créer — à leurs frais bien entendu — des communautés et des institutions religieuses, conformément aux lois existantes.

L'article 4 donne le choix aux citoyens ci-dessus pour leurs litiges civils entre le droit commun et le droit judaïque. Les litiges civils, entre ces citoyens et des chrétiens relèvent du droit commun.

L'article 5 permet aux citoyens de religion judaïque d'être témoins et de prêter serment « par Dieu et sa sainte Loi ».

L'insuffisance de cette loi se révèle toute entière à sa lecture. Etre fonctionnaires, « sous-fonctionnaires » et témoins, est-ce cela qu'on appelle libertés civiles et égalité devant la loi ? On peut dire que le fait d'être

(1) V. Chasanovitsch und Motzkin op. cit. p. 157-158.

citoyen implique tous les droits de ceux-ci ; mais alors pourquoi insérer une énumération restrictive par sa nature puisque si courte et si précise ? Lorsqu'il s'agit des Juifs, ce qui n'est dit — n'est pas dû.

Aussi le Comité des Délégations Juives a-t-il demandé à la Société des Nations de poser à la Finlande, comme condition de son admission, de régler la question juive dans le sens des mesures adoptées par les traités spéciaux, conclus lors de la Conférence de la Paix (1).

Le nombre des Juifs — en grande partie des israélites — n'est pas grand en Finlande. Mais l'important c'est le principe. Le gouvernement finlandais manifeste son antijudaïsme de diverses façons. La chasse à courre n'y est pas prohibée. La *chehila* — le mode d'abattage des animaux usité par les Juifs — est strictement défendu. Pourtant des médecins considèrent ce mode d'abattage sinon comme très humain du moins comme supérieur à tous les autres du point de vue de l'hygiène (2). Après la guerre le gouvernement finlandais « alla jusqu'à ne pas permettre le retour en Finlande des citoyens juifs, natifs de Finlande et étroitement liés au pays, et qui avaient résidé à Copenhague ou à Stockholm (3).

Les démarches que fit le Comité des Délégations Juives auprès de la Société des Nations ont amené

(1) V. Mémoire du C. des D. dans B. C. D. n° 18-6. 11. 1921, p. 13-14.

(2) V. Lior, ancien Directeur de l'Institut Pasteur à Tunis : L'inspection des viandes chez les Israélites. Archives médico-chirurgicales de Normandie, octobre 1921.

(3) Mémoire cité.

celle-ci à discuter la question lors de sa première assemblée générale, en sous-commission spéciale et en séance. Le 15 décembre 1920 ces discussions ont abouti à l'acceptation du point de vue suivant, proposé par Lord Robert Cecil, représentant de l'Afrique du Sud (1).

« La Conférence de la Paix qui s'est réunie à une date toute récente, a voulu faire entrer ces mêmes principes (garantie des droits des minorités) dans les traités. Elle a passé des accords spéciaux avec la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Grèce, l'Arménie, la Bulgarie et l'Autriche, garantissant d'une manière très détaillée les droits des minorités ethniques.

« La Commission a estimé juste que nous tenions compte des mêmes principes aujourd'hui, non pour ajouter une nouvelle condition à celles qui sont prévues dans le Pacte, mais pour en faire une recommandation solennelle aux Etats qui demandent leur admission dans la Société des Nations ».

La délégation finlandaise a promis par écrit que les clauses sur les droits des minorités seraient insérées dans la Constitution de Finlande.

**§ 3. — L'admission de la Lettonie dans la Société des Nations
et les droits des Juifs.**

Lorsque la Lettonie fut admise dans la Société des Nations par la deuxième assemblée de Genève, elle prit

(1) B. C. D. N° 18 p. 2.

un engagement analogue à celui de la Finlande (1).

§ 4. — **Plaintes en non-exécution des traités.**

Le Comité des Délégations Juives a porté devant la Société des Nations divers cas de non exécution des traités de garantie par leurs signataires.

Les plus graves atteintes à ces traités ont été perpétrées par la Pologne, qui exclut une partie des Juifs de la nationalité juridique polonaise par une interprétation fantaisiste du mot *domicile*, contenu dans l'article I de son traité, et oblige tous les Juifs à travailler le samedi, contrairement à l'esprit de l'article 11 du même traité (2).

En second lieu vient l'Autriche, qui refusa la qualité de citoyen du nouvel Etat à un grand nombre de Juifs originaires des parties de l'ancien Empire actuellement détachées, et qui se sont réfugiés à Vienne durant la guerre. Cet acte est contraire à l'article 65 du traité de Saint-Germain.

L'Autriche ne s'est pas contentée de leur refuser l'allégeance, elle les a expulsés contrairement aux articles 228 et 229 du traité ci-dessus, qui garantit la protection de la liberté individuelle aux ressortissants des puissances alliées et associées. Car si ces réfugiés ne sont pas des citoyens autrichiens, ils sont citoyens polonais ou

(1) B. C. D. n° 22. 9. 1. 1922 p. 1.

(2) Voir infra chap. VI.

tchéco-slovaques. « Un coup d'œil jeté sur les arrêts d'expulsion, dit M. Reuman, maire de Vienne, dans un discours prononcé au Conseil Municipal de cette ville (1), m'a persuadé que cette mesure a été ordinairement prise contre de pauvres diables, qui gagnaient honnêtement leur existence depuis de longues années à Vienne. »

Le Conseil de la Société des Nations, sur rapport de M. Balfour, décida « qu'il n'existait aucune règle de droit international, ni aucune stipulation de traités empêchant l'Autriche d'expulser de son territoire des personnes ne possédant pas la nationalité autrichienne » (2). Mais il recommanda la modération dans l'exécution du décret.

Le délégué d'Autriche s'engagea à ce que le droit d'expulsion fût suspendu en faveur des personnes ayant présenté des demandes d'option conformément au traité de St-Germain.

De son côté le Joint Foreign Committee est intervenu auprès de la Société des Nations pour protester contre les restrictions légales des droits conférés aux Juifs de Hongrie par le traité de Trianon (3).

(1) B. C. D. n° 19, p. 23. Voir les quelques cas typiques d'expulsion de braves gens *id.*

(2) Communiqué officiel du Conseil de la S. D. N. sur la question de l'expulsion des Juifs d'Autriche, le 3 mars 1921.

(3) The League of Nations, Geneva 1920, recueil de documents publié par le J. F. C. London 1921 p. 39.

§ 5. — **Causes diverses.**

Le Comité des Délégations a encore présenté à la Société des Nations des memoranda sur divers points non encore réglés de la question juive (1), notamment sur les massacres d'Ukraine, sur la non-promulgation par la Pologne du traité de garantie, sur le droits des Juifs de Dantzig, sur la régularisation de l'émigration juive de l'Europe orientale, sur les souffrances des Juifs de la Galicie orientale, etc...

APPENDICE :

La suppression de la propagande Antisémit.

Pour la suppression de la propagande antisémit rien n'a été fait jusqu'ici par le droit international public. Du reste personne n'a jusqu'ici rien demandé, ni rien proposé dans ce sens.

(1) V. B. C. D. n° 18 et s.

CHAPITRE V

La troisième condition de la solution rationnelle de la question juive : La création d'un Etat Juif en Palestine

§ 1. — Aperçu historique du mouvement sioniste.

Le terme *sionisme* est la dénomination moderne donnée à un sentiment et à un mouvement fort anciens, aussi anciens que l'exil d'Israël, aussi anciens qu'Israël lui-même. Il reste encore à la science de dévoiler le mystère de cet imprescriptible attachement d'un peuple à un pays aussi pauvre au point de vue économique, et aussi malheureusement situé au point de vue politique.

Toujours est-il que cet attachement est réel, qu'il est aussi vif aujourd'hui qu'il l'était il y a 1800 ans, et qu'il n'y a aucune raison sérieuse pour admettre qu'il s'éteindra jamais. Peut-on trouver dans l'Histoire une idée aussi tenace, aussi indestructible que le sionisme ?

Il traverse d'un bout à l'autre l'intervalle de quatre mille ans, sans solution de continuité, sans interruption, même momentanée.

Après quatre années de guerre contre Rome l'Etat juif est tombé en ruines. Pour conserver le judaïsme Rabbi Johanan ben Zakkaï constitue à Jabné une école d'où devaient sortir plus tard les plus grandes lumières talmudiques et qui aboutit immédiatement à éviter l'assimilation.

Les Juifs de Cyrénaïque et de Chypre se révoltèrent les premiers. Puis ce fut la révolte de Barkokheba (en 132) avec ses 400-600 mille hommes, qui tint en échec Rome deux années durant et frappa monnaie avec les légendes : *Liberté Jerusalem* et *Liberté d'Israël*. En 166 nouvelle révolte. En 198 tentative de soulèvement ; sous l'Empereur Constance, nouvelle tentative. Julien se propose de reconstruire Jerusalem. En 614 les Juifs de Palestine s'unissent aux Perses en guerre avec Byzance et prennent Jerusalem.

C'est le dernier sursaut de l'énergie active du peuple juif. Trompé dans ses espérances, ayant perdu la foi en sa force matérielle, il se jette dans le mysticisme, et son attachement à la Palestine se manifeste dès lors par l'espoir passif en l'arrivée du Messie, issu de la race de David, qui fera régner sur la terre la paix, la justice et la foi, et qui restaurera Israël sur la terre de ses ancêtres.

Des faux prophètes prédisent l'arrivée prochaine de ce Messie. Moïse en Crète (vers 420), Sirenius en Syrie

(vers 720), Ovadia ben Izhak à Ispahan, en Perse (vers 750), furent les représentants typiques de ce mouvement jusqu'à la fin du premier millénaire. En 1160 David Alroï provoqua en Perse un mouvement politique en vue de la restauration de la nation juive, que Lord Beaconsfield a décrit dans un roman bien connu (1).

Les faux Messies continuent à se révéler. Entre temps l'Espagne arabe assiste à la merveilleuse floraison de la poésie hébraïque, dans laquelle les poèmes de nostalgie pour la patrie perdue prennent une place importante. Rabbi Samuel Hanaguid (le chef), Ibn Gvirol, Abraham Ibn Ezra, Al Harizi redonnent à la langue des prophètes un nouvel éclat. La gloire de l'école, Rabbi Jehuda Halévi, dont les poésies ne trouvent en envolée lyrique et en émotion patriotique d'égales que dans la Bible, quitte en 1141 la pacifique et heureuse Espagne et s'en va à Jérusalem, où d'après la légende il est assassiné par un cavalier passant à côté de lui, au moment où il baisait les pierres de la porte avant d'entrer dans la ville sacrée.

Aux XII^e et XIV^e siècles la poésie hébraïque fleurit aussi en Italie, où elle avait comme chef d'école Emmanuel Haromi (le Romain) ami du Dante.

L'exil d'Espagne (1492) augmente la population juive de Palestine. De nouveaux Messies se révèlent un peu partout en Europe. En 1502 c'est Ascher Lamelein, en Istrie : Jacob Alkorsano en Espagne. En 1520 David

(1) Benjamin D'Israéli (Lord Beaconsfield) Alroï, roman.

Reouveni, se disant ambassadeur « du roi des Juifs formant Etat en Arabie » traite avec les souverains de la conquête de la Palestine. Il est reçu par le roi du Portugal, par le pape Clément VII, par Charles-Quint, avec les honneurs dus à un ambassadeur. Salomon Molkho — autre faux Messie — l'assiste dans ses démarches.

Au cours du même siècle, Don Joseph Hannassi (le prince) de la famille Mendès de Portugal, plus tard duc de Naxos, obtint du sultan Selim II l'autorisation de coloniser la Palestine. Il rebâtit la ville de Tibériade.

Le massacre des Juifs d'Ukraine par les cosaques de Khmelnitzki (1648), fit revivre l'espoir en la proche résurrection, conformément à une vieille tradition, qui veut que la Messie vienne lorsque les souffrances des Juifs ne seront plus supportables.

Menaché ben Israël, savant juif de Hollande s'adresse à Cromwel et lui demande de lever l'interdiction faite aux Juifs d'entrer en Angleterre, ceci « dans le but de compléter la dispersion des Juifs » : car la tradition mentionnée veut encore que la dispersion des Juifs soit complète pour que le Messie puisse venir.

En Turquie se révèle, en effet, le plus grand mystificateur issu du messianisme, Chabetaï Zewi. L'aventure, après avoir duré quelques années et entraîné les Juifs de plusieurs pays, finit lamentablement par la conversion de Chabtaï Zewi et de ses disciples immédiats à l'Islam.

Le dix-neuvième siècle voit une renaissance hébraï-

que en Italie et en Russie ; en même temps que le genre des sionides, le roman de mœurs et le roman historique-patriotique entrent dans la littérature hébraïque.

En Amérique l'avocat Mordekhaï Noa'h fait de la propagande pour obtenir la Palestine. En France le docteur Joseph Salvador demande en 1840 la convocation d'un congrès international dans le même but. Le Juif anglais sir Moses Montefioré fait des démarches en vue d'une colonisation de la Palestine, auprès de Mohamed Ali.

Moïse Hess dans un livre intitulé : « Rome et Jérusalem » suggère l'idée de la renaissance de la Palestine.

Après les pogromes russes de 1881-82 Léon Pinsker publie un pamphlet intitulé : « Auto-émancipation » pour expliquer que le mal juif n'a de remède, que dans la création pour les Juifs d'une patrie à eux.

En Russie se forme l'organisation Hovevei Zien (amants de Sion) qui soutient la colonisation des Juifs en Palestine. Le baron Edmond de Rothschild fait un voyage en Palestine, où il achète de la terre et établit des colons.

Un groupe d'étudiants juifs de Russie quittent leurs études et sous la devise de *Bylou* (abréviation de *Beth Yaacov Lekhou Venélekha* : descendance de Jacob allons, partons !).

En 1894 Théodore Herzl publie son « Etat juif » ; le sionisme entraîne tous les Juifs orientaux, pénètre dans les couches les plus profondes du peuple pour devenir de nos jours un mouvement universel, ayant à

son service le mécanisme puissant d'une vaste organisation politique, qui a des rapports juridiques avec les divers Etats d'Europe et d'ailleurs.

§ 1. — Théorie du Sionisme.

A. — Définition et but du Sionisme

De tout ce que nous avons dit jusqu'ici sur les Juifs et sur leur attachement pour la Palestine, nous pouvons tirer la définition suivante du sionisme :

Le sionisme est l'expression actuelle de la nostalgie perpétuelle du peuple juif pour sa patrie perdue. *C'est le mouvement politique en vue de la reconstitution en Palestine d'une nation juive, mouvement qui existe indépendamment des conditions de la vie des Juifs, partout où ceux-ci sont en assez grand nombre pour que le noyau inassimilable puisse produire une force suffisante de résistance active.*

Le premier congrès sioniste universel, qui s'est tenu à Bâle en 1897, élaboré et adopté un programme d'action, qui a conservé le nom de *Programme de Bâle*, et dont le premier alinéa définit ainsi le but du sionisme :

Le sionisme tend à la création en Palestine pour le peuple Juif d'une patrie garantie par le droit public.

Comme on le voit il y a sur un point très important désaccord entre notre définition et celle de Bâle. Nous disons « la reconstitution en Palestine d'une nation juive », tandis que d'après le programme de Bâle le

sionisme tend à la création d'une patrie pour le peuple juif.

Le programme de Bâle est plus idéaliste. Il a un très fort arrière goût de philanthropie. Il a été fait après les désastres subis par les juiveries de Russie et de Roumanie, en pleine campagne antisémite en Allemagne, en pleine affaire Dreyfus. Il exprime un mouvement très naturel d'impatience. « On ne veut pas de nous, eh bien ! allons-nous en, tous, que personne ne reste ! » Ce serait beau. Malheureusement ceci est impossible. Entre les problèmes purement scientifiques et les problèmes d'art politique ou social il y a cette différence essentielle, que les premiers pour être résolus ne demandent aux conditions que d'être nécessaires et suffisantes, tandis que les seconds demandent encore qu'elles soient possibles, réalisables. Or il est impossible, absolument impossible de créer une patrie pour le peuple juif en Palestine. Nous l'avons vu : la Palestine ne peut pas contenir tous les Juifs, ni même la plupart de ceux-ci (1). Nul sioniste sérieux n'a jamais eu une idée pareille. Dans les documents officiels qui exposent les desiderata sionistes devant les autorités publiques internationales (2) c'est notre opinion qui est affirmée. C'est justement cette impossibilité qui amena A'had Ha'am à créer sa théorie du « foyer spirituel ».

(1) Voir opinion contraire dans M. Bernfeld : Le Sionisme, thèse, Paris, 1921, p. 23 et passim.

(2) Ces documents n'ont pas encore été rendus publics et il ne nous appartient pas de les citer.

Du reste, le programme de Bâle, intact en théorie, a reçu en fait de nombreuses atteintes, dont la première a été l'adoption par le VI^e Congrès Sioniste d'une nouvelle méthode, celle de la colonisation pratique de la Palestine en attendant l'obtention du « Charter », c'est-à-dire, la reconnaissance publique des droits juifs sur la Palestine ; la seconde est le texte même de la déclaration Balfour, qui est la *Magna Charta* de la nation juive et d'après laquelle la Palestine sera un « foyer national » du peuple juif, ce qui se rapproche un peu des idées d'A'had Ha'am (1) et s'éloigne beaucoup du programme de Bâle.

Il faut tenir compte des réalités. A quoi bon se leurrer ? La Palestine doit devenir *l'Etat d'une nation juive*, elle ne peut pas devenir la *patrie de tous les Juifs* actuellement existants. Nous avons vu que c'est le seul espoir qu'on puisse conserver. Nous avons vu aussi que cette perspective n'a rien de décourageant.

Quant à la partie finale du programme de Bâle : une patrie garantie *par le droit public*, cette formule large, un peu vague même, s'explique d'abord par la discrétion que commandait au moment de sa création l'incertitude de l'avenir du mouvement, et ensuite par l'impossibilité de prévoir dès cette époque les progrès futurs du droit des gens. On était depuis bien longtemps en paix. Or, de même que le droit criminel ne se développe

(1) *Al Parachath Derakhim* (Sur le Carrefour, hébreu). Recueil de l'Œuvre d'Ahad Hâam, en 4 volumes.

rapidement que lors d'une crise de recrudescence de crimes, de même le droit international public ne fait de larges enjambées en avant que dans les périodes de guerre. En temps de paix il sommeille. A l'époque du premier Congrès sioniste la théorie des minorités nationales n'était pas encore née, la formule de l'autodisposition n'était pas encore créée. Il fallait trouver une formule qui n'effaroucherait personne, et on a mis « droit public », sans préciser si on parlait du droit public turc ou international. Actuellement la réalisation du sionisme est devenue un problème de droit international.

B. — Droits des Juifs sur la Palestine

Les titres des Juifs sur la Palestine sont : 1° une possession de plus de mille ans ; 2° une revendication ininterrompue depuis la dépossession jusqu'à nos jours. Peut-on opposer à ces titres la prescription ? Evidemment non. Car la prescription étant un principe d'ordre, elle n'existe que là où elle a été formulée, définie et délimitée dans l'espace et dans le temps. En droit international public, nul instrument juridique n'a jamais formulé la prescription, donc elle n'existe pas. Son adoption aurait été très utile au point de vue de l'ordre public international, mais elle *n'existe pas*, elle n'a jamais été appliquée aux non-Juifs, et elle ne peut pas être invoquée contre les droits des Juifs. L'Italie n'a-t-elle pas fait valoir les droits que Rome lui légua sur la Tripolitaine ? La Grèce ne fait-elle pas valoir les mêmes

raisons, lorsqu'elle revendique le Dodécanèse ? Invoquer contre les Juifs une règle qui n'existe pas, parce que, comme dit Barbusse, « ils n'ont pas la force d'avoir raison », ne serait pas conforme au droit.

C. — Les Droits acquis de Tiers sur la Palestine

Du point de vue du droit des gens strict, les seuls qui aient acquis de droits sur la Palestine sont les Turcs. Ce pays ayant été détaché de la Turquie par un instrument juridique, et cette opération ayant une validité juridique absolument indiscutable, puisque la Turquie par son manque de résistance sur ce point, s'est volontairement privée du droit de plaider même le vice du consentement, la succession s'est trouvée ouverte pour l'affirmation de la plénitude des droits des Juifs.

Cependant, au cours des siècles certains droits acquis de tiers se sont créés, qu'on ne peut pas nier.

Parmi ces droits il faut se garder de donner une place à ce que de voix non autorisées de quelques pays appellent « le droit à l'influence », acquis par une pratique séculaire et par des traités fort anciens. Qu'est-ce qu'un droit à l'influence ? Dans quelle catégorie des principes juridiques ce droit entre-t-il ? Dans aucune. Donc il n'existe pas. L'influence est un état de fait. Tout pays, toute nation qui la subit est en droit de la refuser, quand cela lui plait.

Les droits acquis qui comptent, sont d'abord ceux des Arabes de Palestine. Ils n'ont pas, à proprement

parler, de droits acquis de souveraineté sur la Palestine, puisqu'ils ne les ont jamais eus. Mais ils y vivent, donc ils ont le droit de revendiquer la souveraineté. La règle de l'autodétermination doit s'appliquer à eux aussi bien qu'aux autres nations de la terre, sinon ce serait une injustice.

Seulement, et c'est là l'essentiel, il y a deux problèmes de justice l'un en face de l'autre : la justice pour les Arabes de Palestine qui demandent qu'on leur laisse gouverner dans l'indépendance le pays qu'ils habitent, et la justice pour les Juifs, qui n'ayant aucun pays où ils pourraient se dire chez eux, demandent qu'on les laisse rentrer en possession de leur ancienne patrie. Comment décider ? Revenons à la règle juridique, que que nous avons dégagée dans le paragraphe 3 de la première partie de notre introduction, sur l'équilibre entre les principes de justice : *Dans le cas où il y a conflit entre deux principes de justice, celui des deux prend le dessus, dont l'ordre public demande la satisfaction.* Or, nous avons vu que la solution de la question juive est une nécessité pour l'ordre public international et que cette solution est impossible sans la création d'un Etat juif en Palestine, donc ce sont les droits des Juifs qui doivent prévaloir. Quant aux Arabes de Palestine, ils doivent se contenter de la liberté internationale limitée, que constituent les droits des minorités nationales. Ce ne sont pas les Juifs, qui ont tant souffert et qui ont tant lutté pour obtenir ces droits, qui en refuseraient l'exercice et la jouissance aux autres. Du reste, avec le nouvel ordre instauré par la

Société des Nations il faut croire que dans un avenir plus ou moins rapproché, grâce aux nouveaux progrès que cette institution fera, les atteintes aux droits des minorités deviendront impossibles.

Que les arabes de Palestine le veuillent ou non, — d'ailleurs, il n'y a dans ce pays qu'une petite mais turbulente minorité qui ne le veut pas — ils doivent se soumettre à la règle énoncée, qui est une règle juridique de fond. Sinon le droit des gens se verra obligé, lorsqu'il aura embrassé toute l'ampleur et compris toute l'importance de la question juive, à les forcer de se soumettre.

Les autres droits acquis sont ceux de certains pays, comme la France, par exemple, qui possèdent en Palestine des œuvres colaires ou de bienfaisance. La création d'un Etat Juif ne peut nuire en rien à ces droits. Du reste, des accords spéciaux pourraient intervenir en vue de leur maintien ou de leur échange contre d'autres avantages.

Il nous faut encore mentionner les droits moraux des adeptes des religions chrétiennes et musulmanes pour la conservation et la visite de leurs lieux saints respectifs. Qu'il nous soit permis de répéter ce que nous avons dit à ce sujet à la Société de Sociologie de Paris (1).

« Tout d'abord la Palestine étant encore un pays pauvre, l'industrie du pèlerinage est un sérieux appoint, qui peut faire vivre un grand nombre d'habitants et contribuer au développement des industries agricoles, do-

(1) Revue Internationale de Sociologie, 1921.

mestiques et autres. Nul ne songerait à la supprimer.

D'autre part, lorsqu'arrivera le jour où les chrétiens auront enfin appris que les Juifs sont des hommes comme tous les autres, lorsque dans les pays non encore civilisés on cessera de les persécuter, lorsque dans les pays civilisés on cessera de les croire coupables de toute les calamités qui s'abattent sur les collectivités humaines le plus souvent par leur propre faute, lorsque les chrétiens auront enfin compris que la mort de l'initiateur de leur religion est due à l'éternelle cruauté de la nature qui a fait les hommes stupides et méchants, qui veut que le prophète ne soit jamais compris dans son milieu et dans son temps, qui veut que les âmes pures et belles souffrent et que partout et toujours les jeunes qui veulent aller trop vite soient crucifiés par les vieux qui veulent pas aller du tout — lorsque tranquilles et reposés dans leur pays, les Juifs pourrons enfin commencer à oublier tous les torts que leur a fait cette religion issue de la leur, alors une réconciliation s'opérera. Les Juifs écarteront du christianisme les couches successives formées par l'esprit helléno-romain et païen ; ils en extrairont la perle morale qui est l'âme de leur idéal national depuis les premiers prophètes, l'idéal de l'amour pour le prochain et de la paix entre les hommes et les peuples ; et le prophète juif, Jésus de Nazareth, rentrera, revêtu de toute la splendeur de sa gloire, dans l'histoire de son peuple et y prendra la place qui l'attend à côté d'Isaïe, d'Amos, de Jérémie et de Ezéchiel,

qui ont, eux aussi, souffert pour leur idéal. Ce jour là, les lieux saints de la religion chrétienne deviendront des souvenirs sacrés de l'histoire juive et seront précieusement et pieusement conservés comme tels.

Quant aux lieux saints de l'Islam, il ne viendra à l'idée de personne de toucher à ce bijou d'art oriental qu'est la mosquée d'Omar ».

§ 3. — Le sionisme devant le droit international public

A. — Aperçu de l'histoire diplomatique du sionisme avant la Guerre de 1914-1918 (1).

L'histoire diplomatique du sionisme n'est pas fort ancienne. Les démarches de David Reuveni et de Salomon Molkho, celles de don Joseph Hannassi et la requête adressée par Menaché ben Israël au Lord Protector de la Grande-Bretagne sont les seuls faits saillants de cette histoire dans le passé lointain.

A la fin du XVIII^e siècle, Bonaparte, au cours de son expédition en Egypte publia une proclamation, par laquelle il invitait les Juifs levantins à aider ses troupes et leur promettait la restauration de la Palestine.

Vers le milieu du XIX^e siècle sir Moses Montefiore visitait la Palestine et entrait en rapports avec Mohamed Ali, Pacha d'Egypte, en vue d'obtenir des facilités pour

(1) V. Nahum Sokolow. History of Zionism, 2 volumes, London, 1919,

coloniser la Palestine, qui relevait alors de la juridiction du Pachalik égyptien. Vers cette même époque la Grande-Bretagne prit les Juifs orientaux sous sa protection.

Mais le sionisme n'a acquis toute son importance internationale qu'après la constitution par Herzl de l'organisation sioniste universelle.

En 1896 Herzl se rendit à Constantinople. Il trouva le Sultan bien disposé envers les Juifs, mais méfiant vis-à-vis du but essentiel du sionisme. En 1898 Herzl eut une première entrevue à Constantinople avec l'empereur d'Allemagne, qui à cette époque commençait à attirer la Turquie dans la sphère de l'influence germanique. La même année il eut avec l'ancien empereur une autre entrevue à Jérusalem. Guillaume répondit « que toutes les aspirations ayant pour but le relèvement agricole de la Palestine au mieux de la prospérité de l'Empire Turc est complètement respectueux de la souveraineté du Sultan, pouvait compter sur son intérêt bienveillant » (1):

En 1901 Herzl fut reçu par le Sultan trois fois le 17 le 18 et le 19 mai, invité à dîner au Palais, et décoré. L'année suivante, nouvelle visite à Yildis Kiosk. Le Sultan voulait bien accorder l'autorisation de coloniser, mais dans tout l'Empire et sans concentration dans un point.

Pour forcer la main au Sultan en lui faisant craindre de voir s'échapper l'occasion d'alléger les charges

(1) *Die Welt*, organe officiel de l'organisation sioniste, 1898, n° 44.

de l'Etat par la bonne affaire qui s'offrait, Herzl songea à la colonisation d'El'Arich, pays limitrophe de la Judée du Sud. L'Angleterre accueillit l'idée favorablement. Une commission d'étude fut expédiée sur place. Tout allait bien, mais on s'est heurté au refus du Khédive d'autoriser le détournement et l'emploi des eaux du Nil par la colonie projetée.

En 1903 Herzl alla en Russie pour plaider la cause des Juifs de ce pays et du sionisme. Comme résultat de sa démarche il regut une lettre de von Plehwe, dans laquelle le premier ministre lui disait en substance que, si les mesures pratiques prises par le mouvement sioniste pouvaient aboutir à diminuer la population juive en Russie, le gouvernement de l'Empire sera très heureux de lui donner tout son appui. Il irait même dans sa bonté jusqu'à prélever sur les Juifs des impôts spéciaux dans ce but. « Mais si le but du sionisme était de créer des espoirs nationalistes dans le cœur des Juifs et de renforcer leur cohésion collective, le gouvernement russe pourrait se voir obligé de « changer sa politique de tolérance (*sic*) contre des mesures dictées par la sécurité nationale ».

En 1903 le gouvernement anglais proposa à Herzl de créer une colonie juive à Ouganda, en Afrique centrale, sur les bords orientaux du lac Victoria Nyanza. Le VI^e Congrès refusa l'offre non pas à cause du climat, mais parce que ce n'était pas la Palestine. La solution de la question juive par ce moyen, purement matériel, a été jugée impossible et les essais inutiles.

Après la mort du grand animateur du mouvement sioniste, les manifestations diplomatiques du sionisme se réduisirent aux télégrammes que les Congrès envoyaient au Sultan et à quelques gouvernements européens. Le sionisme est entré dans une nouvelle phase, la phase de colonisation pratique. Les colonies fondées en Palestine depuis 1882 sont développées et de nouvelles sont créées. Au commencement de la guerre les Juifs possédaient en Palestine près de quarante villages agricoles et vinicoles. Le nombre des Juifs du pays évalué en 1880 à 35.000, atteignit en 1910 le chiffre de 86.000 (1) et en 1914 il était évalué à 120.000.

B. — La politique sioniste durant la guerre.

La guerre morcela l'organisation sioniste en divisant les Juifs du monde entier par les cloisons étanches des fronts militaires. Mais quelques chefs qui se trouvaient en Angleterre, MM. Weizman, Sokolow et Tchlenow entrèrent en pourparlers avec les gouvernements alliés, et après des démarches dont les détails n'ont pas encore été rendus publics, ils ont obtenu du gouvernement britannique le 2 novembre 1917 la déclaration connue sous le nom de « Déclaration de Balfour », qui constitue une promesse de la part de la Grande-Bretagne « d'employer tous ses efforts pour faciliter l'établissement en Palestine d'un *Foyer National* pour le peuple juif », à condition de ne pas porter atteinte

1) V. Ruppin, op. cit., p. 197.

aux droits des non-juifs du pays et de ne pas modifier les droits ni le statut politique des Juifs, qui resteront dans la Diaspora (1).

Le 14 février 1918, le Quai d'Orsay publia non adhésion aux idées exprimées par la déclaration Balfour, le 9 mai de la même année le gouvernement italien et le 31 août le président Wilson firent de même.

Ajoutons que durant la guerre les sionistes firent divers efforts militaire en vue du détachement de la Palestine de l'Empire turc. Outre les centaines de milliers de Juifs qui combattirent dans toutes les armées, les sionistes réfugiés de Palestine formèrent en Egypte un bataillon de volontaires qui participa à la campagne des Dardanelles (2). L'auteur de ces lignes en a fait partie en qualité d'aide de camp du chef juif du bataillon.

Lors des batailles de 1918 pour la conquête de la Palestine trois autres bataillons juifs, formés en Amérique, en Angleterre et en Palestine participèrent aux combats si brillamment qu'ils regurent les honneurs du communiqué officiel.

C. — La Conférence de la Paix 1919-1920

Le Conseil des dix, organisme suprême de la Conférence de la Paix, entendit les délégués sionistes le 27

(1) V. texte intégral en annexe IX.

(2) Nous tenons à affirmer hautement que ce bataillon ainsi que les suivants n'ont pas été formés *contre* les Turcs, mais *pour* la nation juive.

février 1919. Les derniers exposèrent leurs desiderata de vive voix et par des documents, qui n'ont pas encore été publiés. Le Comité des Délégations Juives a, de son côté, appuyé les aspirations sionistes par un mémoire dans lequel il priait la Conférence de la Paix de reconnaître les droits des Juifs sur la Palestine, de conférer la souveraineté sur ce pays à la Société des Nations et de déléguer son administration à la Grande-Bretagne en qualité de mandataire à la Société des Nations (1). Le Foyer National Juif ainsi établi devrait évoluer vers la création d'un Etat autonome, sous les deux conditions formulées par la déclaration Balfour.

Le 24 avril 1920 le Conseil suprême réuni à San-Rémo, a décidé d'insérer la Déclaration Balfour dans le traité de paix à conclure avec la Turquie et de remettre tous les droits et titres sur la Palestine aux principales puissances alliées dont le mandataire serait la Grande-Bretagne.

D. — Résultats acquis par le sionisme.

Quels sont les résultats juridiques obtenus par les sionistes pour la reconstruction d'un Etat Juif en Palestine ?

Le principal résultat est la reconnaissance du « lien historique du peuple juif avec la Palestine », comme le dit le mandat, déposé à la Société des Nations, dans l'alinéa 4 de son préambule (2).

(1) Voir annexe VIII.

(2) Voir annexe X.

Le second résultat c'est la remise de la Palestine par la Turquie non pas à un Etat, pour en faire ce que bon lui semble, mais « aux principales puissances alliées » (1).

Le troisième résultat c'est l'obligation faite à l'Etat qui accepterait le mandat sur la Palestine en vertu de l'article 22 du Pacte, « de donner une exécution à la déclaration faite en premier le 2 novembre 1917 par le gouvernement de sa Majesté britannique etc. », c'est-à-dire, à la déclaration Balfour.

Ces résultats juridiques ont déjà été obtenus. Le mandat lui-même est encore, par suite d'une opposition américaine, dont l'approfondissement ne peut être entrepris ici, dans les cartons de la Société des Nations.

Comme résultat pratique nous devons enregistrer la nomination comme haut commissaire en Palestine d'un Juif, sir Herbert Samuel. Tous les autres résultats pratiques, bons ou mauvais, sont encore trop jeunes pour être mentionnés, sauf peut-être la constitution du faubourg juif de Jaffa, Tel-Aviv, en municipalité indépendante, qui est un bon précédent pour des bons résultats, et la remise d'une bonne partie des causes des Juifs concernant le statut individuel et la famille à une juridiction confessionnelle ce qui est un bien mauvais résultat.

1) Art. 132 du traité de Sèvres du 10. 8. 1920.

CHAPITRE VI

Appréciation pratique des mesures adoptées par la Conférence de Paris 1919-1920

SECTION I

Critique des stipulations concernant les Juifs de la Diaspora

Les mesures adoptées par la Conférence de Paris sont dans leurs lignes générales satisfaisantes. Elles n'ont pas, à vrai dire, donné satisfaction absolue aux revendications exprimées par les Juifs, telles que nous les trouvons dans le mémorandum du Comité des Délégations. Mais le droit ne peut pas faire de grands pas. La prudence est de son essence même. Le progrès réalisé est appréciable. Il donne au droit international public un air d'élasticité, qui soutient les espérances. L'avenir apportera le reste.

Cependant il y a des lacunes. Lacunes de forme, de détail et une grande lacune de fond. Nous allons les passer en revue.

§ 1. — **Lacunes de forme ou de détails.**

I. — Le terme : domicile et son interprétation inexacte par la loi polonaise. — Nous prenons de nouveau le traité polonais comme type.

L'article 3 de ce traité accorde la qualité de « ressortissant polonais de plein droit et sans aucune formalité », aux ressortissants allemands, autrichiens, hongrois ou russes *domiciliés* à la date de la mise en vigueur du traité sur le territoire, qui est ou sera reconnu en vertu des traités avec l'Allemagne, l'Autriche, etc... comme faisant partie de la Pologne.

On sait ce que veut dire le mot *domicilié*. Mais lorsqu'il s'agit des Juifs, il faut préciser. Tous les Etats avec lesquels un traité comportant la garantie des droits des minorités a été conclu ont compris ce mot dans le sens habituel. La Diète polonaise, pour réduire le nombre des Juifs bénéficiaires de ces droits, vota le 20 janvier 1920, dix jours après la mise en vigueur du traité, une loi dont l'article I déclare de nationalité polonaise « tout individu, sans distinction de sexe, d'âge ni de nationalité ayant domicile sur le territoire de l'Etat polonais ». Ceci est bien conforme au traité. Mais l'article 2 donne une définition du domicile : « est considéré comme ayant domicile en Pologne : a) toute personne *inscrite* ou ayant droit de l'être dans les registres de la population perma-

nente de l'ancienne Pologne russe ; b) toute personne *inscrite* dans une des communes de l'Etat polonais, ayant précédemment fait partie de l'Autriche ou de la Hongrie ; ... et d) toute personne *inscrite* sur les registres des communes urbaines ou villageoises ou sur ceux de corps d'Etats, établis sur les territoires ayant fait partie de l'ancien Empire russe ».

Cette expression « *inscrite sur les registres* » a fait perdre la qualité juridique de ressortissant polonais à de nombreux Juifs, soit parce que venus de Russie en Pologne depuis de longues années, ils n'étaient ni nés dans le pays, ni inscrits « dans les registres de la population permanente de l'ancienne Pologne russe », soit parce que « habitant des communes urbaines ou villageoises, etc. de l'ancien Empire russe », les registres dans lesquels ils étaient inscrits s'étaient perdus pendant la guerre, soit par suite d'autres difficultés de démontrer cette inscription.

Cette loi polonaise est contraire à l'esprit et à la lettre du traité. Si la Conférence de la Paix avait eu la précaution de donner dans le traité avec la Pologne en ce qui concerne les Juifs une ébauche de définition ou un renvoi à la définition habituelle du mot domicile cette loi n'aurait put être promulguée. Il aurait été bizarre de trouver dans un instrument juridique international la définition d'un terme aussi courant, mais nous répétons, lorsqu'il s'agit de la garantie des droits des Juifs, il vaut mieux expliquer chaque mot, définir chaque terme, même les moins équivoques.

II. — *La question du Sabbath en Pologne.* —

L'article II du traité polonais règle la question du Sabbath, mais seulement en ce qui concerne les actes publics. Si cette restriction n'est peut-être pas dans l'esprit de l'article, elle se trouve dans sa lettre. Il est vrai que nul n'aurait pu prévoir, que dans un pays moderne le repos hebdomadaire puisse être établi le même jour pour tous les commerces et toutes les industries sans aucune exception.

Cependant, pour forcer les Juifs à travailler le samedi ou de mourir de faim, au grand préjudice général du commerce et de l'industrie du pays, la Pologne a institué le dimanche jour de repos obligatoire, général et absolue. « Tous les compromis proposés, tels que réduire la durée du travail pour le dimanche, ou, respectant les sentiments religieux de la majorité de la population, n'autoriser le travail, les dimanches, que dans les locaux fermés, ont été unanimement repoussés par la Diète polonaise » (1) ? Un seul commerce reste pourtant autorisé le dimanche. C'est le commerce des fleurs naturelles, auxquels les Juifs ne participent pas et dont l'importance pour l'existence d'une nation est inutile à souligner.

III. — *La timidité exagérée de quelque expression des traités.* — Les traités sont timides. « Facilités raisonnables » pour l'emploi de la langue minoritaire et

(1) Marc Vichniac : La Protection des Droits des Minorités dans les traités internationaux de 1919-1920, Paris 1920.

seulement « devant les tribunaux » à l'exclusion des autres services publics, « des facilités appropriées », « part équitables » ce sont des expressions peu juridiques, peu claires, et se prêtent à tous les abus.

IV. — *Le manque de garantie contre les excès.* — La proposition du Comité des Délégations Juives d'insérer dans les traités un article préservant dans une certaine mesure les Juifs contre des attaques à main armée n'a pas reçu satisfaction.

C'est une très grave lacune. Les auteurs des traités ont encouru de ce fait une responsabilité qui sera peut être encore longtemps très lourde à porter.

V. — *Le manque de garanties internes contre les infractions aux traités des minorités.* — La demande d'insérer dans les traités une clause obligeant les Etats, composés de minorités, à constituer celles-ci en curies électorales séparées, était très sage. Lorsque la minorité est dispersée à travers le pays, toutes les règles constitutionnelles en sa faveur peuvent perdre leur valeur par le fait, que dans les assemblées législatives, elles ne peuvent avoir qu'une représentation trop restreinte en proportion avec leur force numérique, ou pas de représentation du tout. En Pologne, par exemple, où les Juifs ferment 14 o/o de la population totale, ils n'ont dans une Diète de 600 membres que 11 députés, ce qui fait moins de 2 o/o. Le refus de satisfaction à cette demande ne se justifiait par aucune considération sérieuse d'ordre juridique.

§ 2. — **Lacune de fond : le manque de sanction.**

La lacune de fond c'est le manque de garantie effective. L'article 12 du traité type porte que : « tout différend concernant les droits des minorités sera, si l'autre partie le demande, déteré à la Cour permanente de Justice de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, dont la décision, sans appel, « aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte ».

Mais qui porte l'affaire devant la Cour de Justice ? La minorité ? Mais le traité ne prévoit pas sa constitution en personne juridique, ni même en corps de fait. Les Etats soumis à ces traités peuvent ne pas autoriser la constitution de corps minoritaires, ou dissoudre sous un prétexte quelconque les organisations existantes.

Le Conseil de la Société des Nations ? Mais pour s'adresser à lui au nom d'un groupement il faut y être autorisé par ce groupement. Il faut donc que ce groupement existe, sinon *de jure*, du moins *de facto*.

Le Traité Tchéco-Slovaque est le seul à éviter cet écueil, en ce qui concerne la minorité ruthène, portant dans son chapitre II reconnaissance d'une assez large autonomie aux Ruthènes, concentrés sur le territoire ruthène. Quant aux Juifs, seul l'article 11 du traité polonais prévoit en leur faveur la constitution de Comités, mais seulement dans le but de répartir les fonds publics assignés aux écoles juives, d'organiser et de diriger ces écoles.

Nous comprenons bien que la Conférence de la Paix ait pu ne pas accepter l'idée de la réalisation immédiate, précipitée de tout le programme de l'autonomie exterritoriale des minorités nationales, mais des mesures ayant été prises pour s'engager dans ce chemin il eut été raisonnable et prudent de leur donner les moyens de ne pas être annulées.

SECTION II

Critiques des résultats juridiques obtenus par le sionisme

Les résultats juridiques acquis par le sionisme se prêtent à la même critique que les mesures adoptées en faveur des Juifs de la Diaspora : ils pèchent par excès de timidité et de circonspection.

Le traité de Sèvres n'étant pas encore entré en vie, et le mandat n'étant pas encore signé, nous n'entreprendrons pas l'étude détaillée de tous ses articles. Nous relèveront seulement quelques lacunes en insistant surtout sur les lacunes de forme, qui ont une si grande importance pour l'interprétation, et la plus grave des lacunes de fond.

§ 1. — Lacunes de forme et de détail.

A. — La déclaration Balfour

La déclaration Balfour, devenue instrument juridique international par son insertion dans l'article 95 du traité de Sèvres est parfaite dans sa dernière partie.

Celle-ci règle la question des droits des habitants non-Juifs de la Palestine et la question des Juifs qui resteront dans le Diaspora. L'absurde application à leur égard de la fameuse loi Delbrück devient impossible, du moins en connaissance de cause et de bonne foi.

Mais la première partie est d'une obscurité telle que nul n'en pourrait pénétrer le sens, tant qu'une interprétation officielle ne viendra expliquer l'expression « *foyer national* » Cette expression se trouve dans un instrument juridique pour la première fois. Que veut-elle dire? Que réserve-t-il à l'avenir? Les auteurs de cette formule savaient-ils ce qu'elle pourra signifier et ce qu'elle pourra donner? Les travaux préparatoires n'ont pas été publiés. Ce qu'on peut tenir pour certain d'après des allusions auxquelles on peut faire confiance, c'est que des deux parties qui ont concourues à l'élaboration de la formule, une au moins savait qu'elle n'avait pas de sens, et que, par conséquent, on pourrait lui attribuer tous les sens qu'on voudra. Nous ne mettons pas en doute la bonne foi des auteurs de la Déclaration, mais ils ont manifesté un excès de circonspection nuisible par son exagération même. Une formule nette aurait grandement contribué à éclairer une situation qui n'avait pas besoin du « Foyer National » pour être compliquée.

B. — Le projet de mandat (1)

I. *Le lien historique.* — Le préambule du mandat

(1 Voir annexe X.

dans son alinéa 5 parle du « *lien historique du peuple Juif avec la Palestine.* »

Reconnaître le *lien historique* du peuple Juif avec la Palestine était complètement inutile. On n'a qu'à ouvrir un volume quelconque d'histoire juive et on retrouvera ce lien à chaque ligne de chaque page. Un lien historique est reconnu par les historiens et non pas par des juristes. Ceux-ci peuvent reconnaître un *droit historique*. C'est ce que les juifs ont demandé. En ne leur reconnaissant que le *lien historique* on ne leur a *rien reconnu du tout*.

II.— *Le peuple juif.* — On a reconnu le lien historique du *peuple juif*. Qu'est-ce que le *peuple juif* ? Qu'est-ce qu'un *peuple* ? C'est un terme ethnographique, historique, géographique, poétique ou déclamatoire. Ce n'est pas un terme juridique. Le droit connaît les Etats, les nations et depuis trois ans les minorités ethniques. Il ne connaît pas les peuples. En mettant l'expression « *peuple juif* » les auteurs de la formule n'ont reconnu « le lien historique avec la Palestine » de personne.

III. — *L'Administration de la Palestine.* — L'article 6 et les suivants parlent de *l'Administration de la Palestine*. Nul article précédent ni suivant n'explique cette expression. Comment sera-t-elle constituée ? Le mandat n'en dit rien. Il est évident que la puissance mandataire fera ce que les événements demanderont. Mais lui tracer une certaine ligne de conduite n'aurait

pas été inutile surtout en prévision du cas où par suite d'une propagande antijuive éventuelle venant de l'extérieur les événements deviendraient de nature à forcer les pouvoirs publics d'adopter des mesures qui pourraient retarder la réalisation du but essentiel.

IV. — *Les forces armées.* — L'article 17 autorise l'administration de la Palestine à « organiser par voie d'engagements volontaires les forces nécessaires au maintien de la paix et de l'ordre et aussi à la défense du pays ». C'est parfait à première vue. Mais dans le fond elle contient un danger. Il ne faut pas oublier que les émigrés juifs, auxquels l'administration doit faciliter l'entrée, suivant l'article 6, sont des européens, qu'ils ont des habitudes européennes, surtout en ce qui concerne la nourriture, l'hygiène et les besoins spirituels. Si le traitement des engagés volontaires est au niveau des besoins des arabes, les forces de police et militaires seront fermées aux Juifs. Le cas s'est déjà produit en ce qui concerne la police. Il en sera de même de l'armée lorsque le recrutement commencera. Or, comment garantir les droits des Juifs dans un pays où la force publique est toute entière entre les mains des non-Juifs ? Les diverses attaques antijuives des dernières années, provoquées par une propagande chrétienne, et dans lesquelles les policiers arabes ont prit une part très active ont démontré le danger d'une telle situation. L'organisation sioniste, allouait au début aux agents de police juifs des sommes équivalentes à l'écart entre leur solde et leurs besoins minima, mais les pouvoirs publics ont

condamné et prohibé cette méthode, pourtant équitable et conforme, à défaut d'un droit écrit, aux principes juridiques de liberté, en ouvrant aux Juifs l'accès aux fonctions de la police ; d'humanité en laissant aux agents juifs de quoi vivre ; de justice en établissant une stricte égalité entre agents juif et arabes et d'ordre en maintenant un juste équilibre entre les forces des deux nations.

La Société des Nations manquerait de prévoyance si elle ne demandait pas à la Grande-Bretagne de modifier cet article.

V. — L' « *Agency* » juive. — Une émanation (agency) juive, appropriée, dit l'article 4, reconnue comme corps public agira à titre de conseil en coopération avec le gouvernement de Palestine.

Nous disons *émanation* pour ne pas employer le mot *agence*, équivalent exact du mot *agency* en français. La traduction du mandat reproduite dans le Bulletin du Comité des Délégations Juives (I) dit : *une administration* juive. C'est exagéré. Continuons de dire *agency*, car le terme *émanation* est encore plus obscur que celui-ci. En effet, qu'est-ce qu'une *agency* ? Le droit des gens connaît les agences diplomatiques ; mais il ne connaît pas d'agence tout court. Une agence quelle qu'elle soit n'est pas une personne de droit international public. Nous sommes là, comme dans la formule de la Déclaration Balfour, en pleine innovation. Pénétrer dans les mystères de ce texte ne nous est pas permis par nos

(1) N° 22, p. 19 et s.

trop faibles moyens. Nous nous contenterons de constater leur épaisse obscurité, que nous ne pouvons expliquer que par le désir déjà observé d'éviter des termes, qui pourraient être considérés comme la reconnaissance implicite des Juifs comme nation.

VI. — *L'organisation sioniste en tant que « Agency » et la réserve de l'article 4.* — D'après le 2^e alinéa, c'est l'Organisation sioniste qui sera reconnue comme l'*agency* juive qualifiée, mais avec une réserve : « aussi longtemps que son organisation et sa constitution seront jugées appropriées par le mandataire ». La réserve est importante. Elle laisse à la décision arbitraire et sans appel du mandataire une question aussi importante que la participation des Juifs à l'organisation de leur Foyer National. Cet article pousse, disons l'insouciance jusqu'à ne pas prévoir ce qui se passerait et par qui l'organisation sioniste serait remplacée dans le cas où le mandataire ne jurerait plus son organisation et sa constitution comme idoines.

§ 2. — **Lacune de fond : le manque de sanction**

L'art. 25 donne compétence à la cour permanente de Justice de l'art. 14 du Pacte pour les différends qui peuvent surgir *entre les membres de la Société des Nations* sur l'interprétation ou l'application du mandat, et qui ne pourront être réglés à l'amiable.

Le but de cet article est très louable. Mais il a oublié le facteur principal : les Juifs. Pourtant c'est pour les Juifs que le mandat a été fait, c'est pour les Juifs que

la puissance mandataire devra préparer le pays au lieu et place de la Société des Nations. Dans le cas où le mandat serait appliqué de façon contraire à l'esprit ou même à la lettre de l'article 95 du traité de Sèvres, ils n'auront d'autres recours que de courir de l'antichambre d'un ministère des affaires étrangères d'un État, membre de la Société des Nations, à l'antichambre du même ministère d'un autre membre de la Société pour prier que l'on considère l'atteinte aux droits des Juifs comme créant un différend international. C'est insuffisant. Sans doute, on peut avoir confiance en la loyauté et en l'honnêteté de la Grande Bretagne. Mais une bonne règle nettement formulée vaut mieux. Surtout lorsqu'il s'agit d'un traité international, qui supporte de sa nature le poids de la règle, absente, mais toujours sous-entendue, de *rebus sic stantibus* (1). Un droit sans sanction n'est qu'un demi-droit, un droit imparfait, comme disaient les anciens. Un lien historique sans sanction n'est pas un droit du tout ; il n'est rien. Le mandat tel quel, en laissant la question de la Palestine trop intimement liée au sort de l'Empire britannique, laisse donc toute la question juive en suspens.

(1) Peut-on dire qu'avec la constitution de la Société des Nations comme pouvoir public international, le droit des gens s'égale en tout avec le droit privé, le traité international devient, comme le contrat synallagmatique entre particuliers, la loi immuable entre les parties jusqu'à son expiration ou son annulation par consentement mutuel, et la clause ci-dessus est abolie ? Il serait encore prématuré de le soutenir. Mais même s'il en est ainsi, la Puissance mandataire peut, sinon modifier les termes du mandat, du moins s'en dessaisir. Qu'arrivera-t-il alors si aucun autre État ne veut l'accepter ?

CHAPITRE VII

Que reste-t-il encore à faire ?

Nous avons vu les défauts des mesures adoptées. Leurs erreurs de forme et de détail, inscrites dans des traités signés par presque tous les Etats du monde ne peuvent plus être corrigées facilement. La vie interne des divers Etats, soumis à ces traités, les rectifiera peut être toute seule. Dans la liberté, pour paraphraser le mot de Waldeck-Rousseau, les nations de l'Europe Orientale acquerrons peut être la sagesse. Elles comprendront les avantages d'une entière soumission à tous les principes du droit ; elles comprendront l'intérêt qu'elles ont à régler la question juive conformément à ces principes. Sinon il appartiendra à la Société des Nations de les guider par des conseils et au besoin par ses injections et par les décisions exécutoires de sa cour de Justice, lorsque celle-ci aura été dotée d'une procédure ouvrant aux minorités un accès direct au prétoire

et d'une force de coercition sans laquelle toutes ses sentences n'auront le caractère que « d'avis consultatifs ».

C'est ici qu'apparaît la grande lacune de fond commune aux règlements des deux côtés du problème : le manque de sanction. Si un Etat signataire [d'un traité de garantie des droits des minorités, enfreint à ses stipulations], si la puissance mandataire pour la Palestine n'exécute pas les termes du mandat, les Juifs, les principaux intéressés n'ont aucun recours. Ils ne sont pas un Etat, c'est vrai ; ils ne sont pas une nation, au sens juridique du mot, c'est encore vrai. Mais puisque certains droits leur ont été reconnus il fallait tout de même songer à leur donner les moyens de les défendre, sinon par la force du moins par le droit. Or, ni dans les traités, ni dans le projet du mandat, nous l'avons dit, rien n'est dit qui puisse autoriser les Juifs à porter directement leur cause devant les organismes judiciaires de la Société des Nations, Conseil (1), Assemblée (2), Cour de Justice (3), ou Cour d'arbitrage (4).

Dans les articles 31-50 du Statut de la Cour Permanente de Justice, qui traitent de sa compétence et de sa procédure il n'y a rien qui puisse éclaircir la position des minorités nationales en cas de violation du traité. Le rapport de M. Tittoni, adopté par le Conseil de la Société des Nations, siégeant à Bruxelles le 22

(2) Pacte art. 15, al. 1 et s.

(3) Id. Ibid., al. 9 et s.

(4) Id., art. 14-15.

(5) Id., art. 13.

octobre 1920, il est dit nettement que le droit d'attirer l'attention de la Société sur les infractions ou danger d'infractions aux traités est réservé aux membres du Conseil, les minorités elles-mêmes ne pouvant présenter que des pétitions, qui ne deviennent des pièces de procédure que si un membre du Conseil prend l'affaire en main.

Tout ceci s'explique bien par le fait que le souci du droit des gens de ne pas aller trop loin, l'a fait s'arrêter en route, avant d'arriver au point exact, où le développement rapide des idées sous l'impulsion des événements de la guerre, lui permettait d'aller sans hésiter. Au lieu de faire une Société des Nations, les auteurs du Pacte n'ont fait qu'une Société des Etats. Dans l'amas des ruines amoncelées par la guerre et qu'il fallait débayer très vite, ils n'ont pas vu très clair. L'erreur est humaine. Mais il n'en reste pas moins que l'œuvre est très incomplète.

Que faut-il pour la compléter? Il faut que le droit des gens se pénètre de l'idée qu'il est un droit, qu'entre lui et le droit privé il n'y a de différence que dans la qualité extrinsèque des personnes, et qu'à ces personnes collectives il doit appliquer les mêmes règles que le droit privé applique aux personnes physiques et morales qui relèvent de lui. Il sera ainsi amené à ne plus considérer les nationalités non constituées en Etats comme non-existantes, mais comme des personnes à capacités juridiques plus ou moins incomplètes, comme le droit privé considère les mineurs.

Une capacité que le droit des gens peut dès à présent accorder aux minorités, c'est celle d'estimer en justice. On peut ne pas l'admettre sans modalités conformes aux circonstances, mais il faut l'admettre.

En ce qui concerne les Juifs en particulier cette capacité *doit* leur être accordée. Au nombre de plus de 12 millions d'âmes, ils ont une importance numérique plus grande que celle des nations de la Lettonie, de la Lithuanie, du Luxembourg. Ils ne constituent pas d'Etat, ils sont dispersés sur « toutes les sept mers », comme dit le dicton juif, soit. Mais on ne peut pas nier leur caractère de nationalité particulière. On ne peut pas nier surtout leur besoin particulièrement grand d'être défendus. On ne peut pas nier, non plus, l'intérêt qu'a le droit des gens de les voir défendus.

En reconnaissant aux Juifs la qualité de nation le droit des gens fera, certes, un acte sans précédent : il détachera définitivement la notion de nation, de celle de territoire. Mais en ce faisant il ne créera rien qui n'existe. Ce ne sera pas l'homologation donnant un caractère régulier et légal à ce qui existe déjà en fait. En reconnaissant les Juifs comme nation, il augmentera la confiance des Juifs dans le droit, en leur donnant la sensation de ne plus être victimes de denis de justice. En leur donnant l'assurance juridique de leur égalité naturelle avec les autres, le droit des gens brisera définitivement les murs moraux qui séparent les Juifs des non-Juifs depuis que les murs matériels du ghetto sont tombés.

Le droit des gens y arrivera. C'est fatal, si le mou-

vement du progrès continue. En attendant, il pourrait, sans aller aussi loin que l'attribution de la qualité de nation à un peuple sans terre, lui donner les moyens pratiques pour défendre ses droits.

Dans ce but il faut donner une place à la Société des Nations à une représentation des Juifs valablement nommée. Il y a plusieurs façons de réaliser cette mesure, notamment de remettre à un Congrès juif universel, démocratiquement élu, la nomination d'une délégation, qui siégera à l'assemblée de la Société des Nations, et, conformément à l'article 4 du Pacte, dans son Conseil, et qui sera chargée de porter devant les organes de la Société des Nations, tous les différends qui pourraient s'élever entre Juifs et non-Juifs en ce qui concerne l'application des traités de garantie et du mandat palestinien, et en général toutes les questions que la situation des Juifs peut encore engendrer jusqu'au jour lointain de sa solution complète, et notamment le problème de la propagande antijuive.

Dans cette œuvre créatrice la Société des Nations n'a qu'à s'inspirer des actes du plus jeune de ses membres. L'Etat lithuanien encore trop jeune pour chercher à tirer de la rigidité inerte des principes anciens un profit égoïste, et déjà assez sage pour ne pas vouloir s'en servir au détriment des autres, n'a pas attendu la reconnaissance aux Juifs de la qualité de personne de droit des gens pour conclure des traités avec eux. Le 14 Novembre 1921 le gouvernement de Kovno a conclu avec une délégation du Comité 'exé-

cutif de la Conférence Universelle Juive de Secours un traité ayant pour but de régler la question de l'admission et du transit des réfugiés juifs de Russie et d'Ukraine (1).

C'est le premier traité conclu par les Juifs. Que la Société des Nations s'inspire du précédent.

(1) V. B. C. D. n° 22. V. texte du traité annexe VII.

CONCLUSION

Nous avons essayé d'étudier la question juive dans ses causes réelles et naturelles. Nous nous sommes appliqué à en chercher la solution rationnelle et pacifique. Les remèdes que nous avons proposés ne peuvent être appliqués immédiatement dans leur intégralité, il ne faut surtout pas en attendre des effets immédiats. Mais il ne faut pas non plus, comme dit Prévost-Paradol, se croiser les bras en attendant le retour de l'âge d'or pour, un jour, se mettre au travail avec l'espoir de le faire revenir à l'instant.

Le mal juif doit être traité dans son ensemble, sinon il n'a pas de remède. La solution adoptée doit être réalisée par un effort de tous les instants, sinon le problème ne sera jamais résolu.

Si la division en Nations doit un jour disparaître, ce ne sera qu'après que toutes les Nations auront commencé par exister.

Si le Droit doit un jour régner sur toutes les relations humaines, collectives comme privées, il n'y arrivera

que par la Paix. Si la Paix doit un jour régner sur cette terre, ce ne sera qu'après une longue période de règne du Droit. C'est le serpent qui mord sa queue. Le tout se tient. Le tout forme un seul édifice. Qu'une fissure existe dans un coin et l'édifice n'existera pas. Il ne faut pas que la question juive puisse toujours constituer cette fissure.

Vu :

Le Président de Thèse,

A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu :

Vu et permis d'imprimer :

Le Doyen,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

F. LARNAUDE.

P. APPEL.

ANNEXES

ANNEXE I

NOMBRE DE JUIFS

Des statistiques exactes sur la situation numérique actuelle des Juifs font défaut. Le total des Juifs et israélites est évalué à près de 15.000.000, répartis, approximativement, ainsi qu'il suit :

Pays de grande Diaspora :

Etats-Unis.....	3.000000
Pologne.....	3.000000
Ukraine.....	3.000000
Hongrie.....	800.000
Roumanie.....	800.000
Allemagne.....	800.000
Turquie d'Europe et d'Asie.....	500.000
Tchéco-Slovaquie.....	400.000
Russie Soviétique.....	400.000
Grande Bretagne.....	300.000
Autriche.....	300.000
Lithuanie.....	200.000

13.500.000

Pays de moyenne Diaspora :

France.....	150.000
Maroc.....	150.000
Lettonie.....	120.000
Hollande.....	110.000
Afrique du Sud.....	80.000
Tunisie.....	70.000
Canada	70.000
Algérie	65.000
Egypte	50.000
Argentine.....	40.000
Bulgarie.....	40.000
Italie	35.000
Belgique.....	25.000
Tripolitaine.....	18.000

1.023.000

Palestine 100.000

TOTAL..... 14.623.000

A ce total il faut ajouter les pays à moins de 10.000 Juifs et les pays où, comme en Chine, et dans les autres pays asiatiques le nombre des Juifs est inconnu.

Dans ces derniers pays les Juifs sont presque totalement assimilés au point de vue nationaliste. Dans les pays de moyenne Diaspora la majeure partie des Juifs sont assimilés. En ajoutant à ces deux catégories d'israélites, la somme des minorités assimilées de la grande Diaspora, nous aurons le chiffre approximatif de 2.000.000.

ANNEXE II

REVENDEICATIONS DES JUIFS

Mémoire présenté à la Conférence de la Paix
par le Comité des Délégations Juives

*A leurs Excellences Monsieur le Président
et Messieurs les Délégués de la Conférence de la Paix.*

Le Comité des Délégations Juives auprès de la Conférence de la Paix, agissant au nom des diverses organisations soussignées et qui plaident pour neuf millions de Juifs, a l'honneur de vous soumettre les propositions suivantes dont l'objet est la protection des diverses minorités nationales, religieuses, ethniques ou linguistiques de Bulgarie, Esthonie, Finlande, Grèce, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Russie, Tchéco-Slovaquie, Ukraine, Yougo-Slavie et autres pays de l'Est ou du Centre de l'Europe, et vous prie de vouloir bien les incorporer dans les divers traités de paix qui font l'objet de vos délibérations, le droit étant réservé de proposer telles modifications qui pourraient devenir nécessaires en raison des conditions spéciales existant dans plusieurs des pays ci-dessus désignés.

I. — La prend envers les puissances alliées et associées les obligations suivantes auxquelles elle reconnaît le caractère d'obligations internationales relevant de la juridiction de la Société des Nations.

1. La reconnaît et déclare être citoyens de plein droit et sans aucune procédure probatoire ou autre :

a) Toutes les personnes qui, nées sur le territoire reconnu par ce traité à la , n'ont pas été jusqu'à présent natura-

lisées dans un autre pays et qui ont résidé ou ont été domiciliées à une époque quelconque sur ce territoire depuis le 1^{er} août 1909, ou qui ont gardé des attaches avec ce territoire depuis cette date au moyen d'un passeport délivré par l'État précédent ou par la.....;

b) Toute personne ayant habité ce territoire, le 1^{er} août 1914;

c) Toutes les personnes qui naîtront dorénavant en..... et ressortiront à sa juridiction.

Toute personne rentrant dans les catégories a) et b) peut, dans un délai de deux ans à compter de la mise en vigueur du présent traité, opter pour son ancienne allégeance.

2. La..... déclare que tous ses citoyens jouiront de droits civils, religieux, nationaux et politiques égaux, sans distinction de naissance, de race, de nationalité, de langue ou de religion et s'engage à protéger la vie, la liberté et la propriété de tous ses habitants et à leur assurer la liberté en tout ce qui touche la religion et l'exercice extérieur du culte.

3. Aucun des droits ci-dessus énumérés ne pourra être amoindri : aucune exclusion, incapacité ou restriction ne sauraient être imposées par la loi ou de quelque autre manière pour des raisons de race, de nationalité ou de religion, ni la protection égale des lois être déniée à qui que ce soit. Toutes lois, décrets et ordonnances contraires sont par là abrogés.

4. Le droit de toute personne de se servir de la ou des langues d'une minorité nationale de..... dans le commerce, les relations privées, les réunions publiques et la presse, ainsi que devant les différents tribunaux, soit oralement, soit par écrit, ne pourra être restreint ; aucune minorité nationale ne pourra être empêchée de se servir de sa langue dans ses écoles et autres institutions, ni la validité d'un acte ou d'un document être mise en question en raison de la langue dans laquelle il est rédigé. Les écoles qui se servent de la langue d'une minorité nationale, à condition que leur programme soit conforme au

programme généralement adopté, jouissent des mêmes droits que les autres écoles de même degré. Toutes les restrictions existantes concernant l'emploi des langues sont abrogées.

5. La..... reconnaît les différentes minorités nationales de sa population comme constituant autant d'organismes distincts et autonomes et ayant comme tels des droits égaux à fonder, administrer et contrôler leurs écoles et autres institutions religieuses, éducatives, charitables et sociales.

Toute personne peut par une déclaration expresse se retirer de la minorité à laquelle elle appartient.

Aux termes des articles de ce chapitre, la population juive de..... constitue une minorité nationale jouissant de tous les droits qui y sont spécifiés.

6. La..... accepte que, dans la mesure où l'établissement et le fonctionnement des écoles et autres institutions religieuses, éducatives, charitables ou sociales sont à la charge d'un budget d'Etat, de département, de commune ou autre, alimenté par les fonds publics, il soit alloué à chaque minorité nationale une part proportionnelle de ces fonds déterminée respectivement dans chaque région par le rapport du chiffre de la minorité au chiffre global de la population. En outre, les organes de chaque minorité nationale ont le droit d'imposer aux membres de cette minorité des impôts obligatoires.

7. La..... reconnaît à chaque minorité nationale le droit de contribuer dans une certaine proportion à la formation des différents corps électifs de l'Etat, du département, de la commune ou autres, cette proportion étant déterminée respectivement dans chaque circonscription par le rapport numérique de la minorité et l'ensemble de la population. Ces représentants seront élus par des collèges électoraux indépendants ou par toute méthode équivalente qui assurera à ces minorités la même représentation nationale proportionnelle.

8. Les personnes qui ont pour jour de repos un jour autre

que le dimanche ne pourront être astreintes à accomplir en ce jour et à leurs autres jours de fête un travail que leur loi religieuse considère comme un péché ; elles ne seront pas non plus empêchées de vaquer à leurs affaires le dimanche ou autres jours saints.

9. La..... reconnaît que les obligations ci-dessus définies font partie intégrante de la loi constitutionnelle en tant que déclaration de droits dont l'exercice ne saurait être restreint ou tenu en échec par aucune loi, disposition ou action officielle, vu qu'en ce qui touche les dites obligations, les lois réglemens ou actions officielles demeurent sans validité et de nul effet. Aucune des précédentes dispositions ne peut être amendée sans l'agrément de la Ligue des Nations.

II. — Tout signataire du présent traité, dont ce chapitre fait partie, ainsi que toute minorité lésée par la violation ou la non-exécution d'une des dispositions du présent chapitre sont fondés à soumettre, dans les formes qui seront prescrites, leurs réclamations à la Ligue des nations ou à tout autre tribunal qui pourra être institué par cette Ligue.

Veuillez agréer, etc.

Au nom du *Comité des Délégations Juives auprès de la Conférence de la Paix*, composé des représentants des pays et organisations suivantes :

AMÉRIQUE, ETATS-UNIS : *Congrès Juif d'Amérique.*

AMÉRIQUE, CANADA : *Congrès Juif du Canada.*

GALICIE ORIENTALE : *Conseil national Juif.*

ITALIE : *Comité des Communautés, Fédération Sioniste, Fédération Rabbínique.*

PALESTINE : *Assemblée Constituante Juive.*

POLOGNE : *Conseil National Juif.*

ROUMANIE : *Publication officielle de la Fédération Sioniste, Union des Israélites indigènes et Union Poale-Sioniste.*

RUSSIE : *Conseil National Juif.*

TCHÉCO-SLOVAQUIE : *Conseil National Juif.*

UKRAINE : *Assemblée Nationale Juive.*

ORGANISATIONS : *American Jewish Committee ; Bnai-Brith ; Organisation Sioniste.*

MANDATS PAR ÉCRIT : *Grèce (Salonique) Transylvanie et Bukovine.*

Présidence du Comité :

Président : JULIAN W. MACK ;

Vice-Présidents : LOUIS MARSHAL ; LÉON REICH ;
ISRAEL ROSOFF ; NAHUM SOKOLOW ; MENAHEM
USSISCHKIN ;

Membre de la Présidence : HARRY CUTLER ;

Secrétaire-Général : LÉO MOTZKIN.

Paris, le 10 mai 1919.

ANNEXE III.

Mémoire du Comité des Délégations Juives sur l'indemnisation des victimes des pogromes.

*A leurs Excellences Monsieur le Président
et Messieurs les Délégués de la Conférence de la Paix*

Le Comité des Délégations Juives auprès de la Conférence de la Paix, agissant au nom des diverses organisations soussignées et qui plaident pour neuf millions de Juifs, a l'honneur de vous soumettre la proposition suivante dont l'objet est de protéger les populations juives de Bulgarie, Esthonie, Finlande,

Grèce, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Russie, Tchéco-Slovaquie, Ukraine, Yougo-Slavie et autres États de l'Est ou du Centre de l'Europe, et vous prie respectueusement de vouloir bien les prendre en considération lors de la rédaction des Traités qui seront conclus avec ces pays :

Les victimes de tous les pogromes survenus entre le 1^{er} Août 1914 et la date de la signature de ce traité et dirigés contre les Juifs de, et, éventuellement, les victimes de pogromes qui pourraient se produire après cette date en devront être complètement indemnisées par de la perte et des dommages subis.

Veuiller agréer, etc.

(Signé comme le mémorandum précédent.)

Paris, 10 mai 1920.

ANNEXE IV

Chapitre premier du Traité polonais de Versailles du 28 Juin 1920
régiant les droits des minorités en général et des Juifs en particulier.

CHAPITRE PREMIER

Article premier. — La Pologne s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 2 à 8 du présent chapitre soient reconnues comme loi fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.

Art. 2. — Le gouvernement polonais s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

Tous les habitants de la Pologne auront droit au libre exer-

cice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 3. — La Pologne reconnaît comme ressortissants polonais, de plein droit et sans aucune formalité, les ressortissants allemands, autrichiens, hongrois ou russes domiciliés, à la date de la mise en vigueur du présent Traité, sur le territoire qui est ou sera reconnu en vertu des Traités avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Russie respectivement, comme faisant partie de la Pologne, mais sous réserve de toute disposition desdits Traités, relativement aux personnes domiciliées sur ce territoire postérieurement à une date déterminée.

Toutefois, les personnes ci-dessus visées, âgées de plus de dix-huit ans, auront la faculté, dans les conditions prévues par lesdits Traités, d'opter pour toute autre nationalité qui leur serait ouverte. L'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de dix-huit ans.

Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus devront, dans les douze mois qui suivront et à moins de dispositions contraires du Traité de Paix avec l'Allemagne, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté. Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire polonais. Elles pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. Il ne leur sera imposé de ce chef aucun droit de sortie.

Art. 4. — La Pologne reconnaît comme ressortissants polonais, de plein droit et sans aucune formalité, les personnes de nationalité allemande, autrichienne, hongroise ou russe qui sont nées sur ledit territoire de parents y étant domiciliés, encore qu'à la date de la mise en vigueur du présent Traité elles n'y soient pas elles-mêmes domiciliées.

Toutefois, dans les deux ans qui suivront la mise en vigueur

du présent Traité, ces personnes pourront déclarer devant les autorités polonaises compétentes dans le pays de leur résidence, qu'elles renoncent à la nationalité polonaise et elles cesseront alors d'être considérées comme ressortissants polonais. A cet égard, la déclaration du mari sera réputée valoir pour la femme et celle des parents sera réputée valoir pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans.

Art. 5. — La Pologne s'engage à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option, prévu par les Traités, conclus ou à conclure par les Puissances alliées ou associées avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie ou la Russie et permettant aux intéressés d'acquérir ou non la nationalité polonaise.

Art. 6. — La nationalité polonaise sera acquise de plein droit, par le seul fait de la naissance sur le territoire polonais, à toute personne ne pouvant se prévaloir d'une autre nationalité.

Art. 7. — Tous les ressortissants polonais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion.

La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant polonais en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries.

Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant polonais d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques.

Nonobstant l'établissement par le Gouvernement polonais d'une langue officielle, des facilités raisonnables seront données aux ressortissants polonais de langue autre que le polonais, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit devant les tribunaux.

Art. 8. — Les ressortissants polonais, appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

Art. 9. — En matière d'enseignement public, le Gouvernement polonais accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais de langue polonaise, des facilités appropriées pour assurer que, dans les écoles primaires, l'instruction sera donnée, dans leur propre langue, aux enfants de ces ressortissants polonais. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement polonais de rendre obligatoire l'enseignement de la langue polonaise dans lesdites écoles.

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice de l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

Les dispositions du présent article ne seront applicables aux ressortissants polonais de langue allemande que dans les parties de la Pologne qui étaient territoire allemand au 1^{er} août 1914.

Art. 10. — Des Comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne, assureront, sous le contrôle général de l'Etat, la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignés aux écoles juives en conformité de l'article 9, ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles.

Les dispositions de l'article 9 concernant l'emploi des langues dans les écoles seront applicables auxdites écoles.

Art. 11. — Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour du Sabbat. Toutefois, cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants polonais en vue des nécessités du service militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public.

La Pologne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi ; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

Art. 12. — La Pologne agréee que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon s'engagent à ne pas refuser leur assentiment à toute modification des dits articles, qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

La Pologne agréee que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

La Pologne agréee en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles,

entre le Gouvernement polonais et l'une quelconque des principales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance, membre du Conseil et de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement polonais agréé que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

ANNEXE V

Actes internationaux sur la Question Juive en Roumanie

A.

Article 44 du Traité de Berlin 1878

En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées aux ressortissants de l'Etat roumain aussi bien qu'aux étrangers et aucune entrave ne sera apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communautés, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. Les nationaux de toutes les puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie sur le pied d'une parfaite égalité.

B

Articles 27 et 28 du Traité de Bucarest du 7 mai 1918.

Art. 27. — La liberté et la protection légale et administrative

dont jouit la confession roumaine orthodoxe sont accordées également en Roumanie aux confessions catholique, romaine, grecque uniate, bulgare, orthodoxe, protestante, musulmane et juive. Elles doivent avoir notamment le droit de fonder des paroisses ou des communautés de caractère religieux, ainsi que des écoles qui seront considérées comme écoles privées et ne seront entravées dans leur activité que dans le cas où elles mettront en danger la sécurité de l'Etat ou l'ordre public.

Art. 28. — La différence des confessions religieuses ne doit exercer en Roumanie aucune influence sur la situation des habitants au point de vue de leurs droits, notamment de leurs droits civiques et politiques.

Le principe posé au § 1 recevra sa pleine application même en ce qui concerne la reconnaissance des droits de citoyens aux populations sans nationalité de Roumanie, y compris les Juifs considérés jusqu'alors en Roumanie comme étrangers. Dans ce but, il sera promulgué en Roumanie, avant la ratification du traité de paix, une loi d'après laquelle toutes les personnes sans nationalité qui auront participé à la guerre, soit dans le service militaire actif, soit dans le service auxiliaire, ou celles qui sont nées dans le pays et y sont établies, et dont les parents y sont, doivent être considérées, sans plus comme sujets de l'Etat Roumain, en ayant tous les droits et peuvent se faire inscrire comme tels par les tribunaux. L'acquisition de la nationalité roumaine s'étendra également aux femmes légitimes, aux veuves et aux enfants mineurs de ces personnes.

*Article 7 du chapitre premier du Traité de Saint-Germain
avec la Roumanie.*

La Roumanie s'engage à reconnaître comme ressortissants roumains, de plein droit et sans aucune formalité, les Juifs habitant tous les territoires de la Roumanie et ne pouvant se prévaloir d'aucune autre nationalité.

ANNEXE VI

Acte déterminant les droits des Juifs de Lithuanie (1)

Le 5 août 1919, la délégation de Lithuanie a adressé au Comité des Délégations Juives la déclaration suivante :

« Chers Messieurs,

En nous référant à notre entretien de la fin de juillet, nous avons l'honneur de vous donner les renseignements suivants en ce qui concerne la situation de nos citoyens juifs. Le gouvernement de Lithuanie a adopté dans cette question, avec l'approbation des représentants des Juifs, les principes suivants qui font ou feront partie des lois fondamentales :

1) Les membres de la nation juive, comme tous les citoyens sans distinction de nationalité, de confession et de langue, jouissent de la plénitude des droits civiques, politiques et nationaux.

2) Les Juifs sont et seront représentés proportionnellement dans les institutions législatives.

3) Les Juifs participent au gouvernement et aux institutions de la justice. Il a été créé, pour la gérance de leurs affaires, un ministère spécial des affaires juives.

4) Le droit à la représentation proportionnelle dans les institutions législatives est garanti par l'établissement d'une curie nationale des juifs, ou par tout autre moyen qui sera jugé plus conforme au but.

5) Les Juifs jouissent du droit de libre usage de leurs langues dans les réunions publiques, dans la presse, au théâtre, dans les écoles, dans la rédaction de tout acte en matière de droit, dans les tribunaux et dans les institutions gouvernementales.

Observation. — La langue lithuanienne est reconnue langue d'Etat. Toutes les institutions publiques, à l'exception des organes de l'autonomie nationale, sont obligées de correspondre exclusivement en cette langue. L'étude de la langue lithuanienne

(1) B. C. D. N 16.

est obligatoire dans toutes les écoles juives, quelles appartiennent à l'enseignement primaire ou secondaire.

6) Le droit des Juifs d'observer le sabbat et les fêtes, ainsi que les autres prescriptions de leur religion ne sera ni directement ni indirectement limité. Ne seront pas jugées comme limitation les obligations imposées également pour tous les citoyens nécessaires pour la défense de la patrie ou au maintien de l'ordre public. Les Rabbins sont dans la même situation juridique que les prêtres des autres confessions.

7) Les Juifs sont autonomes dans leurs affaires intérieures. Parmi celles-ci seront comptées les affaires ayant trait à la religion, à la bienfaisance, à l'aide sociale, à l'instruction et à la culture intellectuelle en général. La définition détaillée des domaines de l'autonomie nationale sera effectuée par voie législative et sera garantie par des lois fondamentales

Les organes de l'autonomie juive sont les communautés locales et l'alliance des communautés. L'ordre de la création, la représentation des communautés et de l'alliance sera fixé par une loi spéciale.

L'enseignement dans les écoles juives primaires sera obligatoire, commun et gratuit, si des obligations semblables sont imposées aux autres écoles primaires par voie législative.

8) Les organes de l'autonomie nationale juive, d'après l'exemple fourni par ceux de l'autonomie territoriale, sont considérés comme organes gouvernementaux et sont autorisés, dans les limites de leur ressort et de leur compétence, à prendre des résolutions obligatoires pour leurs co-nationaux. Ils sont aussi autorisés, en vue de couvrir leurs dépenses, à soumettre leurs co-nationaux à des impositions spéciales.

En ce qui concerne les droits civils, les communautés juives et leur alliance jouissent des droits des personnes juridiques. Elles sont, en outre, autorisées à recevoir des donations et des dons entre vifs et par testament.

Elles toucheront également des subsides de l'Etat, si de tels subsides, destinés à des fins analogues, sont accordés aux organes similaires des autres nationalités. Les subsides doivent être proportionnellement égaux pour toutes les nationalités.

Nous espérons que vous trouverez les droits susdits suffisants pour assurer le bien-être de nos concitoyens, en tant qu'il dépend des lois et de l'ordre de l'Etat, et que vous préférerez ces droits acceptés volontairement à ceux qui sont imposés par contrainte.

Veuillez agréer, chers Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée. »

Le Secrétaire :

Signé : R. KLIMAS.

Le Président de la délégation de
Lithuanie à la Conférence de la Paix :

Signé : PROFESSEUR VOLDEMAR. »

ANNEXE VII

Premier traité international conclu par un corps juif

Traité conclu entre le gouvernement Lithuanien et le Comité exécutif

Le gouvernement lithuanien représenté par :

MM. SKIPITIS, Ministre de l'intérieur, le Dr. SOLOWEITSCHIK, Ministre sans portefeuille, pour les affaires juives et le Major MERKIS, commandant de brigade, représentant le ministre de la Défense Nationale, d'une part,

et les représentants du Comité Exécutif de la Conférence Universelle Juive de Secours : MM. S. ROSENBAUM, Président du Conseil National Juif en Lithuanie, Dr. Alfred KLEE (Berlin), M. KREININ (Moscou), KOWALSKY (New-York), et Léo GLAESER (Paris), d'autre part,

ont conclu le traité suivant :

Art. 1. — Le gouvernement lithuanien autorise l'entrée, le séjour et la sortie aux émigrants juifs de la Russie soviétique et de l'Ukraine se dirigeant par la Lithuanie vers d'autres pays et qui ne sont pas citoyens lithuaniens, sous les conditions ci-après, pour l'exécution desquelles le Comité Exécutif de la Conférence Universelle Juive de Secours prend charge de garantie.

Art. 2. — Les émigrants doivent posséder l'autorisation de sortie des gouvernements russe ou ukrainien.

Art. 3. — Le Comité Exécutif prend l'engagement que dans les stations-frontières des points de transit soient créés et pourvus de toutes les installations nécessaires garantissant le secours et le contrôle sanitaire et hygiénique appropriés. La transmigration commencera après que les installations seront terminées.

Art. 4. — Le Comité Exécutif s'engage à faire construire des baraques à l'usage des émigrants aux endroits qui seront indiqués par le Gouvernement, à subvenir à l'entretien des émigrants pendant leur séjour en Lithuanie et à veiller à leur sortie du pays.

Art. 5. — Il sera communiqué au gouvernement, chaque fois, des listes des émigrants dont l'entrée est envisagée.

Art. 6. — Le gouvernement remettra copie de ces listes à ses représentants en Russie soviétique et en Ukraine avec instruction d'accorder aux émigrants les visas nécessaires. En même temps, des instructions seront données aux autorités des stations-frontières de laisser entrer dans le pays, sans difficulté, les émigrants portés sur les listes. Le nombre des transmigrants séjournant simultanément en Lithuanie peut atteindre 2.000.

Art. 7. — La durée du séjour des émigrants en Lithuanie est fixée à 3 mois au plus, exception faite des cas de force majeure. Cette période de trois mois commencera à courir à partir du jour où les émigrants obtiendront des autorités lithuaniennes l'autorisation de sortie. Les demandes d'autorisation de sortie doivent être faites dans le délai d'une semaine après le passage de la frontière lithuanienne.

Art. 8. — Le contrôle au point de transit se fait de la même manière que celui aux endroits désignés par les rapatriés lithuaniens (quarantaine Abeli).

Art. 9. — Les autorités délivrent, dans la mesure du besoin, des laissez-passer en vu du visa des passeports par les consulats étrangers. Les émigrants seront accompagnés dans leurs déplacements.

Art. 10. — Le Comité Exécutif restituera à l'Etat lithuanien les débours occasionnés par la transmigration des émigrants.

Art. 11. — Le gouvernement se réserve le droit, en cas de besoin et pour des raisons de nécessité d'Etat, de suspendre provisoirement ou totalement la transmigration.

Art. 12. — Les travaux prévus par le présent traité et incombant au Comité Exécutif seront effectués sous le contrôle du Conseil National Juif en Lithuanie.

Kowno, le 14 novembre 1921.

(Signé par les personnes énumérées ci-dessus.)

ANNEXE VIII

Mémorandum du Comité des Délégations Juives sur l'établissement d'un Etat Juif en Palestine. (1)

*A Leurs Excellences Monsieur le Président
et Messieurs les Délégués de la Conférence de la Paix.*

Le Comité des Délégations Juives auprès de la Conférence de la Paix, agissant au nom des diverses organisations soussignées et qui représentent douze millions de Juifs, a l'honneur de prier respectueusement la Conférence de la Paix de bien vouloir reconnaître les aspirations et les revendications historiques du peuple juif concernant la Palestine ; de prendre telles mesures qu'il sera nécessaire en vue de conférer la possession sou-

(1) Les documents analogues de l'Organisation sioniste n'ont pas été publiés.

veraine de la Palestine la Société des Nations et de déléguer l'administration de ce pays à la Grande Bretagne, comme mandataire ou commissaire de la Société des Nations.

Sous ce mandat ou sous cette administration, la Palestine devrait être placée dans des conditions politiques, administratives et économiques garantissant l'établissement, dans ce pays, d'un Foyer National Juif et rendant possible, comme aboutissement final, la création d'un Etat autonome, étant bien entendu que rien ne devra être fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non-juives qui existent en Palestine ou aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans d'autres pays, qu'il y règnera toujours une entière liberté de culte religieux pour toutes les croyances et qu'il n'y sera fait, pour des raisons de religion ou de race, aucune distinction entre les habitants, au point de vue des droits de citoyen et des droits civils.

(Signé comme Annexe II.)

ANNEXE IX

Documents sionistes

A

Déclaration Balfour.

« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les Juifs (a national home for the Jewish people) et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays ».

B

Adhésions de la France à la Déclaration Balfour

Communiqué officiel du quai d'Orsay publié le 9 février 1918 :

M. Sokolow, représentant des organisations sionistes, a été reçu, au ministère des Affaires étrangères, par M. Stephen Pichon, qui a été heureux de lui confirmer que l'entente est complète entre les gouvernements français et britannique en ce qui concerne la question d'un établissement juif en Palestine. »

C

Adhésion de l'Italie.

Dans une lettre adressée le 9 mai 1918 à M. Sokolow l'ambassadeur d'Italie à Paris écrit :

« Agissant sur mandat de Son Excellence le baron Sonnino, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que :

« Le gouvernement italien est heureux de confirmer les déclarations données déjà en son nom par ses représentants à Washington, à la Haye et à Salonique, à savoir : qu'il est disposé à s'employer avec plaisir en vue de faciliter en Palestine l'établissement d'un centre juif, tout en précisant que ceci ne portera, bien entendu, aucun préjudice à la situation juridique et politique dont les Juifs jouissent déjà en tout autre pays. »

ANNEXE X

Le Mandat Palestinien (1)

La délégation britannique a adressé à la Société des Nations, pour être soumis à son Conseil le texte suivant d'un projet de mandat pour la Palestine ;

(1) Tiré du B. C. D.

Le Conseil de la Société des Nations,

Attendu que par l'article 132 du traité de paix signé à Sèvres le 10 août 1920, la Turquie a renoncé, en faveur des principales puissances alliées, à tous ses droits et titres sur la Palestine ;

Attendu que par l'article 95 du même traité, les hautes parties contractantes ont convenu, de confier, par application des dispositions de l'article 22, l'administration de la Palestine, dans l'étendue des frontières que les principales Puissances alliées auront à déterminer, à un mandataire choisi par lesdites puissances ;

Attendu que, par le même article, les hautes parties contractantes ont convenu, en outre, que la puissance mandataire aura la responsabilité de donner une exécution à la déclaration faite en premier le 2 novembre 1917 par le gouvernement de Sa Majesté britannique et adoptée par les autres puissances alliées, en faveur de l'établissement, en Palestine, d'un Foyer National pour le peuple juif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine ou aux droits et au statut politiques dont jouissent les Juifs dans tout autre pays ;

Attendu que par là on a reconnu le lien historique du peuple juif avec la Palestine et les motifs de reconstruction de son Foyer National dans ce pays ;

Attendu que les principales puissances alliées ont choisi Sa Majesté Britannique comme mandataire pour la Palestine ;

Attendu que les termes du mandat concernant la Palestine ont été formulés comme ci-dessous et soumis au Conseil de la Société des Nations ;

Attendu que Sa Majesté Britannique a accepté le mandat relatif à la Palestine et se propose de l'exercer pour le compte de la Société des Nations, conformément aux stipulations qui suivent.

Approuve, par les présentes, le texte ci-après dudit mandat :

Article premier. — Sa Majesté Britannique aura le droit d'exercer comme mandataire tous les pouvoirs afférents au gouvernement d'un Etat souverain, sous les réserves que comporte le présent mandat.

Art. 2. — Le mandataire aura le devoir de placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques de nature à assurer l'établissement du Foyer National juif, comme il est formulé dans le préambule, et le développement d'institutions autonomes, et à sauvegarder les droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine, sans distinction de race et de religion.

Art. 3. — Le mandataire encouragera dans la plus large mesure l'autonomie communale (*self-government*) compatible avec les conditions imposées.

Art. 4. — Une *agency* appropriée, reconnue comme corps public agira à titre de conseil en coopération avec le gouvernement de Palestine dans les questions économiques, sociales et autres qui peuvent concerner l'établissement du Foyer National Juif et les intérêts de la population juive en Palestine, et, toujours sous le contrôle du gouvernement, pour seconder le développement du pays et y prendre part.

L'Organisation sioniste, aussi longtemps que son organisation et sa constitution seront jugées appropriées par le mandataire, sera reconnue comme l'*agency* juive qualifiée. Elle prendra, d'accord avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique des mesures pour assurer la coopération de tous les Juifs qui sont désireux de collaborer à l'établissement du Foyer National Juif.

Art. 5. — Le mandataire aura la charge de veiller à ce qu'aucun territoire palestinien ne soit cédé, loué ou placé, de quelque façon que ce soit, sous le contrôle du gouvernement d'une puissance étrangère.

Art. 6. — L'administration de la Palestine, tout en garantissant

sant qu'aucun préjudice ne sera porté aux droits et à la situation des autres éléments de la population, facilitera l'immigration juive dans des conditions convenables, et encouragera, en coopération avec l'*agency* juive mentionnée à l'article 4, une colonisation compacte du pays par les Juifs, y compris des terrains domaniaux et des terres abandonnées qui ne seront pas réclamées pour des buts publics.

Art. 7. — L'administration de la Palestine devra élaborer une loi sur la nationalité. Cette loi contiendra des dispositions facilitant l'acquisition du droit de citoyen palestinien aux Juifs qui établissent leur résidence permanente en Palestine.

Art. 8. — Les immunités et privilèges, y compris les bénéfices de la juridiction et de la protection consulaires, dont les étrangers jouissaient autrefois sous le régime des Capitulations ou qui étaient en usage dans l'Empire Ottoman, sont définitivement abrogés en Palestine.

Art. 9. — Le mandataire devra veiller à ce que le régime judiciaire établi en Palestine sauvegarde *a)* les intérêts des étrangers ; *b)* la loi et (dans la mesure jugée utile) la juridiction actuellement en vigueur en Palestine dans les questions soulevées par les croyances religieuses de certaines communautés (comme les lois du Wakouf et le statut personnel). La puissance mandataire accepte notamment que le contrôle et l'administration des biens Wakoufs soient exercés en conformité avec la loi religieuse et les dispositions des fondateurs.

Art. 10. — Jusqu'à ce que soient établis des accords spéciaux d'extradition concernant la Palestine, les traités d'extradition existant entre la Puissance mandataire et les autres Puissances étrangères s'appliqueront à la Palestine.

Art. 11. — L'administration de la Palestine prendra toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la communauté en ce qui concerne le développement du pays et, d'après l'article 311 du traité de paix avec la Turquie, elle aura

tout pouvoir pour assurer le droit public de propriété ou le contrôle de toutes les ressources naturelles du pays ou des travaux publics et services d'utilité publique qui y sont ou y seront établis. Elle introduira un régime agraire conforme aux besoins du pays en tenant notamment compte de l'opportunité qu'il y a à favoriser la colonisation compacte (*close settlement*) et la culture intensive du sol.

L'Administration pourra s'entendre avec l'*agency* juive mentionnée à l'article 4 pour que celle-ci construise ou entreprenne à des conditions favorables et équitables, tous travaux publics, services et aménagements d'utilité publique et développe toutes les ressources naturelles du pays au cas où l'Administration n'en assumera pas directement l'exécution. Tous les arrangements de cette nature pourvoiront à ce qu'aucun profit à répartir, directement ou indirectement, par ladite *agency* n'excède un taux raisonnable d'intérêts du capital et que tous autres profits soient utilisés par elle dans l'intérêt du pays et d'une manière approuvée par l'Administration.

Art. 12. — La Puissance mandataire sera chargée du contrôle des relations étrangères de la Palestine et du droit de délivrer l'exaequatur aux consuls nommés par les Puissances étrangères. Elle a également qualité pour accorder la protection diplomatique et consulaire aux citoyens de la Palestine en dehors de ses limites territoriales.

Art. 13. — La Puissance mandataire assume toute responsabilité au sujet des Lieux saints et monuments ou sites religieux en Palestine, y compris le respect des droits existants, le maintien du libre accès aux Lieux saints, monuments et sites religieux et du libre exercice du culte, tout en garantissant les exigences de l'ordre et de la moralité publique; elle ne sera responsable, pour tout ce qui précède, que devant la Société des Nations; il est entendu, toutefois, que rien dans cet article n'empêche la Puissance mandataire de conclure avec l'Adminis-

tration tels arrangements qu'elle peut juger nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de cet article : il est entendu également que ce mandat ne saurait être aucunement interprété comme conférant à la Puissance mandataire le droit d'intervenir dans la construction ou la gestion des tombes sacrées purement musulmanes, dont les immunités sont garanties.

Art. 14. — En conformité avec l'article 95 du traité de paix avec la Turquie, la Puissance mandataire se charge de désigner aussitôt que possible une Commission spéciale pour étudier et régler toutes les questions et réclamations relatives aux différentes communautés religieuses. Il sera tenu compte, dans la composition de cette Commission, des intérêts religieux en cause. Le président de la Commission sera nommé par le Conseil de la Société des Nations. Cette Commission aura pour devoir de veiller à ce que certains Lieux saints, monuments ou sites qui sont l'objet d'une vénération spéciale de la part de fidèles de l'une ou l'autre religion, soient confiés au contrôle permanent d'administrations (*bodies*) qualifiées représentant les adhérents de cette religion.

Le choix des Lieux saints, monuments ou sites religieux dont la garde sera ainsi organisée, sera fait par la Commission et soumis à l'approbation de la Puissance mandataire.

Néanmoins, dans tous les cas prévus par cet article, le droit et le devoir de la Puissance mandataire de maintenir l'ordre et la décence dans les lieux en question restent entiers ; les monuments et Lieux saints seront soumis aux dispositions des lois sur les monuments publics qui pourront être décrétées en Palestine avec l'approbation de la Puissance mandataire.

Les droits de contrôle conférés par cet article seront placés sous la garantie de la Société des Nations.

Art. 15. — La Puissance mandataire veillera à ce que la pleine liberté de conscience et le libre exercice de toutes les formes de cultes soient assurés à tous, sous réserve uniquement

du respect de l'ordre public et de la morale. Aucune distinction, de quelque genre que ce soit, ne sera faite entre les habitants de la Palestine du fait de la race, de la religion ou de la langue. Aucune personne ne pourra être exclue de la Palestine pour le seul motif de sa croyance religieuse.

Le droit reconnu à chaque communauté de conserver ses propres écoles pour l'éducation de ses propres membres dans sa langue propre (en se conformant aux obligations de caractère général que l'Administration peut imposer) ne sera ni contesté ni entravé.

Art. 16. — La Puissance mandataire aura la charge d'exercer sur toute entreprise missionnaire en Palestine telle surveillance que nécessiterait le respect de l'ordre public et d'un bon gouvernement. Sous réserve de cette surveillance, aucune mesure ne sera prise en Palestine pour faire obstacle à des entreprises de ce genre ou s'y immiscer, ni pour établir des distinctions à l'égard de tel ou tel missionnaire, à cause de sa religion ou de sa nationalité.

Art. 17. — L'Administration de la Palestine peut organiser, par voie d'engagements volontaires, les forces nécessaires au maintien de la paix et de l'ordre, et aussi à la défense du pays ; elles seront soumises, toutefois, à la surveillance de la Puissance mandataire, qui ne doit pas les employer à des buts différents de ceux spécifiés ci-dessus, sauf du consentement de l'Administration de la Palestine, et en dehors des objets ci-dessus spécifiés, aucune force militaire, navale ou aérienne ne devra être créée ou entretenue par l'Administration de la Palestine.

Cet article n'interdit pas à l'Administration de la Palestine de contribuer aux dépenses des forces entretenues par la Puissance mandataire en Palestine.

La Puissance mandataire aura en tout temps la faculté d'utiliser les routes, chemins de fer et ports de Palestine pour les mouvements de troupes et le transport de combustible et provisions.

Art. 18. — La Puissance mandataire doit veiller à ce qu'il n'y ait aucune distinction, en Palestine, entre les nationaux de n'importe lequel des Etats membres de la Société des Nations (y compris les compagnies constituées sous leurs lois) et ceux de la Puissance mandataire ou de n'importe quel Etat étranger, en ce qui concerne les impôts, le commerce ou la navigation, l'exercice d'industries ou de professions ou le régime des navires ou de la circulation aérienne. De même, il ne doit être fait aucune distinction, en Palestine, entre les marchandises provenant de n'importe quel desdits Etats ou lui étant destinées, et il y aura liberté de transit sous d'équitables conditions à travers le territoire mandaté.

Sous réserve des clauses ci-dessus indiquées et de toutes autres dispositions de ce Mandat, l'Administration de la Palestine peut, sur l'avis de la Puissance mandataire, imposer telles taxes et droits de douane qu'elle jugera nécessaires et prendre telles mesures qu'elle estimera de nature à promouvoir le développement des ressources naturelles du pays et à sauvegarder les intérêts de la population.

Les clauses de cet article n'empêcheront pas le gouvernement de la Palestine de conclure, sur l'avis de la Puissance mandataire, des conventions spéciales de douane avec un Etat dont le territoire était entièrement compris, en 1914, dans la Turquie d'Asie ou l'Arabie.

Art. 19. — La Puissance mandataire adhérera, au nom de l'Administration, à toutes conventions générales internationales déjà existantes ou qui pourront être conclues par la suite avec l'approbation de la Société des Nations concernant la traite des noirs, le trafic des armes et munitions ou le trafic des substances vénéneuses, ou relatives à l'égalité commerciale, à la liberté de transit et de navigation, à la navigation aérienne et aux communications postales, télégraphiques et de téléphonie sans fil, ou à la propriété littéraire, artistique ou industrielle.

Art. 20. — La Puissance mandataire coopérera, au nom de l'Administration de la Palestine, autant que le permettront les conditions religieuses, spéciales et autres, à l'exécution de toutes les mesures de police commune adoptées par la Société des Nations pour prévenir et combattre les maladies, y compris celles des règnes végétal et animal.

Art. 21. — La Puissance mandataire pourvoira, dans les douze mois qui suivront l'entrée en vigueur de ce mandat, à la publication et à l'exécution d'une loi sur les monuments antiques basée sur les dispositions de l'article 412, XIII^e partie, du traité de paix avec la Turquie. Cette loi remplacera l'ancienne loi ottomane des Antiquités et assurera l'égalité de traitement, en matière de recherches archéologiques, aux nationaux de tous les Etats membres de la Société des Nations.

Art. 22. — L'anglais, l'arabe et l'hébreu seront les langues officielles de la Palestine. Toutes les pièces officielles ou inscriptions en arabe sur les timbres ou les monnaies en Palestine seront reproduites en hébreu, et toutes les pièces officielles ou inscriptions en hébreu seront reproduites en arabe.

Art. 23. — L'Administration de la Palestine reconnaîtra les jours fériés des diverses communautés comme jours de repos légal pour les membres desdites communautés.

Art. 24. — La Puissance mandataire présentera chaque année, au Conseil de la Société des Nations, un rapport sur les mesures prises en exécution des dispositions du Mandat. Toutes les lois et réglementations promulguées ou publiées durant l'année seront jointes au rapport.

Art. 25. — Si un différent venait à surgir entre les membres de la Société des Nations sur l'interprétation ou l'application de ces articles, qui ne puisse être réglée à l'amiable, il sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale prévue par l'article 14 du règlement de la Société des Nations.

Art. 26. — L'adhésion du Conseil de la Société des Nations

est nécessaire pour toute modification aux termes du présent Mandat : dans le cas d'une modification proposée par la Puissance mandataire, l'agrément peut être voté par la majorité de l'Assemblée

Art. 27. — A l'échéance de l'expiration du mandat conféré à la Puissance mandataire par cette déclaration, le Conseil de la Société des Nations prendra tels arrangements qui pourront être jugés nécessaires pour sauvegarder à perpétuité les droits assurés par les articles 13 et 14 et pour faire en sorte que, sous la garantie de la Société, le gouvernement de la Palestine fasse pleinement honneur aux obligations financières contractées par l'Administration de la Palestine pendant la durée du mandat.

— 222 —

	PAGES
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION. — Plateforme juridique de la Question juive.....	11
PREMIÈRE PARTIE. — Qu'est-ce qu'un problème juridique ?	11
§ 1. — Classification sommaire des principes juridiques.....	1
§ 2. — La Liberté.....	14
§ 3. — L'Humanité.....	16
§ 4. — La Justice	18
§ 5. — L'Ordre.....	19
DEUXIÈME PARTIE. — Qu'est-ce qu'un problème de droit inter- national public ?	23
§ 1. — Application des principes juridiques des quatre groupes par le droit international public.....	23
§ 2. — Le droit international public et les droits humains.....	25
§ 3. — La liberté internationale proprement dite.....	38
§ 4. — La justice internationale proprement dite.....	46
§ 5. — L'ordre public international	47
I. — La révolution.....	49
II. — Le désarmement	50
III. — La confiance.....	52
§ 6. — Etude pratique de la sanction des principes juri- diques par le droit international public.....	53
APPENDICE. — Les interventions dans le droit des gens positif.....	56
A. — Précédents anciens.....	56
I. — Interventions pour cause d'humanité.....	56
II. — Protection de la liberté des peuples.....	58
III. — Manifestation de la justice internationale... ..	58
IV. — Interventions pour cause d'ordre.....	58
B. — La Conférence de Paris 1919.....	59

	PAGES
§ 1. — Elimination des méthodes anciennes.....	162
A. — L'extermination.....	162
B. — L'expulsion.....	163
§ 2. — La solution de la question juive par des méthodes pacifiques	163
§ 3. — Critique des deux solutions envisagées	164
A. — La transplantation des Juifs.....	164
B. — L'assimilation des Juifs.....	165
<i>Section II. — Etude des conditions d'une solution rationnelle de la Question juive.....</i>	<i>166</i>
§ 1. — <i>Première condition</i> : Emancipation complète et universelle des Juifs.....	166
§ 2. — <i>Deuxième condition</i> : Empêchement des explosions de crises antijuives par la suppression de la propagande antisémite.....	169
§ 3. — <i>Troisième condition</i> : Emancipation nationale des juifs	171
<i>Section III. — Appréciation critique de la solution préconisée.</i>	<i>174</i>
§ 1. — Avantage des méthodes préconisées	175
§ 2. — Objections	177
A. — Objections des Israélites.....	177
B. — Objections des Juifs.....	184
C. — Objections des Etats.....	189
CHAPITRE IV. — La réalisation des deux premières conditions par le droit international public	193
<i>Section I. — Les interventions en faveur des Juifs antérieurs à la Conférence de la Paix de 1919-20.....</i>	<i>193</i>
§ 1. — L'intervention de l'Angleterre et des Pays-Bas en faveur des Juifs expulsés de Bohême en 1745...	194
§ 2. — Le Congrès de Vienne 1814-15 et l'émancipation des Juifs des pays Allemands.....	195
§ 3. — Congrès d'Aix-la-Chapelle 1818 et les mémoires du Rev. P. Lewis Way.....	197
§ 4. — La Conférence de Londres 1830.....	198
§ 5. — Le Congrès de Paris 1856.....	199
§ 6. — Le Congrès de Berlin 1878, la reconnaissance de la Roumanie et la Question juive.....	201
§ 7. — Suite de la Question juive en Roumanie.....	204
§ 8. — La Question juive en Russie et le droit international public.....	206

	PAGES
§ 9. — La Question juive et les Alliés durant la guerre 1914-18	207
<i>Section II. — La Question des Juifs de la Diaspora devant la</i> Conférence de Paris 1919.....	208
§ 1. — Les revendications des Juifs.....	210
§ 2. — Interventions préliminaires de la Conférence ; l'envoi en Pologne de deux commissions d'enquête.....	214
§ 3. — Résultats de la Conférence.....	215
A. — Les progrès dans les méthodes	215
B. — Droits des Juifs reconnus par les traités.....	216
I. — Stipulations implicites.....	216
II. — Stipulations expresses.....	218
a. — Les articles 10 et 11 du traité Polonais...	218
b. — L'article 7 du traité roumain.....	220
<i>Section III. — Règlement de quelques détails de la Question</i> juive laissés en suspens par la Conférence de Paris	222
§ 1. — Règlement amiable de la question juive par la Li- thuanie.....	223
§ 2. — Les droits des Juifs finlandais devant la Société des Nations.....	224
§ 3. — L'admission de la Lettonie dans la Société des Nations	227
§ 4. — Plaintes en non exécution des traités	228
§ 5. — Causes diverses.....	230
APPENDICE. — La suppression de la propagande antisémite	230
CHAPITRE V. — La troisième condition : La création d'un État Juif en Palestine	231
§ 1. — Aperçu historique du mouvement sioniste.....	231
§ 2. — Théorie du sionisme.....	236
A. — Définition et but du sionisme.....	236
B. — Droits des Juifs sur la Palestine.....	239
C. — Les droits acquis de tiers sur la Palestine....	240
§ 3. — Le sionisme devant le droit international public...	244
A. — Aperçu de l'histoire diplomatique du sionisme avant la guerre 1914-18	244
B. — La politique sioniste durant la guerre	247
C. — La Conférence de la Paix 1919-1920.....	248
D. — Résultats acquis par le sionisme	249

	PAGES
CHAPITRE VI. — Appréciation pratique des mesures adoptées par la Conférence de Paris 1919-20	251
Section I. — Critique des stipulations concernant les Juifs de la diaspora	251
§ 1. — Lacunes de forme et de détails	252
I. — Le terme <i>domicile</i> et son interprétation inexacte par la loi polonaise.....	252
II. — La question du Sabbath en Pologne.....	254
III. — La timidité exagérée de quelques expres- sions des traités.....	254
IV. — Le manque de garantie effective contre les excès	255
V. — Le manque de garanties internes contre les infractions aux traités des minorités	255
§ 2. — Lacune de fond : Le manque de sanction	256
Section II. — Critique des résultats juridiques obtenus par le sionisme.....	257
§ 1. — Lacunes de forme et de détail.....	257
A. — La déclaration Balfour	257
B. — Le projet de mandat	258
I. — Le lien historique.....	258
II. — Le peuple juif.....	259
III. — L'administration de la Palestine.....	259
IV. — Les forces armées.....	260
V. — L'« Agency » juive.....	261
IV. — L'organisation sioniste en tant qu'« Agency », et la réserve de l'article 4.....	262
§ 2. — Lacune de fond : le manque de sanction	262
CHAPITRE VII. — Que reste-t-il encore à faire?.....	264
CONCLUSION	271
ANNEXES.....	273
TABLE DES MATIÈRES	303

PARIS
EDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE
13, Quai de Conti
1922
